



*"Au service des organisations syndicales représentatives des travailleurs"*

---

## **Rapport d'activité 2006**

**Approuvé par le Conseil d'administration du 16 mars 2007**

Institut de Recherches Economiques et Sociales  
16, boulevard du Mont-d'Est – 93192 NOISY-LE-GRAND CEDEX

☎ +33 (0)1 48 15 18 90 📠 +33 (0)1 48 15 19 18

[www.ires-fr.org](http://www.ires-fr.org)

**Directeur de l'IRES**

Jean-Louis LEVET,

**Directeurs adjoints**

Roger BACON, *Administration*

Christian DUFOUR, *Recherche*

Benôit ROBIN, *Documentation*

**Equipe de recherche**

Pierre CONCIALDI

Yannick FONDEUR

Solveig GRIMAULT

Adelheid HEGE

Michel HUSSON

Annie JOLIVET

Odile JOIN-LAMBERT

Florence LEFRESNE

Yves LOCHARD

Antoine MATH

Christèle MEILLAND

François MICHON

Jean Marie PERNOT

Marie RAVEYRE

Udo REHFELDT

Catherine SAUVIAT

Carole TUCHSZIRER

Pascal UGHETTO

Mouna VIPREY

Catherine VINCENT

Pierre VOLOVITCH

Philippe ZARIFIAN

**Documentation**

Dominique GUIBERT

Sandrine LARROCHE

**Administration**

Lyubica CURICH

Monique JACQUIN

Marilyne NOYELLE

**Informatique**

Van Quang N'GUYEN

**Bureau**

**Présidente** : Pierrette CROSEMARIE, *CGT*

Robert ANDRÉ, *UNSA-Education*

Jacky CHORIN, *CGT-FO*

Bernard IBAL, *CFTC*

Jean-Claude LAUTIER, *CFE-CGC*

Jean-Pierre MOUSSY, *CFDT*

**Conseil d'administration de l'IRES**

**Neuf syndicalistes**

Robert ANDRÉ, *UNSA-Education*

Jacky CHORIN, *CGT-FO*

Pierrette CROSEMARIE, *CGT*

Bernard IBAL, *CFTC*

Jean-Claude LAUTIER, *CFE-CGC*

Jean-Pierre MOUSSY, *CFDT*

José EZRATTY, *CGT-FO*

Nasser MANSOURI-GUILANI, *CGT*

Gaby BONNAND, *CFDT*

**Neuf personnalités scientifiques**

Jeanine COHEN,

*Chargée de recherche au CNRS*

Gilles FERREOL,

*Professeur à l'université de Poitiers*

Patrick FRIDENSON,

*Directeur d'études à l'EHESS*

Yves LICHTENBERGER,

*Président de l'Université de Marne-la-Vallée*

El Mouhoub MOUHOUD

*Professeur à l'Université de Paris Dauphine*

Angel PINO,

*Professeur à l'Université Michel de Montaigne,*

*Bordeaux III*

Robert SALAIS,

*I.D.H.E. Ecole Normale Supérieure de Cachan*

Jean-Marc SIROËN,

*Professeur à l'Université Paris IX – Dauphine*

N.N.

**Quatre représentants du Premier Ministre**

Sophie BOISSARD, *Directrice générale du Centre d'Analyse Stratégique*

Anne-Marie BROCAS, *Directrice de la DREES*

Stéfan LOLLIVIER, *Directeur des statistiques démographiques et sociales – INSEE*

Antoine MAGNIER, *Directeur de la DARES*

---

## SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION</b>	<b>4</b>
<b>GROUPES DE TRAVAIL</b>	
<i>Groupe Relations professionnelles</i>	<b>6</b>
<i>Groupe Emploi</i>	<b>12</b>
<i>Groupe Travail</i>	<b>24</b>
<i>Groupe Revenu salarial</i>	<b>40</b>
<b>ACTIVITES ET PROJETS TRANSVERSAUX</b>	
<i>Projet Stratégies et gouvernance des entreprises, restructurations et politique industrielle</i>	<b>54</b>
<i>Projet Anciennes et nouvelles formes de rémunération salariale</i>	<b>58</b>
<i>Actualité internationale des problèmes du travail</i>	<b>60</b>
<i>Centre de documentation</i>	<b>68</b>
<b>ANNEXES :</b>	
<i>Annexe 1 : Publications</i>	<b>72</b>
<i>Annexe 2 : Colloques</i>	<b>82</b>
<i>Annexe 3 : Conventions de recherche achevées ou en cours en 2006</i>	<b>90</b>



---

## INTRODUCTION

Au cours de l'année 2006, l'IRES a poursuivi la réalisation du programme scientifique à moyen terme (2005-2009), engagé l'année dernière. Rappelons que ce programme est organisé autour d'un enjeu transversal aux différents groupes et projet de l'Institut : le devenir du monde salarial et de sa cohésion au sein d'une économie et d'une société confrontées à des transformations structurelles.

La valorisation publique de ses activités s'est traduite par la tenue des *Entretiens de l'IRES*, qui se sont déroulés à nouveau en février et octobre, sous forme d'une matinée de débat, dans l'hémicycle du Conseil Economique et Social, avec l'appui de ce dernier. Au-delà de la publication régulière de l'Institut et de la participation de ses chercheurs à de nombreux colloques (voir annexes 1 et 2), plusieurs ouvrages ont été publiés à titre individuel ou collectif par les chercheurs de l'IRES. D'autres sont à venir.

### Quelques résultats saillants des travaux de l'IRES en 2006

Les travaux réalisés par le groupe *Relations professionnelles* confirment l'importance des transformations en cours dans l'exercice des relations professionnelles. Ces transformations sont repérables dans des pays aux caractéristiques très diverses. A l'échelle européenne, un double constat est réalisé : un équipement étendu en institutions et de droits, une incertitude sur l'efficacité de ces dispositifs dans la prise en charge des transformations sociales. La diversité des observations de ces évolutions souvent contradictoires, la recherche à partir de terrains à priori éloignés les uns des autres, et le recours à la comparaison internationale, constituent autant d'éléments de méthodologie essentiels.

Ravivés par le conflit social, en 2006, autour du CPE, les débats sur l'emploi ont à nouveau posé la question des liens entre flexibilité et emploi. Les travaux du groupe *Emploi* montrent que la France n'est pas restée à l'écart du mouvement de flexibilisation du marché du travail, ce qui ne l'a protégée ni du chômage, ni de la précarisation croissante.

L'emploi des seniors (à l'agenda de l'Union européenne), révèle des situations très contrastées entre pays. L'évolution des comportements des entreprises, des individus et des pouvoirs publics dans ce domaine, nécessite de sortir d'une vision statique et segmentée sur l'âge et de considérer les individus dans la dynamique de leur parcours professionnel. L'analyse de la dimension qualitative de l'emploi, portant sur les carrières de salariés hautement qualifiés, met en évidence, quant à elle, le caractère protéiforme des discriminations.

Le champ de l'intermédiation du marché du travail par internet bénéficie désormais au sein de l'Institut d'un pôle d'expertise. Internet affecte en effet fondamentalement les positions et les stratégies des intermédiaires, anciens et nouveaux, sur ce marché.

Les transformations du travail, le problème des conditions de travail, celui des identités professionnelles et la question de la compétence, sont au coeur des travaux du groupe *Travail*. Ainsi, l'analyse des problèmes d'organisation du travail suggère que l'on assiste à une montée de l'exigence du travail. D'autres travaux menés dans la fonction publique et au sein d'entreprises en restructuration, soulignent combien la nécessité de répondre aux besoins des usagers et de préserver le sens de son activité, peut conduire à un accroissement de la charge mentale de travail.

L'étude des démarches « compétences » engagées par de grandes firmes ou administrations de service, met notamment en évidence combien, dans certains cas, le peu d'explication du lien entre la démarche « compétences » et le projet d'entreprise, peut faire tendre la gestion des ressources humaines vers une gestion principalement quantitative.

L'étude des relations entreprises/territoires offre un autre éclairage des transformations de la relation au travail : ainsi, ces relations se traduisent moins par un nomadisme généralisé des firmes, que par un renouvellement des formes d'ancrage aux territoires.

La problématique de la sécurisation des parcours professionnels, désormais très présente dans le débat public, a fait l'objet d'une analyse des propositions syndicales. Elle dégage une grande diversité des approches en présence et a permis de restituer une généalogie de la formation des positions syndicales sur cette question, en revenant sur l'importance de deux facteurs : le peu de concertation qui a présidé dans le passé aux débats sur ce sujet, et le poids de certains travaux dans la formation des thèses en présence.

L'analyse historique de l'évolution des pratiques de prévention des risques du travail, dans le secteur de l'enseignement professionnel, a permis de montrer comment l'existence de conceptions distinctes du risque professionnel, entre le ministère du Travail et celui de l'Education nationale, a pesé sur le passage d'une culture des « conditions de travail » et du « danger », à une culture de « prévention du risque », susceptible de soutenir une forte mobilisation des décideurs publics et des acteurs sociaux concernés.

Plusieurs travaux du groupe *Revenu salarial* ont porté sur les interactions entre les différents acteurs de la protection sociale, et sur les interactions entre l'emploi et certains secteurs de la protection sociale. Ainsi, une recherche comparative sur le rôle des transferts financiers sur la participation au marché du travail des femmes vivant en couple, a permis de relativiser le rôle de désincitation que joueraient les transferts monétaires sur les performances comparées en matière de taux d'activité des femmes en couple. D'autres variables institutionnelles, telles que les services, les modes de garde et les congés parentaux, mais aussi la diversité de normes sociales en matière d'éducation des enfants, expliquent les différences constatées entre pays européens.

Le projet transversal *Stratégies et gouvernance des entreprises, restructurations et politiques industrielles* a connu un approfondissement de la réflexion et à une valorisation des résultats. Par ailleurs, la recherche effectuée sur l'anticipation et l'accompagnement des restructurations s'est concrétisée par la réalisation de plusieurs enquêtes de terrain, menées au sein de filiales européennes de la branche énergie du groupe Alstom. Elle montre en particulier que l'ampleur et les modalités des restructurations, comme les pratiques de négociation et de conflit, portent la marque d'une grande diversité selon les pays et les systèmes nationaux de gouvernance, et cela, en dépit d'une organisation mondialisée et d'un mode de gouvernance du groupe fortement centralisé.

Enfin, depuis de nombreuses années, la conduite d'opérations de recherche de nature contractuelle, qui font l'objet de conventions avec les organismes commanditaires, participe à l'équilibre de la gestion scientifique et budgétaire de l'IRES. L'Institut répond à des appels d'offre, dont l'objet entre dans le champ de sa compétence et de son programme scientifique (voir annexe 3).

## **GROUPE « RELATIONS PROFESSIONNELLES »**

*Christian DUFOUR, Adelheid HEGE, Udo REHFELDT, Catherine VINCENT*

---

Les travaux réalisés en 2006 au sein du groupe relations professionnelles confirment l'importance des transformations en cours dans l'exercice des relations professionnelles. Ces transformations sont repérables dans des pays aux caractéristiques très diverses. Au niveau européen, elles peuvent se synthétiser dans un double constat, celui d'un équipement étendu en institutions et de droits et celui d'une incertitude sur l'efficacité de ces dispositifs dans la prise en charge des transformations sociales observables.

Ce constat peut être mené à partir de travaux sur les institutions de représentation des salariés dans les entreprises privées ou dans les institutions équivalentes de la fonction publique en France. On peut soulever la même interrogation concernant leurs équivalents dans nombre de pays voisins comme à propos des institutions mises en place au niveau transnational.

Qu'il s'agisse des formes et des résultats des appareils de négociation, qu'il s'agisse des conditions d'exercice de la conflictualité, qu'il s'agisse des capacités de coordination entre les différentes catégories de salariés, des transformations sont repérables. Elles ne sont pas toujours manifestes. Mais sous la continuité des institutions et des procédures apparaissent d'éventuelles transformations de leurs rôles. Ainsi en va-t-il par exemple des systèmes de négociations sur les salaires dans différents pays européens : sont-ils toujours l'élément décisif des évolutions des rémunérations pour les salarié(e)s ? Comment s'articulent les catégorisations nouvelles du salariat autour de ces systèmes de négociations ? Restent-ils des facteurs de solidarisation du salariat ?

Le décryptage de ces évolutions, contradictoires, suppose de ne pas se concentrer sur des aspects isolés de systèmes de relations professionnelles qui se sont complexifiés au long de leurs décennies d'existence. Au contraire, la diversité des observations, la recherche à partir de terrains à première vue éloignés les uns des autres, et plus que jamais le privilège accordé à la comparaison internationale constituent des éléments de méthodologie essentiels. Le travail de synthèse en devient d'autant plus exigeant.

La multiplicité des angles à travers lesquels ces évolutions sont à l'œuvre explique que les membres du groupe relations professionnelles ont fréquemment conduit des travaux en collaboration avec des chercheurs d'autres groupes au sein de l'IRES ou à l'extérieur. Cela se poursuivra en 2007. Des éléments de rapport et de programme d'activité pour les membres de ce groupe peuvent donc figurer sous d'autres

chapitres. Inversement, des chercheurs d'autres groupes sont concernés par le rapport du groupe relations professionnelles.

On distingue ci-après les chantiers en fonction de leur état d'avancement. Quelques uns se sont terminés au cours de 2006, d'autres perdurent sur la période 2006-2007, d'autres enfin devraient débiter ou sont en projet en 2007.

## **1. Les chantiers terminés au cours de 2006 :**

### ***a) Les comités d'entreprise européens***

*Udo Rehfeldt avec Isabel da Costa, CEE*

Udo Rehfeldt a terminé en janvier 2006 un projet de recherche en collaboration avec Isabel da Costa (Centre d'Etudes de l'Emploi) intitulé « *Syndicats et firmes américaines dans l'espace social européen : des comités d'entreprise aux conseils mondiaux ?* ». Ce projet, qui a reçu un financement de l'ancien Commissariat Général du Plan, a analysé l'action négociatrice des comités d'entreprise européens mis en place par des filiales de firmes d'automobile américaines en Europe, notamment face aux restructurations industrielles. Les résultats ont été présentés le 1<sup>er</sup> décembre 2006 dans un séminaire organisé conjointement avec l'Institut syndical européen) sur le thème « *Les comités d'entreprises européens/mondiaux et la négociation collective transnationale : les expériences de l'industrie automobile* », avec la participation de représentants des comités enquêtés. Des résumés de la recherche et du séminaire seront publiés dans la revue *Transfer*.

### ***b) La représentation des salariés aux conseils d'administration/de surveillance***

*Udo Rehfeldt*

Udo Rehfeldt a participé à un réseau d'experts européens sur le thème « Le rôle des représentants des salariés aux conseils d'administration / de surveillance des entreprises de l'Union européenne : un projet transnational d'échange d'information et d'étude ». Ce projet a été coordonné par Kevin O'Kelly (Université de Limerick/Irlande) et financé par la Commission européenne. Il a réuni des experts de neuf pays membres de l'UE (Allemagne, Danemark, Finlande, France, Grèce, Irlande, Pays-Bas, Hongrie, Malte) et a organisé de 2004 à 2006 des séminaires avec la participation de représentants des salariés et de responsables des organisations syndicales dans six pays. Le projet a été conçu pour une durée de trois ans, mais la Commission européenne a refusé de financer la dernière année. De ce fait, les trois derniers séminaires programmés, dont celui en France, n'ont pas pu se tenir.



## **2 - Les chantiers en cours**

### **a) Salariés précaires et action collective**

*Christian Dufour, Adelheid Hege, Jean-Marie Pernot, Jean-Michel Denis – CEE, Sophie Bérout – IEP Lyon*

Ce programme entamé avec la DARES en 2006 suit son cours. Les chercheurs de l'IRES analysent, à travers plusieurs cas, les modes de relations de salariés précarisés à divers titres avec les institutions et les acteurs de l'action collective. Les chantiers navals, la convention collective de la métallurgie, le grand commerce en Belgique constituent les terrains confiés aux chercheurs de l'IRES. Des chercheurs du CEE (J.M. Denis) et de l'I.E.P. de Lyon (S. Bérout) s'occupent respectivement d'enquêtes dans le secteur du nettoyage industriel et du grand commerce dans la région lyonnaise.

Ce programme devrait se terminer au début du printemps 2007 par une publication commune avec d'autres équipes de recherche.

### **b) Les classifications dans les branches de l'agro-alimentaire**

*Christian Dufour, Adelheid Hege*

Une demande émanant d'une commission paritaire chargée d'envisager une renégociation d'une grille de classification au sein d'industries agro-alimentaires a confié à l'IRES le soin d'enquêter sur les conditions de mise en œuvre de la grille actuelle. Cette enquête, entamée en février 2006 devrait se conclure en mars 2007. Elle présente des intérêts divers. D'une part, elle permet de conduire une investigation détaillée dans des industries de toute taille et de tous statuts qui comportent de nombreux(ses) salarié(e)s proches de la précarité. D'autre part, elle suppose un travail étroit au sein de la commission paritaire qui suit et attend les résultats de ce travail pour se positionner quant à une éventuelle renégociation.

### **c) CRIMT**

*Christian Dufour, Adelheid Hege, Gregor Murray – Université de Montréal, Christian Levesque- HEC Montréal*

Les responsables du CRIMT (Centre de Recherche sur l'Internationalisation du Monde du Travail) ont souhaité entamer un travail de recherche sur les conséquences de la mondialisation sur la représentation des salariés. Ce travail consiste à réaliser des enquêtes communes en France et au Canada au sein d'entreprises pour comprendre les effets de l'internationalisation sur les conditions de régulation sociale internes. Ce travail conçu comme une collaboration de longue haleine entre les deux groupes de chercheurs nationaux devrait donner lieu à diverses publications.

***d) La participation des salariés dans la société européenne****Udo Rehfeldt*

Udo Rehfeldt participe à un réseau européen appelé « SEEurope » qui porte sur « L'influence de la directive européenne sur la participation des salariés dans les futures sociétés européennes (SE) sur les pratiques de la participation et de la gestion des entreprises ». Ce réseau est coordonné par Norbert Kluge (Institut Syndical Européen de Bruxelles) et composé d'une vingtaine d'experts européens. Il a mis en place un système permanent d'échanges d'information sur les transpositions nationales des directives européennes sur la participation des travailleurs (société européenne, société coopérative européenne et fusion transfrontalière) ainsi que sur les initiatives des entreprises (création de SE) et sur le débat public et syndical sur la participation des salariés. Jusqu'en 2006, le projet a été financé par la Fondation Hans-Böckler en 2006. L'Institut syndical a décidé de prendre la relève. Des documents synthétiques sur l'évolution dans les pays membres et au niveau communautaire, qui sont actuellement accessibles sur le site web du réseau ([www.seeurope-network.org](http://www.seeurope-network.org)), seront intégrés dans un nouveau site sur la participation des travailleurs qui sera mis en place par l'ISE : [www.worker-participation.org](http://www.worker-participation.org). Des chercheurs du réseau ont commencé d'élaborer des monographies sur les négociations en vue de l'instauration de la participation dans les premières sociétés européennes créées. Udo Rehfeldt a participé à deux de ces monographies, qui traitent la transformation en SE d'une société allemande (MAN Diesel) et d'une société autrichienne (Plansee).

***e) Les relations Etats-acteurs sociaux dans les transformations de la relation salariale en France et en Allemagne dans les années 1960-1970****Catherine Vincent, recherche coordonnée par Michèle Tallard – IRISES*

Cette recherche, qui s'achèvera fin 2007, est réalisée dans le cadre d'un appel d'offres de la DARES, à l'occasion du centenaire de la création du ministère du Travail. La France et l'Allemagne sont traditionnellement considérées comme présentant des modèles contrastés en ce qui concerne le rôle de l'Etat dans les relations collectives de travail : on oppose souvent l'interventionnisme étatique français à l'autonomie tarifaire allemande. La recherche se propose d'interroger cette opposition à partir des modes concrets d'action de l'Etat au cours des décennies soixante et soixante-dix les conditions d'établissement des systèmes actuels de relations professionnelles.

Le rapport au politique des acteurs de cette sphère, notamment telle qu'il émerge d'une comparaison des dynamiques d'institutionnalisation de la démocratie industrielle dans la période initiée par les crises sociales des années 68 et 69, apparaît déterminant dans les dynamiques d'institutionnalisation des deux pays. En effet, la confrontation croisée de ces processus montre que les tentatives de médiation politique pour renouveler les relations sociales existent dans les deux configurations nationales mais conduisent à des formes d'institutionnalisation contrastées tenant notamment à la place donnée au politique dans l'articulation entre les revendications immédiates et un projet de

changement social dans les deux modèles de syndicalisme. Le travail de construction des compromis implique dans les deux cas des coopérations étroites entre la sphère des relations industrielles, des réseaux politiques et l'État, le ministère du travail occupant une position pivot dans ces processus d'élaboration et souvent dans la mise en œuvre des dispositifs.

Cette recherche a déjà fait l'objet d'une communication, en cours de publication, au colloque international organisé les 18 et 19 mai 2006 sur l'histoire des administrations du travail ainsi que d'un article à paraître dans la revue *Travail, Emploi*.

***f) Les acteurs du paritarisme au niveau territorial***

*Udo Rehfeldt, Catherine Vincent, Pierre Volovitch*

Voir rapport revenu salarial

***g) Genèse et mise en œuvre de l'accord interprofessionnel de 1975 sur les conditions de travail***

*Odile Join-Lambert, Catherine Vincent*

Voir rapport groupe travail

***3. Les projets nouveaux en 2007***

Des échanges sont en cours pour envisager la réalisation de travaux de recherche en lien avec une ou des agences d'objectif de l'IRES. Ces projets ne sont pas mûrs au moment de la rédaction du programme de travail. Cette perspective – expérimentale mais prioritaire pour l'IRES – suppose de ne pas s'engager trop rapidement dans des projets autres. La fin de plusieurs programmes au début de 2007 devrait permettre de dégager du temps afin d'être disponible.

L'ouvrage paru en 2006 sur les relations sociales dans les petites entreprises doit faire l'objet d'une édition en anglais, à la demande des commanditaires de cette recherche (SAL TSA) et de l'éditeur.

Plusieurs appels d'offre sont intervenus en fin d'année 2006 qui méritent qu'on leur porte attention. L'un concerne les accords dérogatoires, l'autre les accords sur l'égalité hommes/femmes. Une demande émanant du WSI suggère un travail commun sur le thème des salariés précaires.



---

## GROUPE « EMPLOI »

*Yannick FONDEUR, Michel HUSSON, Annie JOLIVET, Florence LEFRESNE, Christèle MEILLAND, François MICHON, Catherine SAUVIAT, Mouna VIPREY*

---

Les travaux réalisés au sein du groupe Emploi développent les axes tracés par le PSMT 2005-2009. En privilégiant l'approche par les comparaisons internationales, ils conduisent, d'une part, à analyser plus finement les performances d'emploi et de croissance, en lien avec les réformes à l'œuvre sur le marché du travail. En s'appuyant sur une expertise confirmée portant sur certains segments du marché du travail et certaines catégories de main-d'œuvre, d'autre part, ils contribuent à éclairer les transformations des normes d'emploi et partant, les préconisations émergentes en termes de sécurisation des trajectoires professionnelles.

Ravivés par le conflit social autour du CPE, les débats sur l'emploi de l'année 2006 ont à nouveau posé la question des liens entre flexibilité et emploi. L'ouvrage, *Travail flexible, salariés jetables* (La Découverte, 2006), auquel ont contribué trois chercheurs de l'IRES (Michel HUSSON, Pierre CONCIALDI et Florence LEFRESNE) montre que la France n'est nullement restée à l'écart du mouvement de flexibilisation du marché du travail, ce qui ne l'a protégée ni du chômage ni de la précarisation croissante. Adossée à une analyse des « modèles » britannique, danois, américain ou allemand, la comparaison internationale des performances d'emploi ne permet nullement de dire que ce sont les pays les plus flexibles qui créent le plus d'emplois.

Par ailleurs, les travaux comparatifs du groupe soulignent les limites de la convergence en matière de contrat de travail comme en matière de temps de travail (François MICHON). La recherche d'une même flexibilité dans l'usage de la main-d'œuvre emprunte des voies institutionnelles très marquées par les spécificités des systèmes d'emploi nationaux, pour des résultats économiques qui peuvent se révéler assez proches.

L'emploi des seniors à l'agenda de l'Union européenne révèle également des situations fortement contrastées entre pays. En France, par exemple, seuls 37 % des 55-64 ans travaillent encore. Loin de réduire l'enjeu à celui du financement des retraites, Annie JOLIVET montre que l'évolution des comportements des entreprises, des individus et des pouvoirs publics en matière d'activité des seniors implique de sortir d'une vision statique et segmentée sur l'âge et de considérer les individus dans la dynamique de leur parcours professionnel.

La dimension qualitative de l'emploi est au cœur de l'étude réalisée sur les éventuels traitements différenciés des salariés, en fonction de leur origine « ethnique » (Christèle MEILLAND, Yves LOCHARD, Mouna VIPREY). Portant sur les carrières de

salariés hautement qualifiés, elle met en évidence le caractère protéiforme des discriminations. Très marquée dans le milieu hospitalier où existent des statuts « à part », les « discriminations légales » (restrictions d'accès, statuts d'exception) semblent mineures dans le milieu des télécommunications où la discrimination se décline en faisceaux d'attitudes, choix managériaux, discours de justifications ou de dénégations. De façon générale, les pratiques des deux milieux professionnels convergent vers une politique plus sélective conduisant à opérer une sélection géographique en faveur des pays de l'OCDE, au détriment de l'Afrique.

Enfin, l'année 2006 a confirmé la constitution d'un pôle d'expertise de l'IRES dans le champ de l'intermédiation du marché du travail par Internet. (Yannick FONDEUR et CAROLE TUCHSZIRER ) Loin de se réduire à un simple outil de fluidification du marché, Internet affecte fondamentalement les positions et les stratégies des intermédiaires, anciens et nouveaux, sur ce marché. Son usage peut favoriser la mobilité des salariés déjà en poste, exerçant une veille active sur de nouvelles opportunités d'emploi mais aussi renforcer l'exclusion de chômeurs ou de travailleurs découragés, repoussés dans la file d'attente de l'emploi. Ces conclusions débouchent sur des interrogations fortes concernant l'adaptation des missions des acteurs publics, tout particulièrement de l'ANPE. Dans ce sens, une enquête complémentaire a permis de mettre en évidence le remodelage des stratégies de sourcing via Internet pour les Entreprises de travail temporaire qui ont, depuis la loi de cohésion sociale de janvier 2005, la possibilité de fournir des services de placement et ainsi de contribuer aux services de l'emploi.

Ces premiers résultats constituent une étape importante dans la mise en oeuvre du PSMT et trouvent dans chacun des champs des prolongements pour l'année 2007.

-----

## **1. Mondialisation et intégration européenne**

### ***a. Mondialisation et transformations du rapport salarial***

*Michel HUSSON*

La contribution au rapport sur les dynamiques salariales comparées en Europe a donné lieu à la construction d'une base de données permettant de comparer les évolutions de salaire et de productivité à un niveau sectoriel fin. Ces données ont fait l'objet d'un premier travail économétrique qui a mis en lumière les réponses diversifiées apportées par les grands pays européens à l'insertion dans le marché mondial. La différenciation essentielle porte sur la capacité de déconnecter les évolutions relatives dans les secteurs « exposés » à la concurrence internationale et dans les secteurs qui en sont « abrités ».

Ce travail a donné lieu à de premières explorations dans le cadre du projet SALTSA (voir *infra*). Il sera systématisé en 2007 et intégré au rapport final de ce projet qui donnera lieu à publication. La démarche sera étendue aux quatre pays de l'étude (Allemagne, France, Royaume-Uni, Suède) et devrait déboucher sur une typologie construite selon l'articulation entre réformes des marchés du travail et performances en termes de compétitivité.

***b. Restructurations, délocalisation et emploi***

*Michel HUSSON*

Les sollicitations de l'EIRO ont conduit à un travail de synthèse sur les études d'évaluation de l'impact des délocalisations sur l'emploi. Il débouche sur une conclusion ambivalente : cet impact peut être aujourd'hui considéré comme relativement marginal ; mais les évolutions très rapides, et notamment l'extension des délocalisations à des secteurs de haute technologie, induisent une dynamique dont on ne saurait sous-estimer le potentiel.

Ce premier débroussaillage sera prolongé en 2007 par une étude comparative des relations entre flux internationaux d'investissement et performances d'emploi pour les principaux pays de l'Union européenne.

*NB : L'autre partie des travaux du groupe Emploi sur les restructurations (étude sur Alstom ; Capright) est décrite dans l'axe transversal « Stratégies et gouvernance des entreprises, restructurations et politiques industrielles ».*

***c. Politiques d'emploi en Europe, Stratégie européenne pour l'emploi***

*Jacky FAYOLLE, Michel HUSSON, Annie JOLIVET, Florence LEFRESNE*

L'étude sur les politiques économiques et les politiques d'emploi en Europe dans le cadre du programme SALTSA, a été engagée et se poursuivra sur l'année 2007. Quatre pays font l'objet d'un examen approfondi : Allemagne, France, Royaume-Uni et Suède. L'accent porte sur les rôles respectifs et l'interaction des différents facteurs dans les performances comparées de croissance et d'emploi: macroéconomiques (pacte de stabilité, politique monétaire, taux de change), structurelles (gains tendanciels de productivité, croissance potentielle) et sociales (capacité des acteurs politiques et sociaux à négocier et conclure des accords positifs). Un regard particulier est porté sur le contenu des politiques d'emploi (notamment la participation nationale à la Stratégie européenne pour l'emploi dont l'orientation actuelle est marquée par une forte incertitude).

Une première phase de l'étude a donné lieu à des missions dans chacun des quatre pays, permettant de recueillir, à partir d'une grille d'analyse commune, les diagnostics des performances et des réformes du marché du travail, par une série d'acteurs nationaux (représentants des organisations syndicales, représentants de

---

l'administration de l'emploi, experts). La seconde étape visera à tester cette grille de diagnostics à partir d'une analyse statistique détaillée des performances comparées d'emploi et de croissance (cf. *supra*).

#### ***d. Les performances comparées d'emploi et de croissance***

*Michel HUSSON*

La référence aux « modèles » (Danemark, Royaume-Uni, etc.) a conduit à un travail de suivi qui a débouché sur une synthèse provisoire sous forme d'un chapitre du Livre *Les mutations de l'emploi en Europe*. Ses principaux enseignements sont les suivants. Les comparaisons internationales des performances d'emploi devraient d'abord prendre en compte les différentiels de croissance qui se creusent en Europe ; certains pays font baisser leur taux de chômage plus vite que la moyenne, mais sans créer plus d'emplois ; enfin, les réformes des marchés du travail ont plus pour effet de modifier les structures d'emploi que de créer plus d'emplois. Ces trois résultats illustrent la pertinence de l'approche retenue par le Groupe emploi, qui consiste à mieux articuler l'approche « macro » avec les approches plus « micro ».

Un nouveau chantier sera ouvert, qui cherchera à croiser deux catégories d'indicateurs : d'une part, de précarité, d'autre part de qualification, et à examiner leurs effets combinés sur les performances comparées, notamment sur la productivité. On cherchera en particulier à tester deux idées, déjà explorées par différents travaux : la première est que la flexibilité externe serait associée à de moindres gains de productivité, la seconde que le niveau de qualification explique mieux les performances compétitives que le coût du travail. Cette approche constituera une extension du travail mené dans le cadre du programme SALTSA..

## **2. Les acteurs de l'emploi et les stratégies des entreprises**

### ***a. Les jeunes et le marché du travail***

*Yannick FONDEUR, Florence LEFRESNE*

Dans le prolongement de nombreux travaux réalisés à l'IRES dans le champ de l'insertion professionnelle, une étude a été engagée à l'automne 2006, pour le compte de la Desco (Direction de l'enseignement scolaire du Ministère de l'éducation nationale), sur le « déclassement des jeunes » dans la perspective d'une comparaison entre la France et la Suède. L'identification d'un processus commun de déclassement dans des pays marqués par des systèmes de formation et de certification profondément différents mérite un examen plus approfondi. D'une part, si la tendance est commune, la variété des approches et des mesures – qui fera l'objet d'une revue détaillée - rend difficilement comparable l'ampleur que revêt le processus d'un pays à l'autre. Les instruments de mesure renseignent à leur manière sur la façon dont chacun des deux



pays pose la question des décalages entre qualification des personnes et qualification des postes. D'autre part, l'analyse du déclassement relève de plusieurs modèles interprétatifs (inflation de diplômes, progrès technique biaisé, modèle de file d'attente de l'emploi) que l'étude se propose de confronter, en lien avec les différents régimes d'insertion.

L'étude fera l'objet d'une collaboration avec une équipe suédoise de l'Université de Lund (Yves BOURDET et Inga PERSSON) qui sera accueillie à l'IRES au printemps 2007. Une mission en Suède est programmée à l'issue de cette première rencontre.

Dans le cadre du programme de coopération scientifique et universitaire Eco-sud, sous la tutelle française du Ministère des affaires étrangères (DGCID) et du Ministère de l'éducation nationale (DRIC), et sous la tutelle argentine du Ministère de la science, de la technologie et de l'innovation productive (SECyT), un partenariat a été établi entre l'IRES et le CERLIS de l'Université de Paris V, d'une part, et l'IDES (Instituto de Desarrollo Economico y Social) de Buenos Aires, d'autre part. Ce programme auquel participe Florence LEFRESNE se fixe deux objectifs : favoriser la réflexion et l'interaction entre deux communautés scientifiques nationales, et mettre en perspective comparative les acquis respectifs dans le champ de l'analyse et de l'évaluation des politiques publiques d'insertion des jeunes. Ce dispositif établi sur trois années (2007-2009) autorise le financement de missions croisées entre les deux pays.

Dans le cadre d'une sollicitation de la Documentation Française, Florence LEFRESNE coordonne avec Patricia LONCLE (chercheur au LAPPS/ENSP de Rennes) un ouvrage intitulé *Les jeunes, questions de société, questions de politique*, dans la collection Etudes. L'ouvrage regroupe les travaux de sociologues et économistes dans le champ de la santé, de la politique, des rapports inter-générationnels et de l'emploi.

### ***b. Activité professionnelle des femmes***

*Christèle MEILLAND avec Antoine MATH (Groupe Revenu Salarial)*

Les travaux de *Christèle MEILLAND* portant sur les inégalités hommes-femmes sur le marché du travail ont été poursuivis notamment à travers la valorisation du rapport réalisé en collaboration avec Antoine MATH et Laurent Simula. Cette recherche a traité, dans une perspective comparative, du rôle d'incitation des transferts sociaux financiers sur la participation au marché du travail des femmes vivant en couple.

L'année 2007 sera en partie consacrée à la recherche menée avec Antoine Math et Jeanne FAGNANI (directrice de recherche au CNRS) sur la comparaison des politiques familiales et leurs évolutions. Ce projet, soutenu par la CNAF a débuté en juin 2006 et se terminera en 2008. (cf. présentation plus ample par Antoine MATH dans le rapport du groupe Revenu).

### *c. Les travailleurs vieillissants*

Annie JOLIVET

L'analyse des pratiques des entreprises en matière de « gestion des âges » renvoie à la fois la gestion des différents groupes d'âge dans l'entreprise et à la prise en compte de l'âge par la gestion des ressources humaines.

Sur ce thème, Annie JOLIVET a participé, pour la France, à l'étude « Employment Initiatives for an Ageing Workforce » coordonnée par Frerich Frerichs (Institut für Gerontologie, Université de Dortmund) pour la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (Dublin). Vingt et une entreprises ont été contactées. Des entretiens ont été menés dans huit d'entre elles (une présentation de chaque cas figurera dans la base de données accessible via internet sur le site de la Fondation de Dublin ([www.eurofound.eu.int](http://www.eurofound.eu.int)), Le rapport de synthèse pour la France a été remis.

Une étude en cours de réalisation vise à mieux apprécier la place des seniors dans les accords d'entreprise. Cette recherche a été retenue dans le cadre de l'appel à projets de recherche 2006 de la DARES « *Gestion des âges, changements technologiques et travailleurs vieillissants* » où il s'agit d'analyser le contexte, le contenu, le suivi et l'impact de huit accords d'entreprise signés dans la période récente et visant particulièrement ou explicitement les salariés plus âgés. La méthode repose sur des entretiens semi-directifs avec des salariés participants à la négociation de l'accord, des responsables de la mise en place des mesures impliquées par l'accord, des membres d'un éventuel comité de suivi, des salariés bénéficiaires de ces mesures, et enfin des salariés ayant refusé d'en bénéficier. Cette recherche sera menée par une équipe composée de trois autres chercheurs : Jérôme GAUTIE (Université Paris I), Cécile ABATTU et Bruno LAMOTTE (Université de Grenoble),

Une attention est portée aux modes de sortie du marché du travail en fin de vie professionnelle, en lien avec la modification du contexte institutionnel (réforme des retraites, négociations et accords collectifs, droit du travail). Y a-t-il des effets de report sur d'autres modes de sortie (invalidité-maladie-inaptitude) ? Dans ce cadre, a été co-pilotée avec Anne-Françoise MOLINIE (CREAPT) le numéro n° 49 « Santé et inaptitude en fin de carrière » de la revue de la CNAV *Retraite et Société*, octobre 2006. L'objectif de ce numéro est d'éclairer le poids de la santé dans les trajectoires de sortie anticipée d'activité et le lien avec les conditions de travail actuelles et passées.

Annie JOLIVET participe régulièrement aux activités du CREAPT (Centre de recherches et d'étude sur l'âge et les populations au travail), groupement d'intérêt scientifique accueilli par le Centre d'études de l'emploi, et contribue à la définition du thème et à l'animation du Séminaire Vieillesse-Travail, organisé chaque année par le CREAPT et l'EPHE (Ecole pratique des Hautes Etudes). Elle est membre du comité

éditorial de la revue *Retraite et Société*, publiée par la Caisse nationale d'assurance vieillesse. Deux publications sont en préparation :

- avec Ghislain HALLE (Québec), un article sur la retraite progressive pour un numéro spécial de *Santé, société et solidarité* sur les retraites en France et au Québec ;
- avec Anne-Marie GUILLEMARD, un chapitre sur la France dans l'ouvrage collectif *Ageing labour forces – Promises and prospects*, édité par Philip Taylor (Université de Swinburne, Australie), à paraître chez Edward Elgar.

#### *d. Discriminations et formes d'emploi*

##### **Discriminations et parcours professionnels**

*Christèle MEILLAND, Mouna VIPREY, Yves LOCHARD (Groupe Travail)*

L'étude réalisée pour le compte de la Dares sur les éventuels différenciations liées à l'origine « ethnique » dans les carrières des salariés hautement qualifiés, a donné lieu en mars 2006, à la remise d'un rapport intitulé « la tête de l'emploi ». Cette étude a fait l'objet d'une restitution dans le cadre des entretiens de l'IRES au Conseil économique et social.

Le choix a été fait à travers une double démarche historique et comparative d'analyser deux secteurs d'activité fortement contrastés : l'hôpital public et le secteur des télécommunications. L'approche qualitative a été privilégiée, fondée sur des entretiens avec les salariés qualifiés à diplôme étranger mais aussi les "institutionnels" et les syndicats. En choisissant de se situer à de hauts niveaux de qualification, l'objectif est de saisir le problème de la discrimination ethnique débarrassé des autres composantes sociales et de niveau culturel qui compliquent son identification. L'étude amène à considérer qu'il n'y a pas de phénomène homogène opérant selon des logiques et des modalités partout identiques. La discrimination se décline en une multitude de conduites parfois extrêmement ténues qui font système : faisceaux d'attitudes, choix managériaux, se distillant en comportements, en préférences, en discours d'accompagnement (justifications, dénégations...) et se traduisant pour ceux qui en sont l'objet par des sentiments d'humiliation, de stigmatisation, d'ostracisme. Les « incitations » à discriminer émanent elles-mêmes de différentes sources : la propension des majoritaires à protéger un système au bénéfice de ceux qui l'occupent ; la xénophobie ordinaire ...Il est donc difficile de dire ce qu'est la discrimination au-delà des formes qu'elle peut prendre dans des mondes professionnels différents. La discrimination est toujours une interaction supposant deux protagonistes, deux groupes à saisir ensemble : pas de salarié tenu à l'écart, exclu, « minorisé » sans qu'en face se dresse un agent de cette exclusion (collectif, incarné dans des associations professionnelles, ou individuel).

**Politiques migratoires sélectives, discriminations et emploi**

Mouna VIPREY avec Antoine MATH (groupe Revenu salarial)

Une réflexion est menée sur les enjeux sociaux des politiques migratoires, en particulier sur les phénomènes de distinction et de discrimination induits par ces politiques et leur impact sur les normes sociales. Dans ce cadre, un travail empirique a été réalisé en collaboration avec Alexis SPIRE (chercheur au CNRS, CERAPS-Université Lille 2) et Serge SLAMA (maître de conférence en droit, Université d'Evry) pour analyser la mise en œuvre des politiques sélectives et pour en comprendre les logiques et les effets. Ce travail mené en 2005 dans le cadre d'une étude pour la Direction de la population et des migrations (DPM) portait sur les liens entre les conditions juridiques faites aux étrangers et l'accès au marché du travail, et plus précisément sur la procédure de « changement de statut » par laquelle un étranger ayant le statut d'étudiant peut être autorisé à obtenir le statut de travailleur salarié. Plusieurs valorisations de ce travail ont été réalisées en 2006 (Synthèse publiée par la DPM, Document de travail IRES, Revue de l'IRES, Entretiens de l'IRES).

Sur l'année 2007, le travail de Mouna VIPREY sera consacré : d'une part, à la valorisation des trois derniers rapports auxquels elle a participé (articles prévus, dans la *Revue de l'IRES* sur les médecins à diplômes étrangers ; dans *Formation-Emploi* à partir du rapport « la tête de l'emploi » ; ou à prévoir à partir du rapport sur les « travailleurs pauvres en Ile de France » rédigé avec Christèle MEILLAND, Yves LOCHARD et Pierre CONCIALDI) ; et d'autre part, au développement du programme européen Progress. La participation de Mouna VIPREY en novembre 2006, à Bruxelles à la conférence de clôture du programme d'action communautaire de lutte contre la discrimination, a été l'occasion de nouer des partenariats avec des laboratoires européens et de positionner l'IRES dans le programme Progress (2007-2013) établi par une décision conjointe du Parlement européen et du Conseil. La « Lutte contre la discrimination et diversité » est l'un des cinq thèmes de ce programme. Ce dernier devra permettre une meilleure compréhension des situations de discrimination à partir de d'analyses et de données statistiques.

Par ailleurs, la participation de Mouna VIPREY à un groupe de travail sur les politiques migratoires à l'initiative de l'Ambassade du Canada à Paris devrait se poursuivre et donner lieu à des travaux de recherche avec une dimension de comparaison internationale. Sa participation à des séminaires fermés organisés par l'ambassade des Etats-Unis sur la thématique diversité/multiculturalisme devrait permettre de nouveaux partenariats.

### 3. Les nouvelles normes d'emploi, les nouvelles segmentations

#### *a. Segmentations, normes d'emploi, et politiques d'emploi en Europe*

*Florence LEFRESNE, François MICHON, Carole TUCHSZIRER (Groupe Revenu Salarial)*

Dans le cadre d'un numéro spécial de la revue Socio-économie du Travail (Économies et Sociétés) consacré à un bilan des théories de la segmentation du marché du travail 40 ans après leur naissance en quelque sorte, François MICHON, montre « l'actualité » de cette grille interprétative pour la compréhension des questions contemporaines d'emploi. Il s'intéresse à l'évolution des problématiques françaises sur ce thème depuis l'introduction en France de ces théories, et on tente d'évaluer leur pertinence face aux problèmes de travail et d'emploi d'aujourd'hui.

Dans le prolongement d'une étude comparative portant sur les politiques d'activation des dépenses passives en Europe, Florence LEFRESNE, avec Carole TUCHSZIRER ont participé à un ouvrage coordonné par Ai-Thu DANG, Jean-Luc OUTIN, Hélène ZAJDELA (Université de Paris 1) : *Travailler pour être intégré ? Mutations des relations entre emploi et protection sociale*, CNRS Économie, Paris, septembre.

Le débat public ouvert au printemps dernier à l'occasion de la tentative avortée d'instauration du Contrat nouvelle embauche (forte convocation dans le débat du fameux modèle de la flexécurité au Danemark ou du modèle britannique ) a souligné l'intérêt d'une solide maîtrise des comparaisons internationales dans le champ de l'emploi et des politiques d'emploi. Ces modèles sont très souvent présentés sous l'angle d'une seule de leur composante, la flexibilité de la relation salariale, en postulant une relation de simple cause à effet entre cette composante et la faiblesse du taux de chômage constatée dans ces pays (voir à ce titre Lefresne F. (2006) « Le modèle britannique permet-il de créer des emplois ? » in M. Husson (dir.), *Travail précaire, salariés jetables*, La Découverte ; ou encore « Les modèles nordique et anglais », *Parcours professionnels, mobilité, précarité, quelles nouvelles sécurités ? Rencontre entre chercheurs et syndicalistes*, Institut Régional du Travail d'Aix en Provence, 20 et 21 novembre 2006).

Un ensemble de publications de Florence LEFRESNE ont porté sur la transformations des normes de d'emploi et sur l'évolution du contrat de travail. Le diagnostic de fragilisation et d'émiettement du statut d'emploi conduit à mettre en perspective les différentes propositions en débat quant à la sécurisation des parcours professionnels. Face à la précarisation croissante de l'emploi, l'idée d'un droit attaché à la personne plutôt qu'au contrat de travail fait son chemin. Pour autant, ces préconisations reprises sous des formes très différentes par de multiples protagonistes méritent d'être explicitées. Elle sont loin de reposer sur des représentations unifiées de l'avenir du salariat et impliquent par ailleurs de mieux définir l'emploi comme construction et responsabilités collectives.

### ***b. Temps de travail***

*François MICHON, Florence LEFRESNE*

François MICHON a coordonné deux publications :

- un ouvrage publié aux éditions du BIT, édité conjointement avec Jean-Yves BOULIN et Michel LALLEMENT et Jon MESSENGER. Intitulé « *Decent working time. Issues and perspectives* », cet ouvrage regroupe 16 contributions articulées en 4 sous thèmes : « *Nouveaux enjeux, nouvelles politiques* », « *Choix individuels et options collectives* », « *Flexibilités et conditions du travail* », « *Qualité efficacité et inégalités* » ;
- l'édition d'un numéro spécial de la Revue de l'IRES. « *Les horaires longs et les heures supplémentaires dans quelques pays industrialisés* » constitué de 6 contributions décrivant diverses facettes de l'allongement des horaires à partir de l'exemple de quelques pays industrialisés. Ce numéro daté de 2005 a été publié en 2006

A partir d'une étude réalisée sur la mise en place des accords Aubry II sur le temps de travail, Florence LEFRESNE a publié [avec Charpentier P., Lallement M., Loos-Baroin J.] « *The French 35-Hour Week: a Decent Working Time Pattern? Lessons from Case Studies* », in Boulin J.Y., Lallement M., Messenger J., Michon F. eds, *Toward Decent Working Time*, Geneva, ILO edition, mai.

Certains thèmes devraient se renforcer dans la période à venir auxquels sera portée une attention particulière : l'allongement des temps de travail ; le renforcement des inégalités de temps de travail et des contraintes de temps pesant sur la main-d'œuvre. Les 35 heures ont produit certaines inégalités, en particulier parce qu'elles ont été l'occasion de compromis compensateurs sur les rémunérations ; parce qu'elles ont permis de développer les flexibilités des temps de travail ou parce qu'elles ont été l'occasion d'un renforcement des contraintes de temps. Les dynamiques en faveur d'un allongement des temps de travail risquent de renforcer ces effets « pervers ».

### ***c. Intérim***

*François MICHON*

Dans le cadre d'une recherche comparative internationale, Low Wage Work (en collaboration avec Christine ERHEL et Gilbert LEFEVRE, Université de Paris 1), financée par la fondation new-yorkaise Russel Sage, intéressant en Europe le Royaume-Uni, le Danemark, les Pays Bas, l'Allemagne et la France et portant sur 6 secteurs dont l'intérim, il s'agit de procéder à une sorte d'évaluation de l'usage que font ces secteurs des personnels à faible qualification. Les travaux sur l'intérim ont été réalisés en « sous-traitance » des travaux portant sur les 5 autres secteurs concernés par

la recherche européenne (IAA, hôpitaux, grande distribution, call centers, hôtels et restaurants), dans le cadre d'un examen des incidences sur la main-d'œuvre à basse rémunération de la recherche par les entreprises de flexibilités accrues. La recherche a donné lieu à un rapport de synthèse finale sur la situation de l'intérim en France (données statistiques, régulations, analyses disponibles) ; des valorisations diverses sont en cours en particulier projet de publication d'un ouvrage comparatif regroupant les résultats de la recherche comparative, sur les 5 pays intéressés et concernant le secteur de l'intérim

En collaboration Rachid BELKACEM (GREE, Nancy) et Cathel KORNIG (LEST Aix en Provence) est envisagée la rédaction d'un ouvrage collectif sur l'intérim en France et dans le monde. L'objectif est de montrer la diversité de l'emploi intérimaire et ses transformations actuelles, qui renforcent cette dimension de diversité. Une partie centrée sur l'hexagone montre les différences entre les divers types d'intérim et étudie les premiers effets des réformes statutaires introduites par le plan Borloo de janvier 2005. Une partie trace un bilan international au niveau européen naturellement, mais regroupera également des contributions concernant les USA et le Japon.

Les tendances à l'œuvre en termes de précarisation de l'emploi invitent à porter une attention particulière aux transformations de statuts : changements du statut de l'intérim en France ; développement de nouvelles formes de travail telles le portage salarial qui obscurcissent les frontières entre formes d'emploi, et renforcent la vulnérabilité de la main-d'œuvre en matière de stabilité d'emploi et de protection sociale. Les aspects comparatifs sont ici essentiels pour comprendre l'existence de règles différentes régissant la protection sociale des travailleurs temporaires au sein de l'Europe, et le jeu que d'ores et déjà peuvent jouer les employeurs de certains pays pour tirer parti des différences, les problèmes de détachement de travailleurs à l'étranger,

#### ***d. Internet et intermédiation du marché du travail***

*Yannick FONDEUR, CAROLE TUCHSZIRER (groupe Revenu salarial)*

Dans le prolongement de l'étude « Internet et les intermédiaires du marché du travail » réalisée en 2005 pour le compte de la direction des études de l'ANPE une nouvelle série d'entretiens a été menée à bien par *Yannick FONDEUR* et *CAROLE TUCHSZIRER* dans la perspective de mettre à jour le chapitre du rapport consacré aux entreprises de travail temporaire. Il s'agit notamment de tenir compte de leurs nouvelles activités en matière de recrutement après l'entrée en vigueur de la loi de cohésion sociale de janvier 2005.

Yannick FONDEUR poursuit une veille active sur la thématique générale du recrutement par Internet (disponible en ligne sur le site <http://erecrutement.wordpress.com/>) et a réalisé avec France LHERMITE (doctorante à l'Université de Marne-la-Vallée) une

---

étude exploratoire sur la mobilisation via Internet des réseaux sociaux pour le recrutement et la recherche d'emploi.

Afin d'élargir ce pôle d'expertise de l'IRES, la constitution d'un groupe de travail a été proposée dans le cadre du Groupement de Recherche CNRS "Technologies de l'Information et de la Communication et Société". Une dizaine de chercheurs issus d'institutions et de disciplines variées (économie, sociologie, sciences de gestion, sciences de l'information et de la communication) sont associés à l'initiative. Une première étape consistera à recenser les chercheurs et doctorants travaillant sur le thème, de manière à constituer un réseau autorisant, d'une part, un partage d'informations (signalisation de nouveaux projets, publications et manifestations en France et l'étranger) et d'autre part, la constitution d'une base de données utiles pour les doctorants investissant le champ. Le groupe – membres permanents et chercheurs ponctuellement sollicités - fonctionnera sur la base d'un séminaire régulier sur la thématique « TIC et marché du travail ». Il aura également vocation à susciter des collaborations actives entre chercheurs. Un numéro spécial de la revue de l'IRES, rassemblant des contributions sur le thème « Internet, recrutement et recherche d'emploi » est d'ores et déjà en préparation et devrait être publié au premier trimestre 2007.

Trois axes de recherche seront par ailleurs envisagés, en fonction des opportunités de collaboration et de financement :

- *Intégration du recrutement électronique par les entreprises.* Il s'agirait d'une part d'étudier leurs usages des sites emploi et la façon dont elles l'articulent avec leurs sites carrières, et d'autre part d'évaluer leur utilisation des systèmes de gestion de candidatures et de déterminer en quoi elle modifie leur façon de recruter.
- *Exploitation des bases de données de sites emploi.* Ces dernières forment en effet un matériau particulièrement riche, notamment en matières d'usages, mais jusqu'ici extrêmement peu exploité. Or de nombreux acteurs sont aujourd'hui prêts à ouvrir les bases de données aux chercheurs, sous réserve de respecter certains critères de confidentialité.
- *Utilisation d'Internet dans le cadre des nouvelles activités de recrutement des ETT.* Il s'agirait de prolonger la série d'entretien menée en 2006 auprès de responsables Internet de divers ETT par des observations en agences.



**GROUPE « TRAVAIL »**

*Solveig GRIMAUULT, Odile JOIN-LAMBERT, Yves LOCHARD, Céline MAUSSION,  
Marie RAVEYRE, Pascal UGHETTO, Philippe ZARIFIAN*

---

Conformément aux orientations établies par le programme scientifique à moyen terme 2005-2009, le groupe a poursuivi ses travaux sur différents aspects de la transformation de la relation de travail et du fonctionnement des organisations productives.

Les transformations du travail au quotidien, le problème des conditions de travail, celui des identités professionnelles et la question de la compétence sont au cœur du développement des travaux du groupe. Ainsi, l'étude des problèmes d'organisation du travail, à partir d'une analyse croisée des évolutions des stratégies d'entreprise, des transformations de l'activité de travail et des effets des outils de gestion, suggère tout d'abord que l'on assiste à une montée de l'exigence du travail (P. Ughetto) : les salariés, y compris les cadres, sont très sollicités, les exigences qui pèsent sur le travail s'accroissent, ce qui est de nature à rendre le travail plus intéressant mais devient un problème quand ce travail leur paraît mal managé, mal organisé.

Cette première perspective interroge notamment le rôle et la responsabilité de l'employeur dans les modes d'organisation quotidiens du travail. D'autres travaux, davantage centrés sur l'analyse de la dimension psychique des pénibilités du travail, et menés dans la fonction publique ou dans des entreprises en cours de restructuration (M. Raveyre), soulignent combien la nécessité de répondre aux besoins des usagers et de préserver le sens de son activité, dans des situations de défaillances organisationnelles, peut conduire à un accroissement de la charge mentale de travail. La question de la compétence est également abordée à travers l'analyse de démarches « compétences » engagées par des grandes entreprises ou administrations de service (P. Zarifian). Ces analyses pointent notamment l'importance des différents *moments* de ces démarches et de la trame qu'elles dessinent dans l'organisation (élaboration d'un référentiel de compétences, dialogue quotidien avec la hiérarchie, animation collective des équipes).

L'étude de ces démarches interroge en particulier la capacité qu'ont les entreprises à agencer en leur sein un espace de dialogue sur la question des compétences, et la place que peuvent y prendre les organisations syndicales. Ces travaux mettent également en évidence combien, dans de nombreux cas, le peu d'explicitation du lien entre la démarche « compétences » et la stratégie générale de l'entreprise, peut faire tendre vers une gestion principalement quantitative de l'emploi, au détriment d'une gestion plus qualitative. Dans ce contexte, enfin, c'est aussi l'antichambre du travail qui est investie par des exigences qui pèsent à la fois sur les candidats et sur les processus d'embauche : les travaux déjà engagés sur les pratiques de recrutement ont été

poursuivis, ces dernières étant analysées à partir du fonctionnement concret de ces processus en entreprise, via l'étude de courriers de candidature et de leur réception par des recruteurs (Y. Lochard, P. Ughetto). Ces travaux ont notamment pointé l'importance, au-delà des prescriptions et des normes sociales qui s'imposent dans l'économie d'aujourd'hui, des codes et des mises en formes particulières que mobilisent les protagonistes de la relation d'embauche (bonnes manières de rédiger un CV et une lettre de motivation, etc) : on assiste ainsi à une véritable professionnalisation de l'embauche qui passe notamment par la maîtrise d'un « métier de candidat ». La technicisation du recrutement accorde une place prépondérante à la médiation de l'écrit.

Les travaux, achevés ou en cours, sur l'évolution des configurations d'entreprises et les restructurations, sur les formes d'organisation en réseaux, le rôle du territoire et les nouveaux risques de la relation d'emploi, constituent une autre entrée pour aborder les transformations de la relation de travail. Ces travaux ont notamment permis d'éclairer les conditions dans lesquelles les relations des entreprises aux territoires évoluent, sous l'influence de la globalisation économique (M. Raveyre) : cela se traduit moins par un nomadisme généralisé des firmes, que par un renouvellement des formes d'ancrages aux territoires, davantage fondées sur une articulation de réseaux globaux et locaux. Dans le domaine de la GRH en particulier, l'observation des pratiques de grands groupes, mais aussi PME, conduit à avancer l'hypothèse que la valorisation des ressources des bassins d'emplois et le renforcement des échanges au sein de ces derniers peuvent constituer des éléments importants dans les stratégies des firmes. La question de la responsabilité de l'emploi n'en reste pas moins posée, et fait l'objet de travaux en cours (S. Grimault), en particulier dans des configurations de « dispersion » de la figure de l'employeur (processus d'externalisation, éclatement des contours de la firme).

La problématique de la sécurisation des parcours professionnels cristallise un certain nombre de questionnements relatifs au travail et à l'emploi. L'analyse des propositions syndicales en matière de sécurisation des trajectoires a tout d'abord permis de souligner la diversité des approches en présence, les différences de contenu que manifeste d'emblée la diversité des terminologies employées – sécurité sociale professionnelle, sécurisation des parcours professionnels, sécurisation des parcours de vie – (S. Grimault). Cette analyse a également permis de restituer une généalogie de la formation des positions syndicales sur cette question, en revenant notamment sur l'importance de deux facteurs : le peu de concertation qui a présidé, dans les années 1990, à la structuration des débats sur la sécurisation des parcours professionnels, et le poids des deux sources partagées que furent les rapports Boissonnat et Supiot dans la formation des positions des différents acteurs. Par ailleurs, les travaux tout juste engagés sur la validation des acquis de l'expérience (S. Grimault, Y. Lochard, avec C. Tuchsirer) permettent de pointer l'un des enjeux de cette problématique : comment, en effet, le dispositif de la VAE peut-il contribuer à donner corps à la notion de « parcours » ?

Enfin, des travaux, menés dans une perspective à la fois sociologique et historique, dans le champ de la fonction publique, ont abordé la question de la gestion des risques du travail, celle des identités professionnelles ainsi que l'évolution des relations entre l'Etat et le syndicalisme. L'analyse historique de l'évolution des pratiques de prévention des risques du travail, dans le secteur de l'enseignement professionnel – dans le cas des élèves utilisant des machines dangereuses – a permis de mettre en évidence comment l'existence de conceptions distinctes du risque professionnel, entre le ministère du Travail et de l'Education Nationale, a pu peser sur le passage d'une culture des « conditions de travail » et du « danger », à une culture de « prévention du risque », susceptible de soutenir une véritable mobilisation des décideurs publics et des acteurs sociaux sur les risques du travail (O. Join-Lambert).

L'analyse montre en particulier qu'entre les deux ministères, la question du risque au travail dans le secteur de l'enseignement technique fut moins objet de conflit que d'incertitudes juridiques, d'évolutions non concertées et de compétences mal clarifiées. Par ailleurs, l'histoire du ministère du Travail, réalisée à l'occasion du centenaire de l'institution, a permis de revenir sur la question des relations entre l'Etat et le syndicalisme, en insistant sur les évolutions, tout au long du XX<sup>ème</sup> siècle, d'une administration « à géométrie variable » (O. Join-Lambert). Sans frontières établies a priori, celle-ci se meut en effet au carrefour de plusieurs mondes qu'elle influence autant qu'elle est façonnée par eux : l'articulation avec les entreprises, le monde associatif et les organisations professionnelles et syndicales, est assurée par des fonctionnaires en nombre restreint sur le terrain.

## **1. Le travailleur face à l'activité et à ses finalités**

### ***a. Le client et l'utilisateur au sein du travail***

*Odile JOIN-LAMBERT, Yves LOCHARD, Pascal UGHETTO, Marie RAVEYRE*

*Suite au rapport « Servir l'Etat et l'utilisateur », des opérations de valorisation de la recherche ont été effectuées ainsi qu'un approfondissement de l'analyse. Les quatre auteurs ont réalisé un article dans un ouvrage collectif (Join-Lambert O., Lochard Y., Raveyre M., Ughetto P., « Le musée pour tous : enjeux professionnels d'une politique publique », in Le Bianic T., Vion A., Action publique et légitimité professionnelle, à paraître).*

Par ailleurs, Marie Raveyre a présenté une communication sur le thème de la notion de proximité aux usagers dans l'activité des conservateurs de musée, (« Proximité aux usagers et travail des agents des services publics), au colloque Les Cinquièmes Journées de la Proximité : La proximité, entre interactions et institutions. Elle envisage de poursuivre l'analyse du travail dans la fonction publique, notamment à partir des cas des conservateurs de musée et des agents hospitaliers, afin d'approfondir la réflexion sur les caractéristiques du travail dans les activités de service - public-, ainsi que sur les pénibilités spécifiques à ce type d'activité.

**b. La compétence**

Céline MAUSSION, Pascal UGHETTO, Philippe ZARIFIAN

Le séminaire Compétence(s) (co-organisation : P. Ughetto, avec M.-C. Combes, Cereq) s'est tenu de nouveau au sein de l'Ecole doctorale Entreprise-Travail-Emploi. Ce séminaire de travail, fondé en 1999, était alimenté dans les premières années par des contributions traitant des questions posées au marché du travail par le « passage des qualifications aux compétences ». Progressivement, il a vu progresser son intérêt pour la compétence au sein de l'activité de travail et pour la dimension gestionnaire (outils de gestion des ressources humaines et de pilotage de la performance). Il s'adresse aux chercheurs, praticiens d'entreprises, syndicalistes intéressés par une présentation de cas concrets et par une réflexion sur le pourquoi et le comment de la montée, dans les entreprises et les administrations, des préoccupations liées aux compétences. Les participants font moins l'hypothèse d'un pur effet de mode que de problèmes d'action auxquels la gestion des compétences offre un vocabulaire, des théories, des outils.

Parmi les sujets traités en 2006 : le lien entre réorganisations du travail, santé et conditions de travail et compétence, la compétence dans les PME, travail et compétence des cadres, etc.

En 2007, les séances porteront toutes sur la validation des acquis de l'expérience et constitueront ainsi un appui au travail d'enquête de l'équipe commune à l'IRES, au CEE et au CEREQ sur la VAE (voir groupe Emploi). La publication d'un numéro thématique de la *Revue de l'IRES* est d'ores et déjà envisagée.

Pascal Ughetto a participé à un groupe de travail du Centre d'analyse stratégique consacré au travail non qualifié. Le groupe (chercheurs, représentants d'organisations syndicales, praticiens d'entreprises, consultants, représentants des pouvoirs publics) s'est interrogé sur l'actualité ou, au contraire, l'obsolescence de cette catégorie. A la différence des approches habituelles, il n'est pas entré dans le sujet à partir de l'emploi et du marché du travail mais à partir des questions relatives à l'exercice du travail, sur la base, notamment, de cas d'études présentés par des ergonomes. Dans cette perspective, il est apparu que tout travail, même réputé non qualifié, ne saurait se passer de compétences. Un ouvrage devrait être publié, rendant compte des interventions, des travaux du groupe et comportant des textes des membres de ce dernier. Pascal Ughetto a proposé, avec Marie-Christine Combes (Cereq) un chapitre intitulé : « La consigne et la confiance : histoire de la (non-)qualification ».

Pascal Ughetto travaille sur les notions de métier et de professionnalisation dans le travail, des publications devant aboutir en 2007 (notamment dans le cas du travail des bénévoles pratiquant l'accueil et la gestion des stocks au Secours populaire).

Dans le cadre de sa thèse, Céline Maussion, travaille l'articulation entre la notion de compétence et la notion d'expérience(s), dernier concept qu'elle entend développer plus avant autour de la question du service : à partir de l'analyse de la relation de service après vente, on tente d'appréhender ce qui se joue entre un client et un agent lors du contact, les enjeux et les effets *d'expériences de service* vécues par les salariés, dans la durée, sur un plan individuel mais également dans une perspective plus collective. Céline Maussion et Philippe Zarifian ont présenté une communication intitulée « De la compétence à l'expérience : le cas des téléconseillers des services après-vente » au colloque du CNAM « Les usages sociaux de la notion de "compétence" : Quels savoirs ? Quels individus ? » (Paris, 9 mars 2006).

### ***c. Le sens du travail chez les salariés et action éthique***

*Céline MAUSSION*

Les activités des centres d'appels ne sont pas encore reconnues comme « métier » à part entière (pas de branche constituée), et ce malgré le plan d'action politique lancé en 2004. Pour l'opérateur historique qu'est France Télécom, c'est plus de 6 000 personnes<sup>1</sup> qui travaillent au contact des clients quotidiennement, la moitié d'entre elles étant en fin de carrière. Céline Maussion s'interroge sur le sens que ces personnes donnent à leur travail, ainsi que sur le sens du service lui-même. Elle s'intéresse aux formes d'engagement des acteurs dans la relation de service, et plus précisément à l'action éthique, en travaillant la tension entre dispositifs de prescription de la subjectivité des agents et engagement subjectif (souci de soi et de l'autre).

### ***d. Identités professionnelles et mutations dans la fonction publique***

*Odile JOIN-LAMBERT , Yves LOCHARD*

Les dynamiques qui concourent à la construction des identités professionnelles dans la fonction publique feront l'objet d'un programme de travail appliqué notamment aux conservateurs de musées. Comment s'articulent les valeurs fondatrices de ces professionnels (idée du service public, les « missions » de conservation du patrimoine, de transmission aux générations futures, ambition de démocratisation culturelle) avec les évolutions récentes du monde muséal, les craintes de « dérives mercantiles » ou encore les injonctions des pouvoirs publics à se réformer ? On tentera de saisir les décalages entre les rythmes d'évolution des mentalités professionnelles et ceux imposés par le tempo de la politique à travers deux types de documents : les autobiographies de conservateurs et la rubrique nécrologique de *Musées et collections publiques*, revue de l'association française des conservateurs (AGCCPF). Au fil des numéros, ces notices dessinent, à travers les qualités qui sont célébrées, une figure idéale du conservateur et de ses valeurs professionnelles.

---

<sup>1</sup> Chiffre indicatif sur les personnes qui travaillent au contact des clients par téléphone, activité de conseil et vente compris.

**e. Direction d'un master sur la gestion par les compétences.***Philippe ZARIFIAN*

Philippe Zarifian a pris, en juin 2006, la co-direction, à l'Université de Marne la Vallée, de la spécialité Master Macor (Management par les compétences et organisations) ; outre les enseignements, ce master a permis de passer des contrats d'apprentissage pour les étudiants en formation initiale (15 contrats actuellement) et d'organiser des stages de 6 mois en entreprise, pour les autres étudiants en formation initiale et ceux en formation continue. Apprentissage et stage portent, soit sur l'accompagnement du développement d'une démarche compétence, soit sur la mise en place « revisitée » de processus RH, en particulier ceux qui concernent la politique de formation

**2. Conditions de travail, conditions d'exercice de l'activité****a. Les nouveaux modes d'organisation du travail***Marie RAVEYRE, Pascal UGHETTO*

Pascal Ughetto fera paraître, en début d'année 2007, un ouvrage intitulé *L'exigence du travail contemporain. Conditions de travail et management*, aux éditions de l'ANACT. L'ANACT y voit une « approche globale du travail » aidant à articuler les entrées « micro » dans les problèmes du travail au sein de l'entreprise telles que privilégiées par les ergonomes et les entrées par les stratégies d'entreprises et l'organisation productive. Le thème est la montée, chez les salariés, du sentiment de difficulté du travail et parfois d'insatisfaction suite aux évolutions des vingt ou vingt-cinq dernières années (sentiment d'intensification du travail, de stress...). Ces constats sont interrogés à la lumière de la capacité du management des entreprises à organiser l'activité de travail devenue plus exigeante et sont replacés dans le cadre d'une interrogation sur ce que recouvrent exactement les « conditions de travail », au-delà du sens institutionnel de cette expression.

Les travaux de Marie Raveyre ont abordé le vécu des salariés à partir de restructurations d'entreprises. Il apparaît que ces dernières génèrent de nouvelles formes de « vulnérabilités ». La flexibilité de l'emploi s'accompagne d'une modification des relations de travail. Les salariés se trouvent confrontés à une intensification du travail et à une obligation de constante adaptation, ce qui se traduit par un accroissement de pénibilités, notamment d'ordre psychique. Cette question est traitée dans plusieurs communications de Marie Raveyre dans des colloques ainsi que dans des séminaires destinés aux organisations syndicales (Emergence-CGT « Restructurations, santé et travail » ; séminaire IRT CGT-FO « Les salariés face aux restructurations » ;....).

Dans une perspective plus générale, Marie Raveyre envisage d'approfondir l'étude des formes de pénibilités au travail (notamment psychiques), liées aux nouveaux modes

---

d'organisation du travail, fondés sur la flexibilité, l'individualisation, le fonctionnement en réseau, en développant des collaborations avec des chercheurs et des acteurs engagés sur cette thématique.

***b. Les acteurs de la santé au travail***

*Odile JOIN-LAMBERT*

Odile Join-Lambert a consacré l'année 2006 à une recherche sur les acteurs et les normes du risque au travail dans l'enseignement technique de l'entre-deux-guerres aux années 1990, avec deux interrogations distinctes, et qui a donné lieu à des communications dans deux colloques. La première interrogation et le premier résultat portent sur le rôle joué par le code du travail et le droit public sur ce sujet, et les liens entre eux, de l'entre-deux-guerres aux années 1970. L'application du code du travail au bénéfice de non salariés en situation d'apprentissage et de travail ne constitue pas, pour le ministère du Travail ni pour celui de l'Education nationale, le cœur de leur tâche : il est donc moins un sujet de conflit que d'incertitudes juridiques, d'évolutions non concertées et de compétences mal clarifiées. La coupure générale entre droit public et droit privé, s'agissant de la protection des futurs jeunes travailleurs contre les risques d'accidents, conduit en tous cas à expliquer les retards de la prévention des risques professionnels à l'Education nationale : entre la loi de 1898 et 1947, il faut près de cinquante ans pour que l'enseignement technique reconnaisse l'existence d'un risque professionnel.

Une seconde interrogation a ainsi porté, pour la période des années 1970 à 1990, sur les facteurs expliquant la lenteur d'évolution des pratiques contre le risque d'utilisation des machines dangereuses. Malgré un changement de contexte en 1982, au moins trois problèmes permanents contribuent à l'expliquer. Celui du financement du service public, d'abord : les procédures budgétaire et de répartition de la taxe d'apprentissage ne permettent pas de résoudre le problème financier posé par le renouvellement des machines ; par ailleurs les dépenses liées à la mise en sécurité des locaux et des ateliers des établissements publics locaux d'enseignement sont, à partir des lois de décentralisation, à la charge de la collectivité locale de rattachement (conseil régional ou conseil régional). La distinction générale entre droit public et droit privé conduit ensuite à une réglementation complexe voire ineffective. Au-delà, il y a eu matière permanente pour un dialogue interministériel entre l'Education nationale et le Travail, qui n'a pas toujours fonctionné.

Cette interrogation sur l'histoire des acteurs de la santé au travail sera poursuivie en 2007 dans le cadre d'un groupe de travail dirigé par Catherine Omnès et d'une convention de recherche avec l'Agence nationale de la Recherche (ANR) « santé et environnement ». Dans ce cadre, une recherche commune avec Catherine Vincent (voir : Groupe Relations Professionnelles) sera réalisée sur la genèse et la mise en œuvre de l'accord interprofessionnel de 1975 sur les conditions de travail. Cet accord s'inscrit dans un mouvement d'ensemble (de la loi du 23 décembre 1973 sur l'amélioration des conditions de travail à celle du 6 décembre 1976 relative au

développement de la prévention des accidents du travail), à propos duquel le rôle joué par les organisations syndicales n'a pas été étudié. Cet accord est significatif de l'évolution des relations entre l'Etat et les interlocuteurs sociaux vers un processus qualifié par les juristes de « loi négociée ». Il semble marquer au surplus une date charnière dans l'histoire de la négociation : il s'agit du dernier accord interprofessionnel conclu depuis l'après Seconde Guerre mondiale sur les conditions de travail avant que la dégradation du marché du travail ne conduise à des mobilisations et négociations à porter prioritairement sur l'emploi. Une partie de cette recherche sera présentée au colloque organisé au premier semestre 2008 par le Centre d'histoire sociale du XX<sup>e</sup> siècle et la CGT-Force ouvrière sur « Force ouvrière, acteur de la vie contractuelle et du paritarisme (fin des années 1950-début des années 1980).

### **3. Organisations productives, gestion de l'emploi et gestion des ressources humaines**

#### *a. Les modèles d'organisation dans les grandes entreprises de service*

Philippe ZARIFIAN

Les recherches de longue durée, menées par Philippe Zarifian sur la mutation de la stratégie et de l'organisation des grandes entreprises de service public ou issue de ce type d'entreprise (France Télécom, La Poste, la SNCF) ont été poursuivies en 2006 et le seront en 2007. L'hypothèse de base est que se croisent, dans ces entreprises, deux types de mutations :

- celle d'une pleine orientation « service public » vers un retrait financier de l'Etat, l'obligation économique de rentabilité et l'ouverture à la concurrence,
- celle de l'émergence d'un modèle de grande entreprise de service, mais qui entre en tension avec le modèle « industrialo-administratif » qui préexiste, dans la suite de la tradition des grandes entreprises publiques, et qui peut dériver vers une banalisation de ces entreprises, intégrant complètement le modèle privé-marchand et occultant la dimension de la production de services utiles aux usagers.

Bien qu'explicitement centrées sur les changements dans le modèle d'organisation de l'entreprise dans son ensemble (macro-organisation), ces recherches intègrent la mutation dans les métiers et l'organisation du travail.

En 2006, a été conduit un accompagnement recherche des changements d'organisation dans les centres d'appels du groupe France Télécom.

En 2007, va être conduite une recherche à la SNCF sur la mise en place d'organisations matricielles, qui soulèvent de nombreux problèmes (complication de l'organisation, double, voire triple hiérarchie, réponse à des critères de performance



hétérogènes, difficulté à construire une carrière professionnelle). Il s'agira de voir comment il sera possible de résoudre tout ou partie de ces problèmes. Ce sera particulièrement le cas du matriciel constitué par la rencontre entre les 4 branches marchandes de l'entreprise et les établissements métier.

***b. Entre l'emploi et le travail : la crédibilité du travailleur***

*Yves LOCHARD, Pascal UGHETTO*

Le travail entrepris sur l'embauche par Yves Lochard et Pascal Ughetto, qui avaient analysé des courriers de candidature, s'est prolongé en 2006 par l'examen de l'autre versant du processus : dans un rapport rendu à la DRH d'une enseigne de supermarchés, ils ont étudié comment les directeurs de magasins s'y prenaient pour embaucher. L'embauche s'avère soumise à un problème de construction de la confiance dans la personne du futur travailleur, de sorte que tous les outils modernes de recrutement n'enlèvent rien au rôle apparemment indépassable de l'entretien en face-à-face.

Le travail sera poursuivi en 2007 par une investigation d'un autre pan du problème : l'acte de candidature se professionnalisant, tout demandeur d'emploi n'est pas aujourd'hui nécessairement et spontanément détenteur des règles et méthodes pour se conduire en candidat comme l'exigent les employeurs potentiels. Un travail est accompli par des associations pour aider à cette transformation d'individus fragiles ou défavorisés en candidats efficaces. Une ou plusieurs associations feront l'objet de l'étude.

L'encadrement partagé de mémoires de recherche d'étudiants de première année de master de l'université de Marne-la-Vallée par Pascal Ughetto, Yves Lochard, Yannick Fondeur et Carole Tuchsirer ont permis de commencer à baliser le terrain sur ce sujet et sur celui du recrutement par Internet (voir groupe Emploi), préparant ainsi de futures recherches.

***c. Flexicurité et sécurisation des trajectoires professionnelles***

*Solveig GRIMAULT*

Le travail engagé par Solveig Grimault sur ce thème a débuté par l'analyse des principales propositions syndicales en matière de sécurisation des parcours professionnels et / ou de sécurité sociale professionnelle. Cette analyse a été effectuée à l'appui d'une enquête réalisée auprès de six organisations syndicales (CGT, CFDT, CGT-FO, CFTC, CFE-CGC, UNSA).

Ce premier travail a donné lieu à la publication d'un document de travail IRES en décembre 2006. Une analyse plus poussée de la distribution des positions syndicales, en lien avec le fonctionnement du système de relations professionnelles et avec les modes de concertation qui ont jusqu'alors structuré les débats en France sur ce thème, a fait l'objet d'une communication au colloque « Flexicurité en France » organisé par

---

l'Université de Marne la Vallée, en décembre 2006 (« Flexicurité et sécurisation des parcours professionnels : analyse comparative des positions syndicales »).

Solveig Grimault va poursuivre ce travail selon les orientations suivantes : veille sur l'évolution des propositions syndicales et sur les avancées du dialogue social sur ces questions ; enquête auprès des organisations patronales et/ou d'organismes, instituts ou associations qui leur sont proches ; investigations sur quelques dispositifs ou secteurs dans lesquels sont susceptibles de se mettre en place des mécanismes innovants en matière de sécurisation des trajectoires (intérim, VAE, voire pôles de compétitivité / structuration de « filières » ou groupements d'employeurs) ; poursuite de la réflexion sur l'articulation entre marché du travail et protection sociale.

Ce travail donnera lieu à l'organisation d'une ou plusieurs journées de travail où des chercheurs de différentes disciplines, partenaires sociaux, praticiens des ressources humaines (ou encore consultants, représentants des collectivités territoriales...) seront invités à présenter et mettre en discussion leurs travaux et expériences. Cela sera également l'occasion de mobiliser des ressources internes à l'Ires sur différents thèmes (reclassements, formation et VAE, indemnisation du chômage).

***d. Reconnaissance de l'expérience professionnelle et politiques RH : le dispositif de la VAE***

*Solveig GRIMAUTL, Yves LOCHARD (avec Carole TUCHSZIRER du groupe Revenu salarial)*

Solveig Grimault et Yves Lochard participent à la recherche sur les « politiques d'entreprises en matière de certification et de validation des acquis de l'expérience » (cf groupe Revenu salarial). Le dispositif de la validation des acquis de l'expérience est conçu pour mettre à égalité formation et expérience comme moyens d'acquérir une qualification reconnue. Cette recherche sera notamment l'occasion d'analyser la manière dont peut, en pratique, se structurer la reconnaissance du parcours professionnel d'un salarié, et de repérer la part que peuvent y prendre les différents acteurs susceptibles d'intervenir dans le dispositif de la VAE (employeurs, organismes paritaires de branche, certificateurs, accompagnateurs, etc.).

***e. Restructurations, réorganisation du travail et des territoires***

*Marie RAVEYRE*

Marie Raveyre a prolongé l'analyse sur ce thème suivant deux grands axes :

**Management des restructurations et travail**

Les restructurations contemporaines s'apparentent à un mouvement de reconfiguration permanente, nécessitant une adaptation continue du travail. L'observation de pratiques d'entreprises privées et publiques conduit à développer l'idée que l'on assisterait à l'essor de modes de gestion flexibles du travail, dont on distingue deux figures

---

polaires : une logique de marché, une logique de responsabilité sociale. Or, dans les deux cas, les conditions pratiques de réalisation de l'activité de travail demeurent insuffisamment prises en compte. Dès lors, les dysfonctionnements qui en résultent, se trouvent, de fait, reportés, sur les salariés, qui assurent ainsi une part non négligeable de la régulation du changement. Cette thématique a été développée dans plusieurs communications, ainsi que dans un article, à (Raveyre M., « Restructurations et travail : un management par défaut ? », *International Management*, Montréal, numéro spécial Restructurations, à paraître). La réflexion sera approfondie, notamment dans le cadre de participations à des groupes de travail et colloques internationaux (collaboration avec l'équipe CNRS Genre Travail et Mobilité, congrès : Journées Internationales de Sociologie du Travail, Londres 2007).

### **Grands groupes, restructurations et territoires.**

Cette recherche a pour objet d'analyser les modes de gestion du travail et de l'emploi de grandes entreprises dans le cadre de leur reconfiguration mondiale. Elle aborde la question à partir de l'observation des politiques d'appui au développement local conduites par plusieurs d'entre elles. Apparues dans des contextes de restructuration, ces politiques avaient pour premier objectif de soutenir l'activité économique et l'emploi afin de faciliter la reconversion des salariés et des sites. Dans cette perspective, des aides aux PME et des actions en "partenariats" avec les acteurs économiques, politiques et institutionnels locaux, ont été multipliées : aménagement de zones d'activités, création de pépinières d'entreprises, ...etc.. Toutefois, dans nombre de cas, ces interventions ne se limitent pas à ces contextes, elles sont aussi mises en œuvre dans des phases d'expansion des groupes.

Notre hypothèse est que ces politiques peuvent constituer non seulement un accompagnement des reconversions, mais aussi un moyen d'anticipation et de conduite permanente des reconfigurations des entreprises. Dans le domaine de l'emploi, elles seraient un moyen de soutenir l'adaptation continue (et conjointe) du travail et de l'emploi, en favorisant des équilibres au niveau des bassins d'emploi. Dépassant les frontières de l'entreprise, elles s'inscrivent dans une dynamique d'échange en réseau, fondée sur des coopérations avec les acteurs économiques, politiques et institutionnels locaux.

Les pratiques des entreprises sont très variées. Il s'agit donc de progresser dans l'analyse en mettant en évidence les diverses logiques d'entreprises et d'élaborer des éléments d'évaluation de ces politiques. L'analyse engagée depuis plusieurs années, sera développée à partir de nouvelles enquêtes, au sein du groupe Saint-Gobain, et éventuellement dans d'autres groupes.

Un article a été publié dans un numéro spécial de la revue *Géographie, Economie et Société*, consacré à l'approche territoriale des restructurations. Plusieurs communications sur ce thème ont été réalisées, notamment lors de séminaires internationaux organisés dans le cadre de la convention de recherche ACI du Ministère

---

de la recherche, en collaboration avec le laboratoire IDHE de Cachan. (Raveyre M. « Restructurations et territoires : globalisation et réseaux locaux », *Séminaire international : les restructurations d'entreprise : nouvelles logiques, stratégies d'acteurs et modes d'intervention*, Centre de Recherche Interuniversitaire sur la Mondialisation et le Travail / IDHE Montréal, Canada). Cette recherche sera poursuivie, avec l'étude de cas du groupe Saint-Gobain, dans le cadre du projet CAPRIGHT, associant l'IDHE et plusieurs partenaires européens, projet accepté par la Commission Européenne (voir Axe transversal Restructurations); un projet de recherche comparatif pourra être soumis pour financement au Ministère de l'industrie, ou d'autres partenaires.

#### ***f. Formes d'entreprises, modes d'organisation et de coordination***

*Solveig GRIMAULT, Marie RAVEYRE*

#### **Restructurations et nouveaux risques de l'emploi : quelles sécurités pour les individus ?**

Solveig Grimault participe à la recherche sur les restructurations réalisée au sein du groupe Alstom (projet « Gouvernance et restructurations », cf groupe Emploi). Ce travail, qui proposera notamment une analyse de la stratégie d'externalisation mise en place par l'entreprise sur l'un de ses sites français, sera ainsi l'occasion d'apporter un éclairage sur les difficultés et controverses que soulève la mise en œuvre de dispositions juridiques, pensées *a priori* comme protectrices pour les salariés, et organisant le transfert des contrats de travail (article L122-12) dans un contexte – courant – de reconfiguration des frontières de l'entreprise. L'enjeu, que pointent certains juristes, est celui du respect, pour les individus, de la liberté du travail. Cette recherche permettra également d'aborder les problèmes que pose la représentation des salariés dans les configurations d'entreprises en réseaux, l'exercice de cette représentation constituant l'une des dimensions essentielles de la sécurisation des personnes.

#### **Formes de PME et modes de management**

Marie Raveyre, poursuit l'analyse des formes d'entreprises et des figures de l'acteur patronal à partir de l'étude des PME. L'objectif est d'appréhender les petites entreprises dans leur diversité, cela en prenant en compte le profil des dirigeants, les formes d'organisation, l'intégration dans des réseaux interentreprises et l'inscription territoriale.

L'étude de cas de PMI en expansion en milieu rural, conduit à dégager une forme spécifique de PMI. Celle-ci présente un profil particulier de dirigeants : d'anciens cadres urbains avec des valeurs éloignées de celles des patrons de PME traditionnels. Les orientations de leur entreprise, misent sur la qualité et la spécialisation, la flexibilité du travail et l'inscription dans des réseaux ne se limitant pas à l'espace local, mais intégrant le niveau national- international. Ce qui conduit à avancer

---

l'hypothèse, que, dans le contexte actuel de reconfiguration du système productif, de nouvelles perspectives se dessinent pour le développement des PMI en milieu rural. Une communication a été présentée sur ce thème (Raveyre M. «Industrialisation dispersée en milieu rural : les proximités recomposées», colloque Les Cinquièmes Journées de la Proximité, Bordeaux). Cette analyse sera développée notamment en s'inscrivant dans des réseaux de recherche, en particulier lors du Congrès : European Regional Science Association, Association Sciences et Association Régionales de Langue Française, « Développement durable et gouvernance des territoires », 2007.

### **Réseaux et entreprises.**

L'essor d'organisation en réseaux interentreprises et intra-entreprises pose en des termes renouvelés la question de la nature des gouvernances et des formes de mobilisation / subordination des salariés. Cet axe est développé dans plusieurs travaux en cours de Marie Raveyre, avec notamment un approfondissement théorique dans le cadre de la réalisation de sa thèse sur travaux. Il a donné lieu à un article portant sur les réseaux inter-organisationnels dans *Sociologies Pratiques*, numéro thématique : Les réseaux sociaux des organisations.

Outre de nouvelles publications, l'organisation de journées d'étude sur ces thèmes, réunissant chercheurs de diverses disciplines, syndicalistes, acteurs institutionnels et consultants sera envisagée.

### ***g. Discriminations dans l'emploi***

*Yves LOCHARD (avec Christèle MEILLAND et Mouna VIPREY du groupe Emploi)*

On définit la discrimination liée à l'origine comme toute action ou attitude qui conduit certains individus ayant des caractéristiques communes au départ, à un traitement défavorable du fait de leur nationalité, de leur origine réelle ou supposée, de leur couleur de peau ou de leur religion. Il s'est agi d'identifier de tels traitements différenciés dans les carrières de salariés hautement qualifiés et de mettre au jour les processus de telles discriminations.

Réalisé dans le cadre d'une convention MAR-DARES/FASILD/GELD sur les discriminations dans l'emploi et sur le marché du travail, cette recherche réalisée par Yves Lochard, Christèle Meilland et Mouna Viprey (groupe Emploi) a donné lieu à un rapport intitulé *La tête de l'emploi. Discriminations raciales et marchés du travail : les salariés hautement qualifiés dans les télécommunications et à l'hôpital*, (mars 2006). La recherche a porté sur deux secteurs d'activité : l'hôpital public et le secteur des télécommunications (France Télécom). Elle a permis de mettre en évidence la part prédominante du droit, de la catégorisation administrative dans les processus discriminatoires. Les discriminations légales (restrictions à l'accès à certains postes, statuts d'exception...) prennent une part décisive dans le sort fait aux étrangers ou supposés tels... Cette discrimination statutaire différencie les deux terrains d'observation. Très marquée dans l'un d'eux, le milieu hospitalier, elle est désormais

quasi absente du second, France Télécom. De la présence ou de l'absence de cette validation par le droit, découlent toute une série de conséquences décisives sur le destin des intéressés, leur vécu mais aussi le regard porté sur eux.

Une série de valorisations ont déjà eu lieu (*La lettre de l'Ires* n°69, octobre 2006 et Entretiens de l'IRES du 19 octobre dernier) ou sont prévues dans les prochains mois, notamment une journée de restitution à l'initiative de la DARES et un article dans la revue *Travail et Emploi*.

Par ailleurs, cette recherche va permettre l'engagement des chercheurs impliqués dans un réseau européen (COST) sur les discriminations à l'initiative de Steve Jefferys (London Metropolitan University). Des chercheurs de plusieurs nationalités (Anglais, Belges, Italiens et Bulgares) sont associés à cette démarche de recherche internationale.

#### ***h. Contribution à la coordination des travaux scientifiques dans le cadre de la célébration du centenaire du ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale***

*Odile JOIN-LAMBERT*

Dans le cadre d'une convention entre l'IRES et la DARES, Odile Join-Lambert a poursuivi en 2006 sa participation à la coordination scientifique des travaux scientifiques liés au centenaire du ministère du Travail. D'une part, en collaboration avec Alain Chatriot et Vincent Viet, un colloque scientifique international a été organisé les 18-19 mai 2006 et sa publication est assurée, à partir des textes remaniés par les communicants, aux Presses Universitaires de Rennes. L'enjeu du colloque sur l'histoire du ministère du Travail était de promouvoir de nouvelles approches qui dépassent les études strictement internes de l'administration du Travail en situant celle-ci dans son environnement social et international, et d'adopter une perspective de comparaison internationale. Traditionnellement cantonnée à l'étude des relations professionnelles (travaux sur le syndicalisme et les relations industrielles) ou des systèmes de protection sociale, la dimension de comparaison internationale a été étendue à de nouveaux objets, tels que les institutions, les conventions et réseaux internationaux ayant partie liée avec l'action du ministère du Travail.

D'autre part, le suivi des 10 projets de recherche financés par la DARES a été poursuivi et Odile Join-Lambert a organisé une journée d'étude à mi parcours a été organisée le 30 mai 2006 pour assurer un échange entre les équipes de recherche et l'administration. Enfin, Odile Join-Lambert coordonne un numéro « spécial centenaire » de la revue *Travail et Emploi*, pour lequel un point a été fait en amont le point sur le colloque scientifique international du 18-19 mai 2006 afin de solliciter des contributions pour le numéro qui soient distinctes des textes déjà présentés au colloque scientifique du mois de mai 2006.

En 2007, le numéro spécial de la revue *Travail et Emploi* sera donc achevé, et un séminaire de valorisation des projets de recherche financés par la DARES aura lieu le

23 mai 2007. Hormis les points forts du colloque organisé au mois de mai 2006 (l'approche retenue, qui a été validée, et les thèmes nouveaux qui ont été traités), des interrogations nombreuses demeurent à combler. Une réflexion est actuellement en cours sur un ou deux sujets qui pourraient commencer à être traités en 2007 : l'histoire de l'échec (ou la réussite) d'un grand accord social, et l'histoire de l'application du droit du travail dans un domaine particulier.





---

**GROUPE « REVENU SALARIAL »**

*Pierre CONCIALDI, Jacky FAYOLLE (Jusque octobre 2006), Antoine MATH,  
Jean-Marie PERNOT, Carole TUCHSZIRER,  
Pierre VOLOVITCH (Jusque février 2007)*

---

Les travaux menés par les membres du groupe portent sur les différents « domaines » ou « fonctions » traditionnelles de la protection sociale, et sur la question des revenus, à travers des sujets tels que les travailleurs pauvres ou précaires ou encore les dynamiques salariales. Si les travaux menés continuent la plupart du temps de porter souvent à travers des approches comparatives sur les secteurs de la protection sociale considérés isolément, plusieurs d'entre eux – conformément aux ambitions du PSMT 2005-2009 - portent aussi sur les interactions entre les différents secteurs de la protection sociale, sur les interactions entre l'emploi et (certains secteurs de la) protection sociale, ou visent à privilégier les approches comparatives et les regards sur l'étranger.

Parmi les travaux réalisés sur l'articulation entre protection sociale et emploi, une recherche comparative sur le rôle des transferts financiers sur la participation au marché du travail des femmes vivant en couple a permis de fortement relativiser le rôle de désincitation que joueraient les transferts monétaires tels que les prestations familiales et les dispositifs fiscaux sur les performances comparées en matière de taux d'activité des femmes en couple. Ce travail aboutit à plutôt imputer les différences constatées entre les pays européens à d'autres variables institutionnelles, notamment les services, les modes de garde et les congés parentaux, ainsi qu'à des différences de normes sociales en matière d'éducation des enfants.

L'année 2006 a également été l'occasion pour les membres du groupe de valoriser des travaux faisant l'objet d'un suivi régulier par exemple sur la précarité et les inégalités ; sur la validation des acquis de l'expérience en tant que mesure visant à outiller les chômeurs ; sur les risques pour les normes sociales du recours croissant à la sous-traitance transfrontalière et aux salariés détachés envoyés dans le cadre de la libre prestation de service ; sur l'introduction de la concurrence et d'éléments de privatisation dans le système de santé à travers l'exemple des Pays-Bas ; sur les évolutions et les enjeux sociaux du syndicalisme international. L'année a également été l'occasion d'élargir le regard porté à de nouvelles aires géographiques, la Chine et la Turquie. Enfin, en 2006, a été organisée une journée d'étude au cours de laquelle ont été valorisées plusieurs recherches autour de la question des négociations et des dynamiques salariales en Europe.

L'activité du groupe est restée contrainte du fait des moyens humains du groupe en réduction depuis quelques années et de l'implication de ses membres actuels dans des projets - souvent dans le cadre d'engagements contractuels - relevant de thèmes

s'inscrivant dans le programme d'autres groupes et menés en collaboration avec des membres de ces groupes (notamment les groupes emploi et relations professionnelles).

## **1. Interactions entre secteurs de la protection sociale et interactions avec le champ de l'emploi**

### ***a. Retraites et revenus d'épargne salariale longue***

*Pierre Concialdi, Antoine Math, Jean-Marie Pernot et Catherine Sauviat du groupe « emploi »*

Pierre Concialdi a poursuivi en 2006 un travail de veille et de suivi des réformes des retraites. Il a participé à la réunion annuelle du réseau européen sur les retraites (ENRSP, *European Network for Research on Supplementary Pensions*) qui s'est tenue à Münster les 15 et 16 septembre 2006. Le thème de ce séminaire était : « Personal Provision of Retirement Income : Meeting the Needs of Older People ». Son but était de préparer la prochaine conférence du réseau. Le comité exécutif du réseau a proposé que cette conférence se tienne à Paris à la fin de l'année 2007.

Pierre Concialdi a publié un article dans un numéro spécial de la *Review of Political Economy* (« Demography, the cost of pensions and the move to pension funds »). Par ailleurs, il coordonne avec une chercheuse québécoise un numéro de la revue de l'observatoire franco-québécois de la solidarité et de la santé consacré à la retraite et dont la publication est désormais prévue pour 2007.

Antoine Math a entamé à l'été 2006 avec une équipe de recherche belge un travail portant sur l'évolution des revenus minima garantis aux personnes âgées (« minimum vieillesse »). Ce travail pourrait être mobilisé à l'occasion d'un prochain colloque du Réseau européen de recherche sur les retraites (ENRSP - *European Network for Research on Supplementary Pensions*).

La veille assurée par Jean-Marie Pernot et Catherine Sauviat sur le dossier de l'épargne salariale a connu une concrétisation à l'occasion du séminaire « salaires » (cf. 2.) Une communication commune a actualisé la connaissance empirique du sujet en soulignant les mises en garde contre les effets de cannibalisation des régimes de protection sociale. Elle a montré en quoi l'intéressement et les Plan d'épargne entreprise conduisaient à une dilution de la maîtrise des politiques salariales des syndicats, constat renforcé par l'analyse empirique de ces politiques présentées par d'autres intervenants.

### ***b. Chômage, indemnisation, service public et recherche d'emploi***

*Carole Tuchsizirer*

Depuis près d'un dizaine d'années, on assiste à une imbrication croissante des problématiques d'emploi et de protection sociale. Dans le champ de l'emploi cette interaction est au coeur de la politique dite d'activation des dépenses passives. Carole Tuchsizirer travaille donc sur ces deux axes qui structurent l'action publique pour

l'emploi.

Dans le champ de la protection sociale, elle a maintenu en 2006 un travail de veille sur l'évolution des modalités de prise en charge de l'indemnisation des chômeurs. Sur le champ des politiques d'emploi, elle a axé ses travaux sur l'examen de la réforme du service public de l'emploi. La création des maisons de l'emploi, portée par des collectivités territoriales et dont le principe repose entre autre sur un regroupement des agences locales pour l'emploi (ALE) et des Assedic, contribue à nourrir les réflexions sur les rapports entretenus entre les problématiques d'emploi et de protection sociale. La convention tripartite qui a vu le jour en 2006 entre l'Etat, l'ANPE et l'Unedic permet également de préciser la nature des rapprochements prévus entre les institutions de placement et d'indemnisation des chômeurs. Cependant, elle semble ignorer le rôle des territoires dans l'action pour l'emploi. Plusieurs communications et articles ont permis de mieux appréhender la nature de cette réforme et les limites qu'elle rencontre notamment auprès des acteurs concernés et des usagers.

Dans le champ des mesures pour l'emploi qui viennent outiller les demandeurs d'emploi dans la gestion de leur trajectoire professionnelle deux études ont été lancées en 2006. Une première porte sur la validation des acquis de l'expérience (VAE). Cette étude est réalisée pour la DARES et vise à analyser la place de cet outil dans les pratiques des entreprises et des branches professionnelles. Son objectif premier est de voir dans quelle mesure la VAE s'insère ou non dans une politique de certification et de gestion des compétences inscrite dans la durée. Cette étude, à laquelle collaborent Solveig Grimault et Yves Lochard, associe également le CEE et le CEREQ.

Dans une même perspective de sécurisation des trajectoires professionnelles, une évaluation de la CRP (convention de reclassement personnalisé pour les salariés ayant fait l'objet d'un licenciement économique) a démarré en fin d'année 2006 et se poursuivra donc en 2007. Cette évaluation réalisée pour l'ANPE, en collaboration avec des agents de l'ANPE, doit permettre de mesurer la capacité de ce dispositif à favoriser le retour à l'emploi des salariés licenciés. Plus généralement, en 2007 les travaux de Carole Tuchsirer porteront sur l'évaluation et l'analyse du partenariat public/privé dans l'accompagnement des demandeurs d'emploi en lien avec la possibilité qu'ont désormais les Assedic de conventionner des organismes privés (Altédia, BPI, Adecco, Sodie) pour assurer le placement des chômeurs. En 2007, elle devrait participer à l'évaluation nationale lancée par l'ANPE et l'Unedic sur le sujet.

---

*c. Politiques sociales en direction des familles et inégalités entre femmes et hommes*  
*Antoine Math et Christèle Meilland du groupe emploi.*

**Incitation des transferts à l'activité des couples et inégalités entre femmes et hommes**

Sur ce sujet à l'intersection des questions de revenu, d'emploi et de protection sociale, Antoine Math et Christèle Meilland ont valorisé en 2006 une recherche menée pour la CNAF sur le rôle d'incitation des transferts financiers sur la participation au marché du travail des femmes vivant en couple. Cette recherche comparative sur une quinzaine de pays a distingué deux grandes catégories de transferts monétaires pour lesquels la question des effets sur l'activité se posait différemment : les transferts monétaires servant à rémunérer les congés destinés aux parents d'une part, les autres transferts monétaires sociaux et fiscaux d'autre part. L'analyse des congés pour raisons familiales, dans la continuité des travaux antérieurs menés sur ce sujet pour l'Observatoire européen des relations industrielles (et ayant déjà fait l'objet d'un dossier dans la *Revue de l'IREs* n°46), montre que la question de la désincitation à l'activité ne se pose pas directement puisque ces dispositifs ont justement pour objectif de permettre aux parents de réduire leur offre de travail. La question doit être reformulée, elle devient plutôt celle de l'inégal usage de ces congés par les femmes et par les hommes, les effets d'accentuation des inégalités entre femmes et hommes dans les sphères domestiques et professionnelles, en particulier des inégalités de carrières en cas d'interruption prolongée de l'activité.

Pour les autres transferts monétaires sociaux et fiscaux, la question de l'incitation, liée à celle de l'individualisation des droits sociaux, est posée de manière centrale. La méthode comparative a été effectuée à partir d'une base de données de cas-types. L'analyse n'a pas permis de mettre en évidence de liens entre des indicateurs permettant d'évaluer les effets de désincitation en cas d'augmentation de l'offre de travail du « second » apporteur de ressources et les performances des femmes sur le marché du travail dans la quinzaine de pays européens concernés, ce qui tendrait à fortement relativiser le rôle joué par les transferts financiers sur l'activité des femmes en couple, à tout le moins pour les catégories de ménages considérés par l'étude (couples situés entre les 3<sup>ème</sup> et 8<sup>ème</sup> décile de la distribution des revenus). Plutôt qu'à imputer au rôle d'incitations des transferts monétaires les différences entre pays européens en matière d'activité rémunérée des femmes, ce résultat invite à s'intéresser davantage à d'autres facteurs (services, modes de garde, congés parentaux, normes sociales en matière d'éducation, etc.).

**Comparaison des politiques familiales en Europe**

Antoine Math, Christèle Meilland et Jeanne Fagnani (directrice de recherche au CNRS) ont présenté début 2006 un nouveau projet de recherche qui a reçu le soutien de la CNAF. Ce projet qui a débuté en juillet 2006 et se terminera en 2008 vise à

approfondir et actualiser la comparaison des politiques familiales et de leurs évolutions. Ce projet comporte deux volets. L'un, plus quantitatif et basé sur la méthode des cas-types, portera sur une dizaine de pays européens, et s'intéressera en particulier aux effets redistributifs des transferts financiers sociaux et fiscaux en direction des familles. L'autre volet, plus qualitatif, prolongera le premier et visera à approfondir la comparaison France-Allemagne notamment en ce qui concerne les dispositifs légaux et conventionnels d'articulation entre vie privée et vie professionnelle. Une attention particulière sera portée aux évolutions récentes. Un premier rapport intermédiaire est prévu pour juillet 2007.

***d. Accès aux droits, discriminations, politiques migratoires et normes sociales***

*Antoine Math, avec Mouna Viprey du groupe « emploi »*

**Accès aux droits et égalité des droits en matière de protection sociale**

A la suite des travaux menés au sein du consortium Exnota (rapports publiés sur [www.exnota.org](http://www.exnota.org)) dans le cadre du Programme communautaire de recherche, développement et technologie (PCRDT) sur les questions d'accès aux droits et de non-recours aux prestations sociales, Antoine Math assure le suivi depuis plusieurs années des débats et des développements sur la question de l'accès des migrants à la protection sociale.

**Politiques migratoires sélectives de travailleurs et normes d'emploi et de protection sociale**

Plusieurs travaux à l'intersection entre emploi et protection sociale portent sur les politiques migratoires et leurs enjeux sociaux : effets sur les normes sociales appliquées aux migrants concernés eux-mêmes mais aussi par concurrence ou contagion sur celles de l'ensemble du monde du travail. L'orientation principale est d'analyser la relation entre les conditions juridiques et sociales faites aux migrants, leur accès plus ou moins restreint à la protection sociale et à l'emploi et les effets sur les normes pratiquées. Les récents développements des politiques françaises d'immigration font l'objet d'un suivi pour tout ce qui relève des questions d'accès au marché du travail des migrants (et éventuellement au préalable de leur accès au territoire), des conditions et les modes d'utilisation de cette main d'œuvre et des conséquences sociales prévisibles. Sur la question du lien entre situation (précarité) juridique ou administrative et situation (précarité) sociale, plusieurs investigations empiriques ont été menées à partir de certaines catégories administratives ou juridiques de migrants :

*Les salariés détachés envoyés dans le cadre d'une prestation de service*

Antoine Math a publié sur, et continue de suivre, la question du recours croissant aux travailleurs détachés envoyés dans le cadre d'une sous-traitance internationale de services, et les effets de cette évolution sur les normes sociales avec le risque de mise

---

en concurrence directe sur un même territoire de systèmes sociaux différents. Les analyses développées montrent par exemple comment l'application de la règle du pays d'origine pour le paiement des cotisations sociales peut s'avérer très préjudiciable au financement des systèmes de protection sociale. Dans la perspective de politiques d'immigration « choisie », ce statut de salariés détachés constitue aussi un modèle de travailleur migrant sélectionné et temporaire, ayant la particularité d'être placé dans une situation très inégale par rapport aux travailleurs locaux, avec une relation de travail avec l'employeur davantage « bridée » par ce statut singulier.

*Accès au marché du travail des étudiants et rôle du type de statut de travailleur migrant sur les normes sociales*

Autour de la question des discriminations induites par les politiques d'immigration, le travail empirique qui avait été réalisé par Antoine Math et Mouna Viprey (groupe « emploi ») avec des chercheurs extérieurs sur la procédure d'accès des étudiants étrangers au marché du travail à l'issue de leurs études, a fait l'objet de plusieurs valorisations en 2006 (cf. groupe « emploi »). L'analyse qui portait principalement sur la mise en œuvre en pratique d'une mesure de sélection d'une « immigration choisie » et les liens entre les conditions juridiques faites aux étrangers et l'accès au marché du travail, a aussi permis d'analyser la question déterminante – mais souvent ignorée dans les analyses existantes – des différents statuts juridiques de migrants. Les étudiants qui obtiennent le statut de travailleur salarié se voient ainsi plus souvent qu'auparavant accorder une carte de séjour « travailleur temporaire » à la place d'une carte « salarié » ce qui n'est pas sans incidences négatives importantes sur les droits sociaux de ces migrants (par exemple leur impossibilité d'être indemnisé bien que cotisant à l'assurance chômage) mais surtout sur leur degré de dépendance vis-à-vis de leur employeur. Cette question éclaire le sens des évolutions législatives récentes qui privilégient désormais d'attribuer aux migrants davantage de tels statuts juridiques liés à l'emploi.

*e. Santé et assurance maladie (Pierre Volovitch)*

Pierre Volovitch a poursuivi en 2006 ses activités sur l'assurance maladie. Son remplacement à partir de février 2007 (départ en retraite) pourrait être l'occasion de réorienter l'activité vers les questions importantes et insuffisamment prise en compte actuellement des relations entre travail et santé

**Comparaisons internationales des systèmes d'assurance maladie**

Le travail de comparaison internationale sur les réformes de systèmes de santé « Bismarkiens » – en fait Hollandais, Allemand, Autrichien – réalisé conjointement avec la mission « internationale » de la DREES en 2004 et 2005 ont donné lieu à la publication d'un article centré sur la réforme néerlandaise : « Pays-Bas une réforme

---

du système de santé fondée sur la concurrence et la privatisation » dans un numéro la *Revue française des affaires sociales* spécialement consacré au « Réformes et régulation des systèmes de santé en Europe » (n°2-3, avril-septembre 2006).

### **La réforme française de l'assurance maladie**

Le travail de suivi de l'application de la réforme de 2004 a servi de base à des interventions de Pierre Volovitch faites en qualité de chercheur de l'IRES. Dans le cadre de cette activité Pierre Volovitch a pu assister au Congrès national de la FNMF (Lyon, Juin 2006) où la Mutualité a présenté et commencé à tenter de concrétiser le « parcours de santé mutualiste ».

### **La couverture maladie complémentaire (base et complémentaire) et l'aide médicale d'Etat (AME)**

Pierre Volovitch a suivi l'actualité des menaces toujours présentes sur l'AME et a analysé des rapports publiés sur la CMU. Cette année les deux rapports du Fonds de financement de la CMU ; le premier sur les « refus de soins » auxquels sont confrontés les bénéficiaires de la CMU et le second sur la mise en place de « l'aide à la mutualisation » pour les personnes dont le revenu est immédiatement supérieur au seuil CMU ont apporté de nombreuses informations sur les problèmes liés au fonctionnement même du dispositif.

Pierre Volovitch a tenté de synthétiser l'ensemble de ces travaux, et les travaux antérieurs, dans un article sur « L'usage de l'outil économique dans le domaine de la santé » (titre non définitif) à paraître dans le prochain numéro de *La Revue de l'IRES*.

### ***f. Protection sociale, travail et relations professionnelles***

*Jean-Marie Pernot et Pierre Volovitch en collaboration avec des membres du groupe « relations professionnelles ».*

### **Les administrateurs syndicaux dans les caisses locales du régime général de sécurité sociale**

*Pierre Volovitch, Catherine Vincent et Udo Rehfeld du groupe relations professionnelles.*

Dans le cadre d'un appel à projet de la MiRe portant sur la « gouvernance » de la protection sociale Catherine Vincent (groupe relations professionnelles) et Pierre Volovitch ont présenté un projet d'enquête sur les administrateurs syndicaux dans les caisses locales du Régime général. Cette population de militant syndicaux qui occupent une place importante dans la vie interprofessionnelle des organisations syndicale française a, jusqu'à présent, fait l'objet de peu d'intérêt. Après la réponse positive de la MiRe un « groupe de suivi » rassemblant des représentants de toutes les confédérations syndicales qui mandatent des administrateurs dans les caisses locales du Régime général a été mis en place. La mise au point du questionnaire d'enquête et

l'expédition de ce questionnaire (qui n'a pas été une mince affaire car il y a plus de 5 000 administrateurs syndicaux dans les caisses locales du Régime général) ont été réalisés en étroite collaboration avec le « groupe de suivi »<sup>2</sup>. Le questionnaire a été expédié au printemps 2006. Un premier dépouillement a été effectué dont les résultats ont été transmis à la MiRe (Rapport intermédiaire) et aux organisations syndicales au cours du mois de novembre 2006. Un second dépouillement est en cours dont les résultats seront disponibles au début de l'année 2007. La phase qualitative (entretien avec des équipes syndicales de terrain) et la comparaison avec la situation en Allemagne (prise en charge par Udo Rehfeldt – groupe relations professionnelles) sont programmées pour avril-mai 2007. Le rapport final doit être remis à la MiRe en juillet 2007.

### **Relations sociales, syndicalisme, organisations patronales**

*Jean-Marie Pernot*

Durant l'année 2006, à côté de la poursuite de travaux antérieurs, Jean-Marie Pernot a entamé de nouveaux chantiers et préparé des chantiers à venir. Il a beaucoup été sollicité suite à la publication fin 2005 de l'ouvrage « syndicats, lendemains de crise » (Folio, Gallimard). Des conférences, déjeuners débats, présentations diverses ont eu lieu tout au long de l'année sur les thèmes traités dans l'ouvrage et en lien avec la tenue des congrès confédéraux : participation à deux Forums dans le cadre de la préparation du congrès CGT et à un congrès fédéral de la CFDT, débat au Conseil économique et social régional de Lorraine, nombreuses participations à des tables rondes, lors d'émissions de radios et de télévision.

De nouvelles valorisations de l'enquête conduite en 2004 avec Solveig Grimault et Pascal Ughetto sur le Ministère de l'Économie, des finances et de l'industrie (Minéfi) ont été effectuées. Jean-Marie Pernot a été sollicité par l'Institut de gestion publique et de développement économique (IGPDE) pour actualiser certains aspects de l'étude appliqués notamment aux conditions du dialogue social au sein du ministère. En juin, une communication a présenté quelques éléments de l'enquête complémentaire réalisée sur ce point.

Un contrat a été proposé à l'IRES par Liaisons sociales afin de faire réaliser par un ou des chercheurs le compte-rendu analytique des trois congrès confédéraux de l'année 2006 (CGT en avril, CFDT en juin, CFE-CGC en décembre) qui ont été publiés dans une série spéciale de Liaisons sociales. Jean-Marie Pernot a assuré la coordination de l'ensemble et une grande partie de la rédaction des différents comptes-rendus.

Jean-Marie Pernot participe également à l'enquête « flexibilités et syndicalisme », coordonnée par Christian Dufour (voir Groupe relations professionnelles).

---

<sup>2</sup> Et pour la partie expédition avec l'aide précieuse de l'ensemble de personnel administratif et documentaire de l'IRES sans qui cette tâche n'aurait pu se réaliser.



Un colloque sur « Force ouvrière, acteur de la vie contractuelle et du paritarisme (fin des années 1950-début des années 1980) » est en préparation au centre d'histoire sociale du XX<sup>e</sup> siècle. Michel Pigenet et Michel Dreyfus en assure la coordination avec un Comité scientifique dont fait partie Jean-Marie Pernot. Celui-ci doit conduire une recherche à caractère historique débouchant sur une communication sur le thème « Force ouvrière et le refus de l'intégration ». Le colloque doit être l'occasion de mettre en place avec la centrale syndicale de premiers éléments d'archives orales auxquels le chercheur participera.

La DARES prépare pour 2008 le lancement d'un appel d'offre pour un programme de recherche sur le patronat. Ce thème est régulièrement mentionné à l'IRES (voir programme de travail pluri annuel 2005 2010) comme un des axes souhaitables de développement du travail de recherche. L'impulsion par la DARES est essentielle dans un tel domaine. Celle-ci souhaite préparer la rédaction de cet appel d'offre à travers un séminaire restreint à des chercheurs concernés et intéressés par le projet. L'IRES a été saisie à travers deux personnes, Jean-Marie Pernot et Catherine Vincent (du groupe « relations professionnelles ») qui ont accepté, en attendant de s'inscrire l'année prochaine en réponse à l'appel d'offres.

## **2. Salaires et revenus**

*Pierre Concialdi, Jacky Fayolle, Pierre Volovitch*

### ***Séminaire sur les dynamiques salariales***

*(sous la direction de Jacky Fayolle)*

Dans la poursuite du travail réalisé en 2005 sur « négociations et dynamiques salariales comparées en Europe », Jacky Fayolle a proposé et mené à terme l'idée d'un séminaire - journée d'études sur les enjeux salariaux avec les organisations syndicales. Plusieurs interventions ont trouvé leur place dans cette journée en provenance de travaux de l'agence d'objectifs ou de travaux conduits en interne : « Négociations et dynamiques salariales comparées en Europe » (Jacky Fayolle, Michel Husson, Christian Dufour) ; « les pratiques syndicales de la négociation salariale » (Thomas Frinault, Cabinet Penne) ; « L'individualisation de la rémunération: approches économiques et juridiques » (Cecile Aubert et Thérèse Aubert-Monpeyssen) ; « L'état du dossier de l'épargne salariale » (Jean-Marie Pernot, Catherine Sauviat, à partir de leur veille active sur ce sujet) ; « Le coût du travail, la politique de baisse des cotisations sociales en France » (Didier Balsan, Emmanuel Mermet).

### ***Inégalités, précarité et pauvreté***

*Pierre Concialdi, Jacky Fayolle*

Pierre Concialdi et Jacky Fayolle ont régulièrement participé aux travaux du groupe de travail du CNIS « Inégalités sociales et niveaux de vie » dont le rapport doit être soumis à l'Assemblée plénière du CNIS en décembre 2006. Ce rapport prévoit que les

recommandations du groupe de travail feront l'objet d'un suivi et d'une évaluation à un horizon d'un an. Au cours de l'année 2007, Pierre Concialdi participera à ce suivi.

Pierre Concialdi a suivi et participé aux débats autour du Contrat Première Embauche. Il est aussi régulièrement sollicité sur la question des travailleurs pauvres. Ces interventions sont l'occasion de valoriser le contenu de la recherche collective réalisée sur ce sujet à l'IRES. Ces activités se sont concrétisées par plusieurs publications sur le chômage, la précarité et les inégalités (voir bibliographie). Pour l'année 2007, la publication d'un ouvrage de vulgarisation sur la précarité est prévue.

### ***L'évolution des revenus depuis 30 ans***

*Pierre Volovitch*

Suite à une sollicitation de Jacques Freyssinet, Pierre Volovitch a rédigé le chapitre consacré aux revenus (revenus primaire et revenus sociaux) d'un ouvrage publié par la Documentation Française : « Travail et emploi en France ». La commande, était au travers de quatre chapitres (travail, emploi, revenus, représentation collective) de retracer les grandes évolutions sur les trente dernières années. Dans le chapitre sur les revenus les différents travaux de l'IRES ont été utilisés.

### **3. Dimensions internationales**

La dimension internationale est évidemment au centre des nombreux travaux comparatifs menés par les membres du groupe et déjà mentionnés précédemment (retraites, chômage, politiques familiales, enjeux sociaux des politiques migratoires, santé et assurance maladie). Par ailleurs, il y a lieu de mentionner d'autres dimensions internationales (collaborations avec l'étranger, regards sur certains pays étrangers) ne portant pas spécifiquement ou pas seulement sur la protection sociale.

#### ***Syndicalisme international***

*Jean Marie Pernot*

La naissance de la nouvelle Confédération syndicale internationale (CSI) au mois de novembre 2006 a mis l'accent sur la nécessité d'améliorer la connaissance des dynamiques du syndicalisme internationale peu travaillées en France par les chercheurs. Jean-Marie Pernot est souvent sollicité sur le sujet pour de nombreuses activités hors IRES. Il a été sollicité notamment à plusieurs reprises par la CGT notamment, nouvelle adhérente de ce regroupement, le concours du chercheur pour des séminaires de réflexion (en janvier et décembre 2006) ainsi que pour des publications (NVO, Cahiers de l'Institut d'histoire sociale). Jean-Marie Pernot est membre du comité de pilotage d'un séminaire tenu régulièrement depuis deux ans à Paris 1 – Centre d'histoire sociale du XX<sup>e</sup> siècle portant sur les dimensions internationales du syndicalisme. Il a produit deux communications dans ce cadre et participé à de nombreux colloques et manifestations sur ce thème (Marseille, colloque CGT en décembre 2005, colloque universitaire à Amiens en octobre 2006). Il semble

nécessaire pour 2006 de réimporter une partie de ce travail au sein de l'IRES sous des formes à discuter. La deuxième étape d'un travail réalisé par Michèle Descolonges dans le cadre de l'Agence d'objectif CGT sur les accords cadres internationaux offre une opportunité d'approfondir ces thèmes avec des chercheurs de l'IRES (Jean-Marie Pernot, Udo Rehfeldt).

### **Chine**

*Pierre Concialdi*

L'IRES par l'intermédiaire de Pierre Concialdi est associé à un « Programme international de coopération scientifique » (PICS) subventionné par le CNRS pour une durée de trois ans (2005-2007). Ce projet pluridisciplinaire associant des économistes et des sociologues s'inscrit dans le prolongement et l'approfondissement des collaborations nouées dans le cadre d'échanges universitaires franco-chinois et de la constitution d'un réseau financé par la Commission européenne (2002-2005). Il implique des chercheurs français et chinois. Le premier objectif du projet est d'analyser les conditions de mise en oeuvre des politiques publiques sur le plan local dans des zones ayant été frappées par d'importantes restructurations industrielles. Un deuxième aspect de la recherche concerne l'étude des trajectoires et des stratégies développées par les privés d'emploi et les personnes en emploi précaire pour subvenir à leurs besoins et assurer leur sécurité d'existence. Enfin, sur le plan méthodologique, ce projet a aussi pour objectif d'aboutir à la constitution d'un glossaire franco-chinois de la protection sociale, en s'inspirant des travaux réalisés par la MIRE il y a quelques années.

Durant la seconde année du projet, une partie des enquêtes de terrain a été achevée en France et en Chine. L'exploitation de ces enquêtes se poursuivra au cours de l'année 2007. Pour la réalisation du glossaire franco-chinois sur la protection sociale, le travail de l'année 2007 se poursuivra sur la rédaction des fiches spécifiques concernant chacun des termes identifiés. Une collaboration régulière a par ailleurs été engagée avec CAI Chongguo afin de suivre l'actualité économique et sociale de la Chine. Ce suivi s'est concrétisé par la réalisation de deux articles parus dans la *Chronique internationale de l'IRES*.

### **Turquie**

*Antoine Math*

Antoine Math a entamé un projet de suivi des questions économiques et sociales en Turquie, notamment dans la perspective de pouvoir écrire sur ce pays pour la *Chronique internationale*. Ce suivi peut se justifier du seul fait de l'importance économique, démographique et politique de ce pays pour les pays membres de l'Union européenne quel que soit l'avenir que ces derniers lui réserveront. Mais il est dicté également par le fait que les informations données sur ce pays par les média et les chercheurs francophones concernent les relations internationales (adhésion à l'UE, OTAN, Grèce, Chypre, Irak, etc.) ou les questions plutôt « sociétales » (droits de

l'Homme, femmes, kurdes, etc.), mais qu'en revanche très peu d'informations est disponible sur les questions économiques et sociales (réformes du marché du travail, retraites, acteurs sociaux, etc.). Ce projet passe par une phase longue d'apprentissage de la langue turque, ainsi que de défrichage et d'accumulations d'informations et d'analyses sur les dimensions économiques et sociales de ce pays. Cet objectif passera aussi par des collaborations avec des chercheurs, turcs ou non, spécialisés sur la Turquie. Des premiers contacts ont été pris en vue de projets de recherche plus concrets (ils se sont heurtés jusqu'à présent à certaines limites, linguistiques notamment). Une première collaboration a été mise en place avec une chercheuse turque (Ayfer Karayel) ce qui a permis de réaliser un premier article sur le salaire minimum turc dans le numéro spécial de *la Chronique internationale*.

## ACTIVITES ET PROJETS TRANSVERSAUX

---

**Projet « *Stratégies et gouvernance des entreprises, restructurations et politiques industrielles* ».**

**Projet « *Anciennes et nouvelles formes de rémunération salariale* »**

***Actualité internationale des problèmes du travail***

***Centre de documentation***



## **PROJET « STRATEGIES ET GOUVERNANCE DES ENTREPRISES, RESTRUCTURATIONS ET POLITIQUES INDUSTRIELLES »**

*Jacky FAYOLLE, Carole TUCHSZIRER (groupe Revenu salarial),  
Solveig GRIMAUT, Marie RAVEYRE (groupe Travail),  
Florence LEFRESNE, Catherine SAUVIAT (groupe Emploi)  
Udo REHFELDT (groupe Relations professionnelles)*

---

*(voir rapport d'activité 2005, pages 53 et suivantes)*

### **1. Le séminaire *Restructurations***

*Marie RAVEYRE*

#### ***a. Contenu et méthode***

L'objectif du séminaire est de progresser dans l'analyse des dynamiques socioéconomiques des restructurations et d'avancer dans la réflexion quant leur mode de régulation, d'anticipation et d'accompagnement. Il s'agit plus particulièrement d'analyser les conséquences des restructurations du point de vue de l'intérêt des salariés et de s'interroger quant aux modes d'intervention des différents types d'acteurs. Dans quelle mesure les restructurations actuelles sont-elles différentes de celles du passé et, dès lors, comment agir efficacement pour en contrer les effets négatifs, suivant quelles modalités ? Autour de cette question centrale plusieurs axes thématiques sont abordés : modalités et évolution des restructurations ; impact économique, social et territorial ; évaluation de l'efficacité des cadres légaux et des dispositifs d'accompagnement existants.

La méthode choisie a été de créer un espace de réflexion collective, avec l'organisation de journées thématiques, rassemblant des chercheurs de spécialités différentes (économie, sociologie, droit, gestion), des syndicalistes (l'ensemble des organisations syndicales représentatives des salariés), des représentants de différentes institutions (Ministères, services de l'Etat et des collectivités locales, organismes publics), des acteurs d'entreprises, des experts et consultants.

#### ***b. Bilan et perspectives***

Après un premier volet de huit journées de séminaire et la réalisation d'un numéro spécial de *La Revue de l'IRES : Restructurations, nouveaux enjeux* (coordination Raveyre M., 2005), l'année 2006 a été consacrée à un approfondissement de la réflexion et à une valorisation des résultats.

---

La diffusion a été engagée avec, notamment, la participation à des débats et des publications portant sur les restructurations organisés par différents acteurs (Conseil régional Nord-Pas-de-Calais, Emergence-CGT, divers séminaires syndicaux, *La Revue de la CFDT, Travail et Changement -ANACT*).

Dans le cadre de la convention avec le Ministère délégué à la recherche, du programme d'Action Concertée Incitative (ACI) : « Normes, pratiques et régulations des politiques publiques », la collaboration avec l'IDHE de Cachan et les laboratoires associés à ce projet s'est poursuivie, lors de séminaires et groupes de travail internationaux.

Des publications complémentaires ont été réalisées, ainsi que des communications dans des colloques (Raveyre M., « Restructurations : l'action syndicale en question », *Congrès de l'Association Canadienne des Relations Industrielles : Le passé, le présent et l'avenir des relations industrielles*, Université de York, Toronto, Canada ; Raveyre M., « Restructurations : tendances d'évolution » et « Restructurations et territoires : globalisation et réseaux locaux », *Séminaire international : Les restructurations d'entreprise, nouvelles logiques, stratégies d'acteurs et modes d'intervention*, Centre de Recherche Interuniversitaire sur la Mondialisation et le Travail / IDHE, Montréal, Canada)

Les travaux seront développés, en particulier dans une perspective de comparaison internationale. L'organisation de nouvelles journées de séminaire sera envisagée, éventuellement en établissant des collaborations (notamment dans le cadre du projet CAPRIGHT, financé par la Commission Européenne -*cf. infra*-), ainsi que la réalisation d'un ouvrage.

## **2. Gouvernance et restructurations**

*Solveig GRIMAULT, Florence LEFRESNE, Catherine SAUVIAT*

La recherche effectuée dans le cadre de l'appel d'offre de la Dares sur l'anticipation et l'accompagnement des restructurations s'est concrétisée par la réalisation de plusieurs enquêtes de terrain, menées au sein de différentes filiales européennes du secteur énergie du groupe Alstom. L'une d'entre elles a concerné le site historique de Belfort en France tandis que les deux autres ont été réalisées en Pologne (site d'Elbalg) et en Allemagne (site de Mannheim). Cette recherche a fait l'objet d'un rapport intermédiaire remis à la Dares en octobre 2006. Ce dernier retrace les continuités et ruptures dans la gouvernance du groupe Alstom au travers de son histoire, les transformations de son positionnement sur le marché de l'énergie dans un contexte où la déréglementation du secteur dans les années 1990 a considérablement modifié les conditions de l'activité et le processus de restructuration à l'œuvre au sein du groupe, avec une attention particulière à ce qui s'est produit dans les années récentes. Il dépeint les contextes et les enjeux des restructurations propres aux trois sites étudiés. Le rapport définitif sera remis en mai 2007.



Portant sur un groupe multinational d'origine française où les restructurations ont été de forte ampleur sur la dernière période après une situation de quasi-faillite du groupe en 2003, engendrant une conflictualité notable, l'étude comparative des sites montre d'ores et déjà que l'ampleur et les modalités des restructurations (plan de réduction d'effectifs, externalisation, etc.), comme les pratiques de négociation et de conflit, portent la marque d'une forte diversité selon les pays et les systèmes nationaux de gouvernance, notamment les relations professionnelles (France, Allemagne, Pologne), et cela en dépit d'une organisation mondialisée et d'un mode de gouvernance du groupe fortement centralisé. Le contexte de quasi-faillite n'a guère été propice au développement de pratiques d'anticipation des restructurations dans la mesure où les mesures annoncées à l'initiative d'une direction sous pression n'ont pas fait l'objet de concertations préalables et ont même débouché dans un premier temps sur des conflits ouverts. La déclinaison du plan mondial de restructuration par pays a cependant abouti dans certains cas à des résultats différents de ceux initialement proposés, tant du point de vue de l'intensité que des formes privilégiées par les restructurations. Ces résultats sont liés au degré de mobilisation des ressources locales qui laissent des marges de manoeuvre face aux décisions de type top-down imposées par la direction du groupe.

Cette recherche pourra donner lieu à différentes opérations de valorisation (projet de communication à un colloque, organisation d'un séminaire dans lequel plusieurs recherches récentes sur les restructurations en Europe pourraient être présentées).

### **3. L'inscription de l'IRES dans un projet européen intégré**

*Florence LEFRESNE, MARIE RAVEYRE, Catherine SAUVIAT*

Le Projet Intégré CAPRIGHT (*Ressources, droits, capacités : à la recherche de fondements sociaux pour l'Europe*) coordonné par l'IDHE et regroupant 22 laboratoires de recherche dans 13 pays de l'Union européenne a fait l'objet d'une évaluation positive par la Commission et a donc été retenu : la réunion de lancement est prévue en mars 2007. Le programme repose, dans une optique pluridisciplinaire, sur l'intégration de deux approches théoriques : celle des régimes de ressources (B. Friot) et celle de l'inégalité des "capacités" (A. Sen). Les études empiriques programmées portent sur trois domaines principaux : les inégalités de genre, les trajectoires professionnelles et les restructurations. L'IRES participera à deux ateliers du projet. Il s'agira d'examiner, notamment à partir des monographies réalisées chez Alstom, éventuellement étendues à un autre groupe industriel du même secteur d'activité (rapports de concurrence), les liens entre trajectoires professionnelles et restructurations ; et, plus particulièrement avec l'étude de cas de Saint-Gobain, d'aborder la question des restructurations à partir des territoires. Nous prévoyons la tenue d'un séminaire IRES, restituant les travaux empiriques à partir d'une confrontation des approches des différents acteurs de terrain (syndicalistes, responsables de ressources humaines, responsables de formation, experts, chercheurs).



**PROJET « ANCIENNES ET NOUVELLES FORMES DE  
REMUNERATION SALARIALE »**

*Catherine SAUVIAT (groupe Emploi)*

---

**Mondialisation financière, nouvelles formes de rémunération salariale et impact  
sur les stratégies syndicales**

*Catherine SAUVIAT*

Le comportement des fonds de pension et des gestionnaires d'épargne collective, investisseurs institutionnels dont l'activité est réglementée, et leur impact sur la gestion des firmes a déjà fait l'objet de nombreuses études, à l'IRES et ailleurs. Depuis quelques années, des acteurs non pas nouveaux mais dont le rôle dans les opérations de restructuration des entreprises s'est notablement accru, posent de nouveaux défis tant aux organisations syndicales qu'aux autorités réglementaires. Il s'agit d'un type de sociétés de capital risque (les fonds de private equity) qui se procurent des fonds auprès des investisseurs institutionnels traditionnels (fonds de pension), avides de rendements plus élevés, et rachètent des firmes avec un apport de capital limité mais sur la base d'un endettement qui représente souvent plus des deux tiers des fonds propres de l'entreprise acquise (leverage buy out). Ces gestionnaires de fonds s'impliquent beaucoup plus directement que les investisseurs institutionnels traditionnels dans la gestion des entreprises acquises et auprès de leur management, pour les restructurer avant de les revendre ou de les introduire en Bourse à un horizon de 4 à 5 ans, en exigeant des retours sur investissement de l'ordre de 20 à 30 %. Notre projet pour 2007 consistera à analyser le développement de ce marché en France, le type d'acteurs à l'origine de ces opérations de LBO et les conséquences sur les entreprises acquises.



---

## PROJET « ACTUALITE INTERNATIONALE DES PROBLEMES DU TRAVAIL »

---

### 1. Chronique internationale de l'IRES

Responsable Adelheid Hege

Chercheurs de l'IRES et collaborateurs externes participent à la production de la *Chronique Internationale de l'IRES* qui, dans un rythme de publication bimestriel, analyse les évolutions sociales et les débats sociaux majeurs dans les pays étrangers. La publication reste centrée sur les pays à l'économie développée ; les efforts de solliciter des collaborations dans les pays non couverts par l'expertise interne à l'IRES (notamment : pays de l'Est européen) devront se poursuivre en 2007. L'expertise interne, essentielle au projet éditorial de la Chronique, se développe, mais doit faire l'objet d'une association plus équilibrée des chercheurs. Grâce à des coopérations entre chercheurs de l'IRES et chercheurs externes, la *Chronique internationale* a commencé en 2006 la publication d'articles consacrés à la Chine et à la Turquie. Le numéro spécial de 2006 a été consacré au thème du salaire minimum (« Les salaires minima, enjeu international », n°103, novembre 2006). Il s'agissait de mieux comprendre les modes de fixation des normes salariales minima et les débats qui accompagnent leur évolution. Huit pays ont été étudiés : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Turquie. (Les débats d'actualité sur la revalorisation du salaire minimum aux Etats-Unis ont été analysés dans le numéro suivant de la Chronique internationale). Des études nationales ont été complétées par des analyses transversales : salaires minima, modèles sociaux et place de la négociation collective ; comparaison des salaires minima et de leurs évolutions en Europe ; les salaire minima face à la sous-traitance européenne.

### ARTICLES PUBLIES DANS LA CHRONIQUE INTERNATIONALE DE L'IRES en 2006

#### Allemagne

Artus, Ingrid, « Vers la fermeture d'AEG : un drame industriel à l'ère de la mondialisation, n°99, mars, pp.45-54.

Hassenteufel Patrick, « Les mobilisations multiples des médecins », n°99, mars, pp.26-36.

Hassenteufel Patrick, « Consensus introuvable sur la réforme de l'assurance maladie », n°102, septembre, pp.13-20.

Hege Adelheid, « Négociations dans la fonction publique : la grève la plus longue dans un paysage contractuel éclaté », n°99, mars, pp.37-44

Hege Adelheid, « Pères, femmes, enfants, migrants : changement de paradigme et résistances », n°101, juillet, pp.11-21.

Hege Adelheid, « Un salaire minimum dans le pays des hauts salaires », n°103, novembre, pp.105-119.

Rehfeldt Udo, « La grande coalition et son programme économique et social », n°98, janvier, pp. 32-42.

### **Autriche**

Dufour Christian, « La faillite de l'ÖGB et d'une référence des relations professionnelles ? », n°100, mai, pp.12-24.

Wacker Konstantin, « La discussion sur le salaire minimum », n°103, novembre, pp.120-125.

### **Belgique**

Moulaert Thibauld, « Conférence sur la fin de carrière : véritable négociation sociale ou tentative de légitimation de l'action gouvernementale », n°100, mai, pp.35-44.

Moulaert Thibauld, Verly Jean « Le revenu minimum mensuel moyen garanti », n°103, septembre, pp.57-68.

### **Chine**

Cai Chonguo & Pierre Concialdi, « Après la dernière session de l'Assemblée populaire nationale : quels changements ? », n°100, mai, pp.3-11.

Cai Chonguo & Pierre Concialdi, « Les syndicats chinois entre impuissance et immobilisme », n°102, septembre, pp.59-66.

### **Danemark**

Meilland Christèle, « La formation continue des adultes, instrument de politique d'emploi et enjeu des négociations collectives ? », n°101, juillet, pp.23-29.

### **Espagne**

Vincent Catherine, « Une réforme négociée pour lutter contre la précarité », n°101, juillet, pp.3-9.

Vincent Catherine, « Salaire minimum, entre minima sociaux et bas salaires », n°103, novembre, pp.37-45.

### **Etats-Unis**

Fondeur Yannick, « La fin programmée de l'*America's Job Bank*, étape importante dans l'affaiblissement du service public de l'emploi », n°102, septembre, pp.35-41.

Sauviat Catherine, « Grève des travailleurs des transports publics new-yorkais pour la défense de leurs acquis sociaux », n°98, janvier, pp.11-16

Sauviat Catherine, « Restructurations massives dans l'industrie automobile », n°99, mars, pp.3-16.

Sauviat Catherine, « La réforme de la loi sur l'immigration : un compromis politique ardu », n°100, mai, pp.57-67..

Sauviat Catherine, « La réforme du système complémentaire de retraite en capitalisation : un compromis boiteux », n°102, septembre, pp.21-34.

## **Europe**

Pochet Philippe, « Le dialogue social interprofessionnel, une analyse quantitative », n°98, janvier, pp.43-53.

Rehfeldt Udo, « Lente avancée de la Société européenne », n°101, juillet, pp.31-41.

## **Grèce**

Antonopoulou Lila, « Régulations et réformes du système national de santé », n°98, janvier, pp.17-24.

## **Irlande**

Ughetto Pascal, « Irish Ferries jette ses équipages nationaux par-dessus bord », n°102, septembre, pp.42-47.

Ughetto Pascal, « Le partenariat social s'installe dans la durée et évolue », n°102, septembre, pp.48-58.

## **Italie**

Hege Adelheid, « Après les élections, le renouveau incertain des relations professionnelles », n°100, mai, pp.25-34.

## **Mexique**

Husson Michel, « Recomposition du syndicalisme », n°98, janvier, pp.3-10

## **Pays-Bas**

Wierink Marie, « L'épargne « cours de vie », les transitions sur le marché du travail et l'égalité hommes-femmes ? », n°99, mars, pp.17-25.

Wierink Marie, « Le salaire minimum légal, un instrument de protection sociale plutôt que de régulation des salaires », n°103, novembre, pp.46-56.

## **Portugal**

Pernot Jean-Marie, « La rigueur sous tension », n°98, janvier, pp.25-31.

## **Royaume-Uni**

Join-Lambert Odile, « Une nouvelle réforme de l'école », n°100, mai, pp.45-56.

Join-Lambert Odile, « La construction d'un consensus sur la réforme des retraites », n°102, septembre, pp.3-12.

Lefresne Florence, « Le salaire minimum britannique : une institution récente », n°103, novembre, pp.91-104.

## **Suède**

Mantz Timothée, « Des salaires minima élevés déterminés en toute autonomie par les partenaires sociaux », n°103, novembre, pp.126- 135.

## **Turquie**

Karayel Ayfer & Antoine Math, « Le salaire minimum turc en débat », n°103, novembre, pp.69-90.

## **Articles comparatifs et de synthèse**

Dufour Christian, « Quels salaires minima ? Quelle négociation collective », n°103, novembre, pp.3-16.

Husson Michel, « Les salaires minima en Europe », n°103, novembre, pp. 17-27.

Math Antoine, « Le salaire minimum pris au piège de la sous-traitance internationale », n°103, novembre, pp.28-36.

## **2. FONDATION DE DUBLIN & OBSERVATOIRES EUROPEENS**

Les activités réalisées par l'IRES pour la Fondation de Dublin ont connu une évolution avec le nouveau contrat (2006-2008). Dans ce cadre, l'IRES s'est associé à l'ANACT pour répondre à l'appel d'offres qui porte sur quatre activités :

- Observatoire européen des relations industrielles (European Industrial Relations Observatory - **EIRO**)
- Observatoire européen des restructurations (European Restructuring Monitoring - **ERM**)
- Observatoire européen des conditions de travail (European Working Conditions Observatory -**EWCO**)
- la communication avec la promotion des activités de la Fondation de Dublin en France.

L'ANACT poursuivra ses activités sur le suivi des conditions de travail (EWCO) et la communication. L'IRES a un contact en conséquence régulier avec l'ANACT.

### **Les relations avec l'Observatoire Européen des Relations Industrielles (OERI/EIRO) et la Fondation Européenne pour l'Amélioration des Conditions de vie et de Travail (Dublin)**

*Responsables* : Benoît ROBIN, Annie JOLIVET

Les activités réalisées par l'IRES pour l'Observatoire ont évolué et suppose une plus grande réactivité de l'IRES aux sollicitations tandis que le nombre et la longueur de papiers à réaliser se sont trouvés être réduits.

Pour le bon fonctionnement et exécution de ces activités, l'IRES travaille toujours avec :



En amont, un « Comité éditorial » ou groupe de travail réunissant des chercheurs de chacune des équipes de recherche IRES (Annie Jolivet, Yves Lochard, Carole Tuchszirer, Udo Rehfeldt) pour débattre des sujets et des auteurs retenus et l'appui du Centre de Documentation (Sandrine Larroche).

Et, en aval, un Comité de Suivi réunissant des représentants du patronat et des syndicats français ainsi que des représentants de la nouvelle Direction générale du travail et de la DARES dont lors de la dernière réunion, pour porter une appréciation a posteriori sur les travaux et papiers réalisés par l'IRES.

Un guide-aide mémoire à destination des rédacteurs a été réalisé afin de faciliter leurs travaux. Après la phase d'apprentissage pour la Fondation de Dublin et les chercheurs de l'IRES, les quelques difficultés, qui ont émergées, devraient être solutionnées en 2007. Elles tiennent sur des aspects très différents inhérents au changement de traducteur ou encore à la question du choix du sujet traité compte tenu de la diminution du nombre de papiers à rédiger, par exemple.

Sur les douze mois de l'année 2006, il est possible de relever les sujets traités suivants qui sont signalés depuis le site de l'IRES : <http://www.ires-fr.org/files/eiro/pageiro.htm>

#### Les acteurs des relations professionnelles

Les résultats des élections professionnelles dans l'enseignement public	Dominique GUIBERT	FR	0601 106F
49ième Congrès de la CFTC	Benoît ROBIN	FR	0602 101N
Elections professionnelles à la SNCF, un résultat inattendu	Jean-Marie PERNOT	FR	0605 029I
CGT, un congrès de confirmation	Jean-Marie PERNOT	FR	0607 029I
46ème Congrès de CFDT	Christian DUFOUR	FR	0611 019I
Le centenaire du ministère du Travail ouvre des débats sur le dialogue social français	Odile JOIN-LAMBERT	FR	0612 029I

#### Déclarations, projets et annonces de dispositions légales

France : Nouvelles règles de fonctionnement et de contrôle du budget public et de la dette publique	Jean-Marie PERNOT	FR	0602 103F
De nouvelles règles pour les offres publiques d'acquisition	Benoît ROBIN	FR	0604 039I
D'une «immigration subie» à une «immigration choisie»	Mouna VIPREY	FR	0605 039I
Vers une « égalité des chances » légale ?	Christèle MEILLAND	FR	0605 049I
Le CV anonyme diversement accueilli	Yannick FONDEUR	FR	0606 019I
15 000 suppressions de postes annoncées dans la Fonction publique d'Etat	Benoît ROBIN	FR	0607 039I
Plan national d'action sur l'emploi des seniors	Annie JOLIVET	FR	0608 029I
Emploi, pouvoir d'achat, dialogue social : le gouvernement dévoile ses projets	Benoît ROBIN	FR	0609 029I

#### Rapports

Un rapport étudie les liens entre pauvreté, emploi et chômage	Yves LOCHARD	FR	0606 029I
Le rapport Hadas-Lebel sur la représentativité syndicale	Christian DUFOUR	FR	0606 039I

Le rapport Chertier examine les pistes de réforme du dialogue social	Benoît ROBIN	FR	0606 049I
Le rapport Cahuc-Zylberberg sur la formation professionnelle	Florence LEFRESNE	FR	0611 029I

### Négociation collective

Canicule : forte mobilisation sur les conditions de travail, avant de nouvelles négociations ?	Benoît ROBIN	FR	0609 019I
Economie sociale : Accord sur la formation professionnelle tout au long de la vie	Benoît ROBIN	FR	0610 039I
L'accord national sur la diversité en entreprise	Mouna VIPREY	FR	06110 39I
Patronat et syndicats lancent 3 groupes de travail	Benoît ROBIN	FR	0611 049I

### Protection sociale

Vers un renouvellement de l'accord sur l'assurance chômage	Carole TUCHSZIRER	FR	0601 105F
Le placement des chômeurs par des cabinets privés	Carole TUCHSZIRER	FR	0610 019I
Tensions dans les établissements hospitaliers publics et privés	Pierre VOLOVITCH	FR	0610 029I
Le serpent de mer du statut des intermittents du spectacle	Catherine SAUVIAT	FR	0612 039I

### Emploi & salaires et revenus

Echec des négociations salariales annuelles dans la fonction publique d'Etat	Catherine VINCENT	FR	0603 029I
Léger « coup de pouce » pour le salaire minimum	Pierre CONCIALDI	FR	0607 019I
15 000 suppressions de postes annoncées dans la Fonction publique d'Etat	Benoît ROBIN	FR	0607 039I
Décru des chiffres du chômage sur fond d'incertitudes	Benoît ROBIN	FR	0608 039I

### Temps de travail

Accord sur l'aménagement du temps de travail dans la métallurgie	Udo REHFELDT	FR	0604 019I
39 heures hebdomadaires dans la branche des Hôtels-Cafés-Restaurants ?	François MICHON	FR	0612 049I

### Grèves, conflits & mobilisations syndicales

46 jours de grève à la Régie des transports marseillais	Benoît ROBIN	FR	0601 103N
Privatisation de la SNCF : un conflit symbolique	Christian DUFOUR	FR	0602 102N
Energie : le projet de fusion entre Gaz de France et Suez contesté	Benoît ROBIN	FR	0603 039I
Le mouvement des stagiaires en France	Odile JOIN-LAMBERT	FR	0604 029I
Le nouveau contrat de travail pour les jeunes (CPE) est abrogé	Florence LEFRESNE	FR	0605 059I
Tensions dans les établissements hospitaliers publics et privés	Pierre VOLOVITCH	FR	0610 029I

### Les contributions IRES aux études comparatives sur les relations professionnelles

Réponse au questionnaire de l'Observatoire (OERI/EIRO) portant sur les Relations Professionnelles dans le secteur du gaz	Udo REHFELDT Solveig GRIMAULT	FR	0702 019Q
Réponse au questionnaire de l'Observatoire (OERI/EIRO) portant sur l'épargne salariale	Benoît ROBIN	FR	0609 012Q
Réponse au questionnaire de l'Observatoire (OERI/EIRO) portant sur l'analyse comparative du développement de l'emploi, des carrières et des salaires selon le genre	Christèle MEILLAND	FR	0612 029Q
Réponse au questionnaire de l'Observatoire (OERI/EIRO) portant sur les Relations Professionnelles dans le secteur public	Catherine VINCENT	FR	0611 029Q
Réponse au questionnaire de l'Observatoire (OERI/EIRO) portant sur les Relations Professionnelles dans le secteur des chemins de fer	Jean-Marie PERNOT	FR	0608 029Q
Réponse au questionnaire de l'Observatoire (OERI/EIRO) portant sur les Relations Professionnelles dans le secteur de l'agriculture	Benoît ROBIN	FR	0608 019Q
Réponse au questionnaire de l'Observatoire (OERI/EIRO) portant sur les Relations Professionnelles dans le secteur des télécommunications	Udo REHFELDT Solveig GRIMAULT	FR	0606 019Q
Réponse au questionnaire de l'Observatoire (OERI/EIRO) portant sur le télétravail	Benoît ROBIN	FR	0602 104T
Réponse au questionnaire de l'Observatoire (OERI/EIRO) portant sur le rapport annuel 2005 des relations professionnelles	Christian DUFOUR	FR	0601 104F
Réponse au questionnaire de l'Observatoire (OERI/EIRO) portant sur les indicateurs (salaires, temps de travail, conflits du travail)	Benoît ROBIN	FR	0601 102U

## Les relations avec l'Observatoire Européen des Restructurations (ERM) et la Fondation Européenne pour l'Amélioration des Conditions de vie et de Travail (Dublin)

*Responsables : Benoît ROBIN, Marie RAVEYRE*

Les travaux sur les restructurations qui constituent un champ nouveau -dans ce cadre contractuel- d'études, de suivi et d'analyses pour la Fondation de Dublin, se déclinent en deux types d'activités avec :

- chaque semaine, une fiche détaillée pour recenser en « temps réel » les restructurations sur le territoire national. Le champ couvert porte sur tous les cas qui concernent :

toutes les formes de restructuration résultant d'annonces de :

- fermeture ou risque de fermeture : liquidation judiciaire, redressement judiciaire, continuation ou poursuite d'activité, etc.
- fusion, absorption, acquisition, cession, etc.
- externalisations : recours à la sous-traitance, délocalisations (mêmes partielles), etc.
- plans de développement : co-entreprise, etc.

en emplois :

- plus de 100 suppressions d'emplois dans les entreprises de moins de 250 salariés ou affectant plus de 10% des effectifs d'entreprises de plus de 250 salariés,
  - plus de 100 créations d'emplois...
- chaque année, des réponses à des questionnaires portant sur des dimensions spécifiques ou sectorielles en lien avec les restructurations ou les mutations industrielles.

Les contributions IRES aux études comparatives sur les restructurations

<u>Titre</u>	<u>Auteur</u>	<u>Pays</u>	<u>Année/Mois/Réf. Papier</u>
Réponse au questionnaire de l'Observatoire (ERM) portant sur les acteurs (privés : entreprises, organisations d'employeurs, salariés, organisations syndicales et publiques : Etat, Délégations et cellules ad hoc interministérielles, Agences, Collectivités locales) dans le cadre des restructurations	Benoît ROBIN	FR	0612 039Q
Réponse au questionnaire de l'Observatoire (ERM) portant sur les politiques publiques nationales et locales d'aides et de soutiens à la création d'emplois dans le cadre des restructurations	Benoît ROBIN	FR	0612 029Q
Réponse au questionnaire de l'Observatoire (ERM) portant sur les mesures individuelles à disposition des salariés dans le cadre des restructurations	Benoît ROBIN	FR	0611 039Q
Réponse au questionnaire de l'Observatoire (ERM) portant sur le cadre juridique des restructurations	Marie RAVEYRE	FR	0608 039Q

Si l'engagement temporel dans la phase d'apprentissage et le « coût » d'investissement sur l'ensemble des activités menées avec la Fondation de Dublin ne sont pas négligeables, l'expérience de l'IRES, dans le cadre de cette relation contractuelle avec la Fondation de Dublin, participe à part entière à la valorisation des compétences accumulées par l'Institut dans le champ des relations professionnelles et des restructurations.

Il convient de souligner que le fait que l'IRES soit centre national correspondant de Dublin, est aussi une ressource permettant l'échange d'informations et de connaissances avec d'autres centres, en vue du développement d'études comparatives de nature scientifique et de coopérations.

## CENTRE DE DOCUMENTATION

*Benoît ROBIN, Sandrine LARROCHE, Dominique GUIBERT*

---

L'activité du Centre de Documentation menée par l'équipe du Centre de Documentation de l'IRES durant l'année 2006 s'est développée suivant les différents axes de travail définis dans le programme d'activité annuel de l'Institut et de son programme scientifique à moyen-terme (PSMT 2005-2009).

Ce pôle d'activité de l'Institut qui en constitue l'un de ses poumons, a ainsi mené de front :

- la poursuite de ses missions en matière d'accueil, de conseil documentaires,
- l'enrichissement du fonds documentaire avec la nouvelle série documentaire ( « F » ) des documents disponibles en version électronique (à partir du logiciel BCDI) en plus des abonnements et des ouvrages en support papiers,
- le soutien documentaire dans un cadre collectif au travers du *Bulletin bibliographique hebdomadaire des Nouveautés* de l'IRES,
- la communication d'une documentation et d'une information personnalisée en fonction des préoccupations et des centres d'intérêt scientifiques permanents des chercheurs,
- la constitution de dossiers, fruits de résultat de recherches *ad hoc*, inhérents à des travaux ponctuels ou périodiques,

Et, la mise en œuvre des objectifs nouveaux, tels ceux visant à :

- accroître la visibilité et la lisibilité tant du fonds documentaire que du panel d'outils documentaires anciens et nouveaux, disponibles à l'IRES via deux guides dont un est accessible en ligne sur le site de l'IRES et a fait l'objet d'une publication diffusée en direction des utilisateurs sous la forme d'un Document de Travail IRES (N° 06.05)  
<http://www.ires-fr.org/files/publications/doc%20travail/doctravailires.htm> ;
- développer la veille électronique et à rendre compte des résultats de ces travaux dans une Newsletter périodique ;

Tandis qu'avec l'élargissement des activités de l'IRES dans le cadre contractuel avec la Fondation de Dublin sur le suivi des restructurations en plus des travaux réalisés sur les relations professionnelles, les sollicitations se sont accrues.

L'équipe du Centre de Documentation de l'IRES, composée de deux documentalistes et d'un responsable, ne manque pas d'idées et de propositions afin d'élargir et d'améliorer l'offre de services en direction des usagers du Centre de Documentation. Son effectif se trouve dans une configuration minimale afin d'assurer pleinement les différentes missions qui lui sont assignées même si les nouvelles technologies ont pu transformer, entre autre, la nature et le contenu des sollicitations des usagers du Centre en direction de l'équipe documentaire et donc, de leurs relations.

Ainsi, si le guide de la recherche documentaire réalisé en 2006 ou l'accès électronique (via l'agrégateur de presse *Factiva* depuis l'hiver 2005-2006) à plus d'une centaine de journaux français et étrangers offrent aux chercheurs de l'IRES la possibilité d'une plus grande autonomie dans leurs travaux, l'équipe du Centre de Documentation de l'IRES est soucieuse que les chercheurs de l'IRES comme les autres usagers potentiels (tels les chercheurs d'autres équipes, de même qu'à leurs Centres de Documentation et leurs Bibliothèques ou encore à des étudiants des derniers cycles universitaires ainsi que bien évidemment aux Membres de l'IRES des Organisations Syndicales constitutives de l'Institut) recourent et plébiscitent davantage le fonds documentaire de l'Institut compte tenu de sa richesse.

### **LES RESSOURCES DOCUMENTAIRES :**

Après tout un travail de recensement, de détection et d'évaluation des besoins en matière de ressources documentaires et/ou électroniques, initié en 2005 et prolongé en 2006, il a été recherché les moyens de mettre en adéquation ces besoins et l'offre susceptible d'être offerte dans un cadre budgétaire contraint.

Ainsi, en réactivant ou en multipliant des échanges de publications, d'un côté et d'un autre côté, en tenant compte des services qu'offrent certains accès électroniques à l'instar de l'agrégateur de presse *Factiva* ou encore de Centres de Documentation ou de Bibliothèques à l'instar de la *Bibliothèque de Sciences Po.*, il a été possible d'assurer la continuité d'accès aux collections majeures du fonds documentaire voire d'en acquérir de nouvelles. Mais, la gestion et le choix des abonnements se complexifient et deviennent de plus en plus délicats sous l'effet :

- du développement du nombre de revues et de collections -malgré la subsistance de certaines d'entre elles uniquement dans un format électronique-;
- de l'accroissement des prix de certaines publications et en particuliers de revues étrangères anglo-saxonnes, dont pour nombre d'entre-elles, les prix augmentent de plus de 20% annuellement.

Par ailleurs, le suivi attentif des acquisitions d'ouvrages où chaque fois qu'il était possible de faire valoir auprès des éditeurs et/ou des auteurs qu'au travers son Bulletin bibliographique hebdomadaire : le *Bulletin des Nouveautés*, l'attrait qu'ils remettent à l'IRES gracieusement ceux-ci afin que le Centre de Documentation de l'IRES signale la sortie de tel ou tel nouvel ouvrage et en assure ainsi la promotion, a permis d'enrichir en nombre encore plus substantiellement le fonds de l'Institut. Entre décembre 2005 et décembre 2006, le nombre d'ouvrages est passé de 12 800 à quelques 14 800, soit une augmentation de +15% en un an !

Dans les premiers mois de l'année 2007, le Centre de Documentation de l'IRES aura enregistré :

- la 61 000<sup>ème</sup> notice,
- le 15 000<sup>ème</sup> ouvrage,
- le 500<sup>ème</sup> support électronique.

### **LA VALORISATION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES ET LE RENFORCEMENT DES MISSIONS DE L'EQUIPE DOCUMENTAIRE :**

Le Centre Documentation, soucieux en permanence de faciliter l'accès et la recherche de l'information pertinente, compte s'appuyer sur les transformations du site web en un site dynamique en 2007 pour apporter son concours à la valorisation de ses ressources documentaires et de ses publications. En effet, la possibilité de consulter en ligne l'ensemble de la base documentaire de l'IRES depuis le site web constitue une évolution importante pour un service supplémentaire en direction des usagers actuels :

- Les chercheurs de l'IRES,
- Les responsables syndicaux des organisations syndicales constitutives de l'IRES,
- Les chercheurs et universitaires d'autres laboratoires de recherche en France, en Europe ou dans le monde,
- Les Centres de Documentation et Bibliothèques avec lesquels l'IRES entretient des coopérations,
- Les étudiants à partir du 3<sup>ème</sup> cycle,
- Les organismes officiels et institutionnels,
- Les journalistes.

Cela supposera implicitement que les ressources soient disponibles, les emprunteurs soient bien identifiés et que les délais des emprunts soient collectivement mieux respectés afin de limiter tout risque d'appauvrissement du fonds documentaire. Ainsi, un effort sera entrepris dans la gestion des prêts et la gestion des commandes d'ouvrages afin d'assurer une meilleure rotation des documents du fonds de l'IRES dans un cadre souple, mais avec une discipline collective, tout en identifiant plus précisément les besoins individuels.

Si la mise en ligne sur le site web de l'IRES de sa base documentaire n'est pas une fin en soi, l'équipe du Centre de Documentation de l'IRES souhaite s'appuyer sur cet outil afin de renforcer ses missions en direction de ses usagers et des réseaux dans lesquels le Centre de Documentation est impliqué et s'investit.

Dans le cadre du réseau documentaire du *Polytechnicum* de Marne-la-Vallée ([www.polytechnicum.org/](http://www.polytechnicum.org/)) dénommé *Polydoc.*, l'IRES a participé à l'élaboration d'un guide et au niveau site internet. En 2007, d'autres projets (telles : la réalisation d'un catalogue, l'offre de formation) devraient voir le jour afin d'accentuer la mutualisation des ressources documentaires et en particulier par la voie électronique.

Dans le cadre du Collectif des Centres de Documentation en Histoire Ouvrière et Sociale (CODHOS : [www.codhos.asso.fr/](http://www.codhos.asso.fr/)) en lien avec le mouvement syndical, au travers la participation et l'implication directe de l'IRES dans les activités du Collectif avec le concours du Centre d'Histoire Social du XXème siècle (CHS Paris I/CNRS) et des archives nationales, des travaux conséquents sont menés afin de constituer et de préserver la mémoire collective du mouvement ouvrier. L'Institut a accueilli, pour la première fois, l'Assemblée générale annuelle du CODHOS le 9 juin 2006 lors de laquelle, sur proposition de l'IRES, Odile JOIN-LAMBERT est intervenue sur les difficultés et problèmes méthodologiques posés aux chercheurs dans leurs travaux et l'exploitation d'archives, et notamment des archives orales.

En complément de l'information, de la sensibilisation et de l'accompagnement de la mise en ligne sur le site web de l'IRES de la base documentaire et plus largement, d'autres initiatives comme la diffusion au-delà de l'IRES de la *Newsletter* du Centre de Documentation ou l'ajout ponctuel au *Bulletin des Nouveautés* de résultats de recherches bibliographiques, le Centre ambitionne d'étudier l'idée de créer un groupe de travail portant sur la veille électronique se fixant des objectifs précis en associant largement celles et ceux qui à l'IRES seraient intéressés, mais également d'autres professionnels de Centres de Documentation ou de Bibliothèques notamment.

En lien avec le Bureau de l'IRES et les Conseillers techniques des organisations syndicales, le Centre de Documentation de l'IRES proposera de faire le tour de leurs Centres de Documentation, entre autre, afin d'identifier les besoins nouveaux qui sont apparus récemment de leurs côtés et auxquels le Centre de Documentation de l'IRES pourrait leur offrir une aide.



## Annexe 1

### Publications

#### Groupe « Relations professionnelles »

##### *Ouvrages*

Dufour Christian, Adelheid Hege, Sofia Murrhem, Wolfgang Rudolph, Wolfram Wasserman (2006) *Les relations sociales dans les petites entreprises. Une comparaison France, Suède Allemagne*, PIE Peter Lang, Bruxelles.

##### *Articles de revue*

Dufour Christian (2006) « Quels salaires minima ? Quelle négociation collective ? » *Chronique internationale de l'IREs*, n°103, novembre 2006

Dufour Christian, Hege Adelheid, "La représentation collective, pour quoi faire?" *Sociétal*, n°53, juillet 2006, pp.96-99

Dufour Christian, Adelheid Hege (2006) "Impieghi precari, impiego standard e ruolo del sindacati" *Quaderni rassegna sindacale*, n°3, pp. 25-49.

Pernot Jean-Marie, Christian Dufour (2006) « Le congrès de la CFDT » *Liaisons sociales*, (à paraître)

Udo Rehfeldt (avec Isabel da Costa), « La négociation collective transnationale européenne chez Ford et General Motors », in *Connaissance de l'emploi* (Centre d'Etudes de l'Emploi) N°35, Octobre 2006.

Udo Rehfeldt (avec Isabel da Costa), « European Works Councils and transnational bargaining about restructuring in the auto industry », in *Transfer 2-2007*, à paraître.

##### *Participation à des ouvrages collectifs :*

Dufour Christian (2006) « Reduction of Working Time in France : a Lone Knight » in Keune, Maarten and Béla Galgóczi (ed.) *Collective bargaining on working time. Recent European experiences*, Brussels: ETUI-REHS, 2006, pp. 93-106

Dufour Christian (2006) « Frankreich und die EU-Osterweiterung, Nachlese zum Verfassungsreferendum » in Manfred Flore et alii *Beiträge einer Kontroverse über Konsequenzen und Gestaltungsmodelle der europäischen Erweiterung*, secolo Verlag, Osnabrück

Dufour Christian (2006) « Les comités d'entreprise » *Alternatives Economiques*

Hege Adelheid, Christian Dufour (2006), „Akteure und Sozialbeziehungen in französischen Betrieben mit und ohne institutionalisierte Interessenvertretung in I. Artus, S.Böhm, S.Lüking, R. Trinczek (Hrsg.), *Betriebe ohne Betriebsrat. Informelle Interessenvertretung in Unternehmen*. Frankfurt am Main, New York, Campus-Verlag, pp.333-362.

Hege Adelheid und Christian Dufour (2006) "Fachkundige Betriebsräte : Fachkompetenz wofür und für wen ? Interessenvertretung im Zeitalter der Globalisierung » in U. Schönbauer, M. Vlastos (Hrsg.) *Der neue Antikapitalismus* ÖGB Verlag, Wien, pp. 175-184.

Hege Adelheid (2006), „Le modèle social allemand au défi de l'unification“ in A. Hege, A. Kimmel, S. Martens, H. Utterwedde *Regards sur l'Allemagne unifiée*, La Documentation française, coll. Etudes, pp.47-85.

Hege Adelheid (2006) « La représentation collective en Allemagne », in *Agir avec son comité d'entreprise, Alternatives économiques*.

Udo Rehfeldt (avec Isabel da Costa), « European Unions and American Automobile Firms », in Labor and Employment Relations Association (LERA), Adrienne E. Eaton (ed.), *Proceedings of the 58<sup>th</sup> Annual Meeting*, LERA Series, University of Illinois, 2006, pp.105-112.

Udo Rehfeldt» (avec Isabel da Costa), « Syndicalisme : de la diversité nationale au regroupement mondial , in : José Allouche (ed.), *Encyclopédie des Ressources humaines*, Paris (Editions Vuibert), 2<sup>e</sup> édition, 2006.

### ***Documents de travail et rapports de recherche***

Udo Rehfeldt (avec Isabel da Costa), *Syndicats et firmes américaines dans l'espace social européen : des comités d'entreprise aux conseils mondiaux*. Rapport final pour le Commissariat Général du Plan, Noisy-le-Grand (Centre d'Etudes de l'Emploi), Janvier 2006.

Udo Rehfeldt (avec Herman Knudsen et Torsten Müller), *Converting MAN B&W Diesel AG into MAN Diesel SE. Negotiations and agreements on employee involvement*. Rapport au SEEurope Network, Bruxelles (Institut Syndical Européen), Octobre 2006.

Udo Rehfeldt (avec Sandra Schwimbersky), *Case Study Report on Plansee SE*, Rapport au SEEurope Network, Bruxelles (Institut Syndical Européen), Juillet 2006

## **Groupe « Emploi »**

### ***Participation à des ouvrages collectifs, coordination d'ouvrages***

**Husson M.** (2006) Die Widersprüche der Globalisierung und die Konkurrenz Europa-Amerika in Klein A. & Kleiser P. (Hrsg.) *Die EU in neoliberaler Verfassung*, ISP, Köln.

**Husson M.** (2006) « La concurrence mondialisée et le chômage », in Garrouste L., Husson M., Jacquin C., Wilno H., *Supprimer les licenciements*, Syllepse.

**Husson M.** (2006) « Finance, hyper-concurrence et reproduction du capital », in de Brunhoff S., Chesnais F., Duménil G., Lévy D., Husson M., *La finance capitaliste*, PUF/Actuel Marx.

**Husson M.** (2006) « La flexibilité, un remède au chômage ? », in Husson M. (dir.), *Travail flexible, salariés jetables*, La Découverte.

**Jolivet A.** [avec **Guillemard A.M.**] (2006), « De l'emploi des seniors à la gestion des âges », *Problèmes politiques et sociaux*, n° 924, mai.

**Jolivet A.** (2006), "La gestion des salariés vieillissants ", in J. Allouche et alii (eds) *Encyclopédie des ressources humaines*, 2<sup>ème</sup> édition, Vuibert.

**Lefresne F.** (2006) [avec **Charpentier P., Lallement M., Loos-Baroin J.**] « The French 35-Hour Week: a Decent Working Time Pattern? Lessons from Case Studies », in Boulin J.Y., Lallement M., Messenger J., Michon F. eds, *Toward Decent Working Time*, Geneva, ILO edition, mai.

**Lefresne F.** (2006) [avec **Tuchszirer C.**], "Dynamiques d'insertion et politiques d'emploi : une comparaison de six pays européens (Belgique, Danemark, Espagne, Italie, Pays-bas, Royaume-Uni) » in [Dang Ai-Thu](#), [Outin Jean-Luc](#), [Zajdela Hélène](#) (coord.), *Travailler pour être intégré ? Mutations des relations entre emploi et protection sociale*, CNRS Économie, Paris, septembre.

**Lefresne F.** (2006) « Le modèle britannique permet-il de créer des emplois ? » in M. Husson (dir.), *Travail précaire, salariés jetables*, collection « Sur le vif », La Découverte, Paris, octobre.

**Lefresne F.** (2006) « L'emploi des jeunes : parcours et dispositifs », La jeunesse, questions de société/questions de politique, *La Documentation Française, collection Etudes, Paris (à paraître en mars 2007)*.

**Michon F.** [avec **Boulin J.Y., Lallement M., Messenger J.**], ed. (2006), « *Decent Working time. New trends, new Issues* », ILO, Geneva.

**Michon F.** [avec **Boulin J.Y., Lallement M.**], (2006), « Decent working time in industrialized countries: issues, scopes and paradox », in Boulin J.Y., Lallement M., Messenger J., Michon F. (ed.), « *Decent Working time. New trends, new Issues* », ILO, Geneva.

**Michon F.** (coord.) *La Revue de l'IRES* n° 49, 2005/3, *numéro spécial « Les longues durées de travail. Enjeux et conséquences »*

**Michon F.** (2006) « Temporary agency work in Europe », in Gleason Sandra E. (ed), « *Shadow work force* », Kalamazoo (MI), W.E. Upjohn Institute for Employment Research.

**Michon F.** (à paraître), « Marchés du travail, inégalités, insécurités. 50 ans de socio-économie du travail en France », Bruxelles, Institut des Sciences du Travail (Actes du colloque organisé à l'occasion des 50 ans de l'Institut des Sciences du Travail de l'Université Libre de Bruxelles, « 50 ans d'évolution du travail, de la semaine de 5 jours à la Directive Bolkestein », 28 avril 2005, Bruxelles)

---

**Articles dans de revue à vocation scientifique**

**Fondeur Y.** (2006) « Emploi des jeunes : une mise en perspective », *Revue de la Ligue des droits de l'Homme*, n° 135, juillet-sept. 2006.

**Fondeur Y.**(2006) Le recrutement par Internet face au dilemme transparence/bruit", *Personnel*, n° 472, septembre 2006.

**Fondeur Y.** [avec Minni C.], « L'accès des jeunes à l'emploi », *Données Sociales 2006*, INSEE.

**Fondeur Y.** (2006) « Les jeunes en première ligne du marché du travail », *Les grands dossiers de Sciences Humaines*, n° 4, septembre-octobre-novembre 2006.

**Fondeur Y.** [avec Carole Tuchszirer], (2006) Internet et les intermédiaires du marché du travail", *La lettre de l'IRES*, n° 67, avril 2006.

**Fondeur Y.** (à paraître), « Internet, réseaux sociaux et marché du travail », *La revue de l'IRES*, numéro spécial "Internet, recrutement et recherche d'emploi".

**Jolivet A. Volkoff S.** (2006), « Les PME et la gestion des âges - Une enquête en Picardie », *Connaissance de l'emploi*, n° 30, mai.

**Jolivet A.** (2006), « Usages nationaux des sorties anticipées liées à la santé : les exemples suédois et néerlandais », *Retraite et Société*, n° 49, octobre.

**Lefresne F.** (2006) « Les transformations de l'emploi salarié », *Le modèle social français*, Les Cahiers Français, La documentation Française, février.

**Lefresne F.** (2006) « Précarité pour tous, la norme du futur ? », *Le Monde diplomatique*, mars.

**Lefresne F.** (2006) « Flexibilité versus rigidité : les faux-semblants de la comparaison France/Royaume-Uni », *L'observatoire de la société britannique*, Revue de civilisation britannique contemporaine, n° 2, juin.

**Lefresne F.** (2006) « The peer review procedure: some thoughts on the analysis and dissemination of good practices in the framework of the European Employment Strategy, *Transfer*, European Review of Labour and Research Quarterly of the ETUI-REHS Department, Volume 12, Number 3, Autumn.

**Lefresne F.** (2006) « Les nouvelles normes de l'emploi » *Société Française*, Les grands dossiers, n° 4, septembre-octobre-novembre.

**Lefresne F.** (2006) « Lire l'ouvrage *Les effets de l'éducation* de Christian Baudelot et François Leclercq », in *Les Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, n° 5-2006, Revue internationale de sciences sociales, septembre.

**Lefresne F.** (2006) « Le contrat de travail en question » coll. *Regards sur l'actualité, Batailles pour l'emploi*, n° 324, La documentation Française, octobre.

**Lefresne F.** (2006) « A propos de l'ouvrage *Le travail non qualifié, Permanences et paradoxes*, sous la direction de Dominique Méda et Francis Vennat, La Découverte, 2004 » in *Economie et Société*, n° 27, Série AB Economie du travail.

**Meilland C. Viprey M.** [avec **Lochard Y.**] (2006) « La tête de l'emploi », *La lettre de l'IRES*, n° 69, octobre 2006.

**Sauviat C.** (2006) « La fin de l'après-Enron ? » à paraître dans *Finance et Bien commun*, n° 25, hiver 2006/2007.

**Viprey M.** (2006) « Une immigration choisie est-elle économiquement tenable ? », *Politis*, 4 mai 2006.

**Viprey M.** (2006) [avec **Math A., Slama S. et Spire A.**] « La fabrique d'une immigration choisie. De la carte d'étudiant au statut de travailleur étranger (Lille et Bobigny, 2001-2004) », *Revue de l'IRES* n°50, 2006/1

### ***Documents de travail, Rapports de recherche, Actes de colloque***

**Husson M.** [avec **Chagny O.**] (2006) Economic and Employment Policies and Performances in four European Countries: The German Case, *Rapport intermédiaire sur l'Allemagne*, projet Saltsa.

**Lefresne F.** (2006) Economic and Employment Policies and Performances in four European Countries: The British Case, *Rapport intermédiaire sur le Royaume-Uni*, projet Saltsa.

**Meilland C., Viprey M.** [avec **Lochard Y.**] (2006) « La tête de l'emploi », *Rapport final pour la Dares*, mars 2006.

**Sauviat C.** (2006) « Le rôle des salariés dans la gouvernance des entreprises en France : un débat ancien, une légitimité en devenir », *Document de travail IRES*, n° 06.02.

**Sauviat C.** (à paraître) « La chute d'Andersen : un dégât collatéral d'Enron, dans un contexte de transformation majeure de la profession et du marché de l'audit », *actes du colloque ISIRES* du 31/03/2006.

**Sauviat C.** (à paraître) « Union pension power and shareholder activism : can the US experience be a model », *International meeting of Economic Sociology and Sociology of Finance (CISEF)*, Federal University of Sao Carlos, 17-20 October 2006, Actes du colloque.

**Viprey M.** (2006) [avec **Math A., Slama S. et Spire A.**], « De la carte d'étudiant au statut de travailleur étranger. Les étudiants étrangers sollicitant un changement de statut à Lille et à Bobigny (2001-2004) », *Document de travail IRES* n° 06.04, septembre 2006 [rapport de recherche dont la synthèse a été publiée par la Direction population et migrations du ministère des affaires sociales : *Les synthèses des travaux sur l'immigration*, Direction de la Population et des Migrations [www.social.gouv.fr/IMG/pdf/etude\\_ires\\_synthese\\_072005.pdf](http://www.social.gouv.fr/IMG/pdf/etude_ires_synthese_072005.pdf)]

## Groupe « travail »

### Ouvrages

Chatriot A., **Join-Lambert O.**, Viet V. (dir.), *Les politiques du Travail. Acteurs, institutions, réseaux (1906-2006)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2006.

### Participations à des ouvrages collectifs

**Join-Lambert O., Lochard Y., Raveyre M., Ughetto P.**, « Le musée pour tous : enjeux professionnels d'une politique publique », in Le Bianic T., Vion A., *Action publique et légitimité professionnelle*, (à paraître).

**Join-Lambert O., Lochard Y.**, « Les apports de l'expérience. Les savoirs en action d'une association d'habitants dans les années 1960-1970 », in Olivier Ihl (dir.), *Les « sciences » de l'action publique*, Presses universitaires de Grenoble, coll. Symposium, 2006, p. 187-204.

**Join-Lambert O.**, « Les sources orales et l'histoire sociale », in Florence Descamps (dir.), *Les sources orales et l'histoire. Récits de vie, entretiens, témoignages oraux*, Bréal, 2006, p. 165-210.

**Join-Lambert O.**, « Le ministère du Travail et celui de l'Education nationale face aux risques professionnels dans l'enseignement technique (1946-1982) », in Alain Chatriot, Odile Join-Lambert, Vincent Viet (dir.), *Les politiques du Travail. Acteurs, institutions, réseaux (1906-2006)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2006.

**Join-Lambert O., Lochard Y.**, « Living in the City Differently : Birth of New Expertise in France in the 1960s and 1970s », in Alain Chatriot, Marie Chessel, Matthew Hilton (dir.), *The Consumer Expert*, London, Ashgate, 2006, p. 167-185.

**Raveyre M., Ughetto P.**, « On est toujours dans l'urgence : surcroît ou défaut d'organisation dans le sentiment d'intensification du travail ? in Askenazy P., Cartron D., De Coninck F., Gollac M. (dir.), *Organisation et intensité du travail*, Octares. (Collection : Entreprise, travail, emploi), Paris. 2006.

**Ughetto P.**, « La marque en actes dans la grande distribution », in A. Bidet, A. Borzeix, T. Pillon, G. Rot, F. Vatin (dir.), *Sociologie du travail et activité*, Toulouse, Octarès.

**Ughetto P.**, « Action et interprétation, bases d'un rapprochement paradigmatique entre hétérodoxies ? », in F. Eymard-Duvernay (sous la dir.), *L'économie des conventions, méthodes et résultats*, t. 1, « Débats », Paris, La Découverte, coll. Recherches, 2006.

**Zarifian P.**, « Services de transport et territoires : le responsable de ligne et son équipe au sein de l'activité TER de la SNCF. », In Edith Heurgon (sous le dir.), « *Le développement durable, c'est enfin du bonheur* », Paris, éditions de l'Aube, avril 2006, p. 265 à 276.

**Zarifian P.**, « Travail, modulation et puissance d'action », in Arlette Bouzon (sous la dir.), « *La communication organisationnelle en débat* », Paris, éditions L'Harmattan, septembre 2006, p. 47 à 76.

### *Articles dans des revues à vocation scientifique*

**Join-Lambert O.**, « L'ouverture aux publics des musées (1959-1981) : missions et statut des conservateurs en question », *Le Mouvement social*, n° 216, juillet-septembre 2006, p. 53-73

**Raveyre M.**, « La construction de réseaux locaux, le cas de la politique territoriale de Saint-Gobain », *Sociologies Pratiques*, numéro thématique : Les réseaux sociaux des organisations, N° 13. 2006.

**Raveyre M.**, « Restructurations, grands groupes et territoires, -de l'utilité de la construction d'espaces de coordination localisés- », *Géographie, Economie et Société*, numéro spécial : « Mondialisation, restructurations et gouvernance territoriale », n°4, 2006.

**Ughetto P.**, « La performance publique entre l'économique et le politique. Le cas des musées », *Politiques et management public*, vol. 24, n° 1, mars 2006.

**Ughetto P.**, « La relation de service au client, source inévitable de contrainte pour les travailleurs ? », *Relations industrielles/Industrial Relations*, vol. 61, n° 3, été 2006.

**Ughetto P.**, « Sociologie économique et économie politique », *Interventions économiques*, n° 033, 01/2006  
([http://www.teluq.quebec.ca/pls/inteco/rie.entree?vno\\_revue=1&vno\\_numero=41](http://www.teluq.quebec.ca/pls/inteco/rie.entree?vno_revue=1&vno_numero=41)).

### *Documents de travail, rapports de recherche*

**Grimault S.**, « Sécurisation des parcours et sécurité sociale professionnelle : enquête auprès des organisations syndicales », IRES, *Document de travail* n°06.06, décembre 2006.

**Lochard Y., Ughetto P.** « Comment les directeurs de magasins recrutent. Critères et modalités de l'embauche », IRES, *Document de travail* n° 06.03, juin 2006.

**Lochard Y., Meilland C. et Viprey M.**, *La tête de l'emploi. Discriminations raciales et marchés du travail : les salariés hautement qualifiés dans les télécommunications et à l'hôpital*, Rapport pour la DARES en réponse à l'appel d'offre DARES-FASILD-GELD, mars 2006.

## **Groupe « Revenu salarial »**

### *Ouvrage*

Pierre Concialdi (ouvrage collectif), *Pauvreté et inégalités*, Attac, Mille et une nuits, 2006.

***Participations à des ouvrages collectifs:***

Pierre Concialdi, « La France précarisée : un état des lieux », in Michel Husson (dir.), *Travail flexible, salariés jetables*, La Découverte, 2006, pp. 17-27.

Pierre Concialdi, « Comment des centaines de milliers de chômeurs sont basculés des catégories ‘visibles’ vers les catégories ‘invisibles’ », in Stéphane Beaud, Joseph Confavreux et Jade Lindgaard, *La France invisible*, La Découverte, 2006, pp. 366-369.

Pierre Concialdi, « Pouvoir, hiérarchie et statuts : un point de vue d'économiste », Actes du 10<sup>ème</sup> Forum annuel de la société angevine de philosophie (à paraître).

Antoine Math, « L'évolution des politiques publiques d'aides aux familles depuis le début des années 1990 en Europe occidentale », in Guillemard et alii, *Nouvelles sociologies des politiques sociales*, PUF (à paraître).

Florence Lefresne et Carole Tuchsirer, " Dynamiques d'insertion et politique d'emploi : une comparaison de 6 pays européens (Belgique, Danemark, Espagne, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni)", in *Travailler pour être intégré ? mutations des relations entre emploi et protection sociale*, CNRS édition, 2006.

Carole Tuchsirer, " La réforme du service public de l'emploi : mission accomplie ?", Regard sur l'actualité, La documentation Française, octobre 2006

Pierre Volovitch, « La rémunération du travail » in *Travail et emploi en France – Etat des lieux et perspectives* sous la direction de Jacques Freyssinet, la documentation Française, octobre 2006.

***Articles dans des revues à vocation scientifique:***

Pierre Concialdi, « Demography, the cost of pensions and the move to pension funds », *Review of Political Economy*, 2006, vol. 18, issue 3, pages 301-315

Antoine Math, Serge Slama, Alexis Spire et Mouna Viprey « La fabrique d'une immigration choisie. De la carte d'étudiant au statut de travailleur étranger (Lille et Bobigny, 2001-2004) », *Revue de l'IREs* n°50, 2006/1

Antoine Math, « Immigration ‘choisie’ : quelques réflexions sur la loi Sarkozy », *Analyses et Documents économiques*, n°103, octobre 2006, pp.18-25.

Antoine Math, « Les travailleurs détachés dans le cadre de la sous-traitance transnationale », *Migrations sociétés*, Vol. 18, n°107, septembre-octobre 2006, pp.65-83.

Jean-Marie Pernot, « Heurts et malheurs du syndicalisme international » *Cahiers d'Histoire sociale*, CGT, décembre 2006.



Pierre Volovitch, « Pays-Bas une réforme du système de santé fondée sur la concurrence et la privatisation », *Revue française des affaires sociales* n°2-3, avril-septembre 2006.

Pierre Volovitch, « L'usage de l'outil économique dans le domaine de la santé » (titre non définitif) *Revue de l'IRES (à paraître)*.

***Documents de travail et rapports de recherche :***

Antoine Math, Christèle Meilland et Laurent Simula, « Transferts et incitations financières à l'activité du second apporteur de ressources au sein du couple. Une analyse comparative », Caisse Nationale des Allocations Familiales, *Dossier d'études* n°79, avril 2006.

Antoine Math, Serge Slama, Alexis Spire et Mouna Viprey « De la carte d'étudiant au statut de travailleur étranger. Les étudiants étrangers sollicitant un changement de statut à Lille et à Bobigny (2001–2004) », *Document de travail IRES* n° 06.04, septembre 2006 [à partir d'un rapport de recherche dont la synthèse a aussi été publiée en 2006 par la Direction population et migrations du ministère des affaires sociales : *Les synthèses des travaux sur l'immigration*, Direction de la Population et des Migrations  
[www.social.gouv.fr/IMG/pdf/etude\\_ires\\_synthese\\_072005.pdf](http://www.social.gouv.fr/IMG/pdf/etude_ires_synthese_072005.pdf)]



## Annexe 2 : Communications colloques

**Institut de formation supérieure de Meslay.** Formation de Directeurs d'établissements sociaux et médico-sociaux. Intervention de Pierre Volovitch « Comparaison des systèmes d'assurance maladie dans les pays européens. Nouvelle architecture institutionnelle de l'assurance maladie en France. Analyse et enjeux ». (Meslay, 10 janvier 2006)

**Institut universitaire de formation des Maîtres.** Stage de professeurs de sciences économiques et sociales « Protection sociale et solidarités collectives ». Intervention de Pierre Volovitch « Les systèmes d'assurance maladie ». (Tours, 26 janvier 2006)

**Centre d'Etudes de l'Emploi, CEE.** Séminaire « Emploi soutenable ». Communication d'Annie Jolivet « La réduction du temps de travail en fin de carrière ». (Noisy-le-Grand, 2 février 2006)

**Cornell University School of Industrial and Labor Relations.**- Conférence internationale « Global Companies, Global Unions ». Communication de Udo Rehfeldt avec Isabel Da Costa « Unions, European Works Councils and American Multinationals in the Automobile Sector ». (New-York, 9-11 février 2006)

**Friedrich Ebert Stiftung.** Intervention de Christian Dufour « La place des syndicats dans la construction européenne ». (Berlin, 23-24 février 2006)

**ENS Cachan et Université Paris X Nanterre.** Séminaire « Politiques du travail, de l'emploi et de la protection sociale en Europe » (POTEPSE). Intervention de Udo Rehfeldt « Analyse comparative des formes et niveaux de négociation collective en Europe : Allemagne, Italie, Espagne, Royaume-Uni ». (Nanterre, 28 février 2006)

**Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail.** Réunion des Centres nationaux correspondants de l'Observatoire européen des relations industrielles, de l'Observatoire européen des restructurations, de l'Observatoire européen des conditions de travail. Participations d'Annie Jolivet et de Benoît Robin. (Dublin, 2-3 mars 2006).

**IRCOSS** (association de CE). Intervention de Christian Dufour sur « Le rôle des DP et des CE et leurs évolutions ». (Mulhouse, 8 mars 2006)

**APEX** (Consultant pour les comités d'entreprise). Journées d'études.

- Communication de Michel Husson « La conjoncture mondialisée » ;

- intervention de Jean-Marie Pernot « Les défis du syndicalisme français aujourd'hui ».

(La Brosse Monceaux, 9-10 mars 2006)

**Commission du dialogue économique,** MEDEF et organisations syndicales. Audition de Jacky Fayolle sur « la politique industrielle ». (Paris, siège du MEDEF, 10 mars 2006).

**Union régionale des caisses d'assurance maladie.** 6<sup>ème</sup> Journée de l'URCAM « L'impact de la démographie sur l'avenir de l'assurance maladie ». Intervention de Pierre Volovitch « Impact du vieillissement et inégalités sociales de santé. (Tours, 14 mars 2006)

**CGT.** Assises de la précarité. Participation de Jacky Fayolle à la table-ronde sur « la qualité de l'emploi et l'insécurité sociale » (Montreuil, 16 mars 2006).

**CGT.** Union départementale du Var. Débat dans le cadre de la préparation du 48<sup>o</sup> congrès confédéral. Intervention de Jean-Marie Pernot « Les enjeux de la période actuelle pour la CGT et le mouvement syndical français ». (Toulon, 17 mars 2006)

**Confédération Européenne des Syndicats, CES/ETUC.** Conférence sur les réformes du marché du travail et les politiques macroéconomiques dans l'agenda de Lisbonne. Participation de Jacky Fayolle. (Bruxelles, 20-21 mars 2006).

**Institut francilien d'ingénierie et de services, IFIS.** Conférence sur « La discrimination à l'emploi ». Intervention de Mouna Viprey « Discrimination sur le marché du travail ». (Marne-la-Vallée, 21 mars 2006)

**Mutualité sociale agricole, MSA.** Séminaire organisé par les caisses de la MSA région Aquitaine. Intervention de Pierre Volovitch « L'impact des évolutions politiques, économiques et sociétales sur l'évolution de la protection sociale. De l'Europe au système national ». (Anglet, 21 mars 2006)

**Laboratoire d'économie, de la production et de l'intégration internationale, LEPH - Université Pierre Mendès France de Grenoble et CEREQ.** Séminaire « Construction et reconnaissance des compétences ». Intervention de Florence Lefresne « Formation tout au long de la vie et développement des compétences : des enjeux convergents dans des contextes institutionnels différents au sein de l'Europe ». (Saint Martin d'Hères, 23 mars 2006)

**Friedrich Ebert Stiftung.** Séminaire interne entre DGB et SPD. Intervention de Christian Dufour « Le rôle du salaire minimum en France ». (Berlin, 24 mars 2006)

**Syndicats CFDT, CGT et Sud de l'INSEE.** Colloque « La statistique au service de la démocratie ». Présidence par Jacky Fayolle de l'atelier « mesure des inégalités, la statistique publique au cœur des inégalités ». (Paris, 29 mars 2006)

**Mission locale de Touraine.** Rencontres 2006 « Les entreprises et l'emploi ». Intervention de Florence Lefresne « Les entreprises et l'emploi des jeunes ». (Tours, 30 mars 2006)

**Centre d'Analyse Stratégique, CAS.** Groupe d'Analyses de la Mondialisation. Séminaire sur la mondialisation commerciale. Participation de Jacky Fayolle (Paris, 28 mars 2006)

**Association Appel.** Réunion publique organisée par l'association Appel pour être soigné par le service public. Participation de Pierre Volovitch à une table ronde sur la santé.

**IRISES – UMR 7170 – Université Paris Dauphine.** Colloque « Expertise privée et imposition de normes ». Communication de Catherine Sauviat « La chute d'Andersen : un dégât « collatéral » d'Enron, dans un contexte de transformation majeure de la profession et du marché de l'audit ». (Paris, 31 mars 2006)

**Université Panteion d'Athènes, département de politiques sociales.** A serie of lectures « Modernity in transition ». Intervention de François Michon « Les règles de l'emploi en Europe. L'exemple du travail temporaire ». (Athènes, 6 avril 2006)

**Institut des sciences sociales du travail de l'Ouest (ISSTO), Université de Rennes.** Stage de formation syndicale « L'Europe et l'indépendance syndicale ». Intervention de Udo Rehfeldt sur « Syndicats, partis politiques et pouvoirs publics: les exemples allemand, britannique et italien ». (Rennes, 11 avril 2006)

**Euro Info Centre de Picardie, Chambre régionale de commerce et d'industrie de Picardie.** Journée d'étude et d'information. Intervention d'Antoine Math « La prestation de service transnationale : l'utilisation de travailleurs détachés ». (Amiens, 11 avril 2006)

**CGT.** Initiative internationale précédant le congrès de la CGT sur le thème « Quel internationalisme syndical ? ». Animation par Jacky Fayolle du débat « Le syndicalisme face aux défis pour aujourd'hui et demain ». (Lille, 23 avril 2006)

**Comité d'histoire des administrations du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (CHATEFP), DARES.** Centenaire du ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement. Colloque scientifique international « Elaborations et mises en œuvre des politiques du travail : le ministère du Travail et la société française au XX<sup>e</sup> siècle :  
- Udo Rehfeldt, membre du comité scientifique, préside la séance « Savoirs, discours et expertise.

- Communication de Catherine Vincent avec Michèle Dupré, Olivier Giraud et Michèle

Tallard « L'Etat et les acteurs sociaux face à la démocratie industrielle en France et en Allemagne (1945-1976) (Paris, 18-19 mai 2006)

Intervention de Christian Dufour auprès de responsables de la **Caisse centrale d'activités sociales du personnel (CCAS)**. « Les évolutions des comités d'entreprise ». (Paris, 19 mai 2006)

**Direction de l'animation de la recherche et des statistiques (DARES)**. Séminaire de valorisation. Intervention d'Odile Join-Lambert « Bilan et perspectives du colloque scientifique international du centenaire du ministère du Travail ». (Paris, 30 mai 2006)

**Institut Kiljava de la Confédération syndicale finlandaise SAK**. 6<sup>e</sup> Séminaire transnational pour administrateurs salariés. Udo Rehfeldt préside la séance sur les besoins de formation des administrateurs salariés.

**Association des artisans et des commerçants (ADACC)**. Assemblée générale. Intervention de Christian Dufour sur « Le devenir des comités d'entreprise ». (Angers, 8 juin 2006)

**Universités Paris 1 et Paris X**. Séminaire Matisse « Quelle flexisécurité à la française ? ». Communication de Catherine Vincent « Les syndicats européens et la flexisécurité ». (Paris, 16 juin 2006)

**Institut de la gestion publique et du développement économique, IGPDE**. Université des cadres du MINEFI. Communication de Jean-Marie Pernot sur « Négocier dans la fonction publique : principes, acteurs ». (Vincennes, 22 juin 2006)

**DARES-DRT**. 3<sup>ème</sup> Rendez-vous annuel sur « Les relations professionnelles – le dialogue social dans les petites entreprises ». Présidence par Catherine Vincent d'une table-ronde sur « La représentation collective dans les petites entreprises ». (Paris, 30 juin 2006)

**Société angevine de philosophie**. Colloque « Où est le pouvoir aujourd'hui ? ».

Communication de Pierre Concialdi : « Pouvoir, hiérarchie, statuts : un point de vue d'économiste ». (Angers, 8 avril 2006)

**Groupe de Recherche sur l'Education et l'Emploi (GRÉE)**. Colloque « Travail, emploi, salaire et qualification en Europe: forces d'inertie, tendances communes et degrés de convergence ». Discussion par Pierre Concialdi des contributions de la session « Le salaire et les droits sociaux à la croisée des chemins ». (Nancy, 9 juin 2006)

**Collectif Droits pour l'Humanité**. Débat sur « L'état des droits de l'Homme en France ». Intervention de Pierre Concialdi : « Les droits économiques et sociaux en France ».

**Université Libre de Bruxelles, DULBEA**. Séminaire du réseau « Politiques publiques envers l'emploi des parents et inclusion sociale » (PEPSI). Communication d'Antoine Math « Les transferts sociaux aux familles et les congés parentaux en Europe : contre l'égalité entre femmes et hommes ? ».

**Friedrich Ebert Stiftung**. Séminaire. Intervention de Christian Dufour sur « Le salaire minimum ».

**Institut des sciences sociales du travail de l'Ouest (ISSTO)**. Journée d'étude et de formation de la CFDT. Intervention de Florence Lefresne « Formation professionnelle initiale et continue : quelle articulation ? ».

**Fédération bruxelloise de l'insertion professionnelle des jeunes (FEBISP)**. Journée d'étude « Le bateau ivre de la mondialisation – 10<sup>ème</sup> anniversaire de la Febisp ».

Communication de Florence Lefresne « Quels destins pour les modèles sociaux européens ? ». (Bruxelles, 23 mai 2006)

**Soirée de la colère organisée par LCE**. Intervention de Christian Dufour sur « Les salariés précarisés ». (Annecy, 1er juin 2006)

**Conférence Recrutinnove 06**. Intervention de Yannick Fondeur « Le recrutement par Internet face au dilemme transparence/bruit ». (Paris, 1er juin 2006)

**Sénat.** Colloque « Entreprises et Jeunes diplômés » organisé par la Présidence de la commission des affaires économiques. Communication de Florence Lefresne « Trente années de politique d'insertion des jeunes : un bilan en demi-teinte ». (Paris, 6 juin 2006)

**Cercle Laffitte, SETT.** Intervention de Yannick Fondeville avec Carole Tuchsirer sur le thème « Internet et les intermédiaires du marché du travail ».

**Groupe de recherche sur l'éducation et l'emploi (GREE),** Université de Nancy 2. Colloque « Travail, emploi, salaire et qualification en Europe : forces d'inertie, tendances communes et degrés de convergence ». François Michon, discutant de la session « Formes de l'emploi, recomposition de la norme d'emploi ».

**Association pour l'emploi des cadres, ingénieurs et techniciens de l'agriculture et de l'agroalimentaire (APECITA).** Congrès annuel. Intervention de Yannick Fondeville avec Carole Tuchsirer sur le thème « Internet et les intermédiaires du marché du travail ». (Toulouse, 15 juin 2006)

Rassemblement organisé par la **Confédération nationale du travail (CNT)** et des associations culturelles. Intervention de Christian Dufour « La mondialisation et l'action syndicale ». (St Etienne, 1er mai 2006)

**Forum social européen.** Séminaire « Free Trade, Employment and Worker's Rights » co-organisé par la Confédération italienne CGIL, ATTAC Suisse et Seattle to Brussels Network. Communication d'Antoine Math « Libéralisation des services au niveau européen et mondial (Bolkestein, AGCS), migrants détachés asservis et jetables et remise en cause des normes sociales ». (Athènes, 5 mai 2006)

**Association France-Pologne pour l'Europe.** Séminaire sur « le développement des territoires de l'Europe unie face à la mobilité mondiale de la main d'œuvre et des emplois à l'horizon 2015 ». Animation par Jacky Fayolle de la séance sur « le développement des territoires de l'Europe Unie face à la mobilité mondiale de la main d'œuvre ». (Strasbourg, 19-20 mai 2006).

**Université Paris 1, Centre d'histoire sociale du XX<sup>e</sup> siècle.** Séminaire historique sur le syndicalisme dans l'international. Communication de Jean-Marie Pernot sur « Dynamiques du syndicalisme international ». (Paris, 1er juin 2006)

**Centre d'information et d'études sur les migrations internationales (CIEMI).** Participation d'Antoine Math à la Table-ronde . Discussion de l'ensemble du numéro spécial de la revue « Migrations société » sur « Sans papiers : d'hier et d'aujourd'hui ». (Paris, 1er juin 2006)

**Centre d'Analyse Stratégique.** Groupe d'Analyses de la Mondialisation. Discussion par Jacky Fayolle de la communication de Marcel Canoy sur le fonds d'ajustement européen à la mondialisation. (Paris, 13 juin 2006)

**Organisation Internationale du Travail.** Participation de Jacky Fayolle à la phase finale de la 95<sup>ème</sup> conférence internationale du travail. (Genève, 14-16 juin 2006)

**IAAEG (Institut für Arbeitsrecht und Arbeitsbeziehungen in der Europäischen Gemeinschaft) SASE (Society for the Advancement of Socio-Economics).** 18<sup>e</sup> Rencontre annuelle « Constituting Globalization : Actors, Arenas and Outcomes » :

- communication de François Michon « Inequalities, Flexsecurity, Segmented Labor Markets. The changing Desing in France » ;
- communication de Udo Rehfeldt (avec Isabel da Costa) « European and World Works Councils Collective Agreements : Recent Automobil Sector Trends » ;(Trèves, Allemagne, 30 juin-2 juillet 2006)

**Assemblée nationale,** mission d'enquête sur les délocalisations, audition de Jacky Fayolle (Paris, 5 juillet 2006).

**Aliaces** (association de comités d'entreprises). Intervention de Christian Dufour sur « l'évolution des comités d'entreprise et de leurs élus ». (Annecy, 6 juillet 2006)

**AIIIC (Association internationale des interprètes de conférence)**. Conférence de Florence Lefresne « Y a-t-il une crise du système politico administratif français ? ». (Paris, 17-22 juillet 2006)

**Association Mohamed Ali de la culture ouvrière et réseau RECEPTIS**. Participation de Jacky Fayolle à l'Université d'été 2006 « Modèles de développement, emploi et migrations dans la zone euromed » (Tunis, 21-23 Juillet 2005).

**Institut régional du travail Midi Pyrénées. Université Toulouse le Mirail**. Session « Quel renouveau du syndicalisme ? ». Interventions de Jean-Marie Pernot « La CGT, permanences et changements : 1. des origines aux années 1990 ; 2. vers un nouveau cours ». (Toulouse, 28 août 2006)

**IREC (Industrial Relations in Europe Conference)**. Conférence annuelle « The Future of Social Models » :

- communication de Udo Rehfeldt (avec Isabel da Costa) « European and World Works Councils in the Automobile Sector : Union Strategies Between Europeanization and Globalization » ;

- communication de Catherine Vincent avec Michèle Tallard « The french Public Trade unions Facing the Modernisation of Public Services ». (Ljubljana, Slovénie, 31 août-2 Septembre 2006).

**Confédération européenne des syndicats**. Université d'été « Négociation collective ». Intervention de Carole Tuchsirer « Stratégie syndicale face à la précarité de l'emploi en Europe ». (Séville, 3-5 septembre 2006)

**Institut d'Etudes Politiques de Paris**. Soutenance de la thèse de Matthieu Lemoine « Econométrie du cycle européen » sous la direction de Jacky Fayolle (Paris, 5 septembre 2006)

**Equipe MATISSE, Université de Paris 1**. Colloque « Etat et régulation sociale ». Participation de Jacky Fayolle comme rapporteur de la séance « Fin ou métamorphose du modèle l'Etat bismarckien »

**IWPLMS (International Working Party on Labour Market Segmentation)**. 27th conference. Présidence par François Michon « National Patterns of Labour Market Integration and Social Exclusion over the Life Course ».

**ISSTO (Institut des Sciences Sociales du Travail de l'Ouest), Université de Rennes 2**. Stage de formation syndicale « Le syndicalisme international ». Interventions de Udo Rehfeldt sur « Le syndicalisme international et le syndicalisme européen » et « Les comités d'entreprise mondiaux et européens ». (Rennes, 20-22 septembre 2006)

**Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais**. Comité d'orientation élargi « Mise en lumière et perspectives, regards croisés sur les mutations ». Interventions de Marie Raveyre en tant qu'expert dans les tables-rondes et dans l'atelier « Mutations territoriales et partenariat ». (Lille, 25 septembre 2006)

**Université du groupe Thalès**. Intervention de Christian Dufour sur « Le syndicalisme britannique ». (Paris, 26 septembre 2006)

**Comité européen du groupe Rhodia**. Intervention de Christian Dufour sur « Les systèmes de relations professionnelles en Europe ». (Luxembourg, 27 septembre 2006)

**URIF (Union régionale Ile-de-France) Force ouvrière**. Colloque cadres « Les cadres et l'entreprise : divorce ou adhésion ? Intervention de Benoît Robin à la 3<sup>ème</sup> table ronde « Subir ou agir ». (Paris, 28 septembre 2006)

- ISM-CORUM.** Colloque sur « Discriminations et diversités ». Intervention de Christian Dufour sur « Le syndicalisme et les discriminations ». (Lyon, 28 septembre 2006)
- IFOREP.** Intervention de Christian Dufour « La démocratisation de la culture à travers les comités d'entreprises ». (Montreuil, 10 octobre 2006)
- Fédération de la chimie/Energie CFTD.** Intervention de Christian Dufour devant le conseil fédéral sur les thème des « Services aux adhérents ». (Bobigny, 11 octobre 2006)
- Université Jules Vernes de Picardie.** Colloque « Cent ans après la Charte d'Amiens : la notion d'indépendance syndicale face à la transformation des pouvoirs ». Communication de Jean-Marie Pernot « Le syndicalisme international : une dépendance structurelle ? ». (Amiens, 11-13 octobre 2006).
- Université Robert Schuman/Institut du Travail de Strasbourg.** 50<sup>ème</sup> anniversaire des IRT. Communication de Florence Lefresne « Regards croisés sur la formation professionnelle dans l'Union européenne ». (Strasbourg, 12 octobre 2006)
- Union départementale des syndicats FO de l'Oise.** Colloque « Mondialisation et négociations sociales » :
- intervention d'Adelheid Hege « Négociation de branche, l'exemple allemand » ;
  - animation par Benoît Robin de la première table-ronde.(Creil, 17 octobre 2006)
- Association ResPECT (Réseau des préventeurs et ergonomes des collectivités territoriales).** 6<sup>ème</sup> colloque « L'absence au travail : déraison ou des raisons ? Comprendre et agir pour prévenir ». Communication d'Annie Jolivet « La question des congés maladie et de l'invalidité en Suède, Norvège et aux Pays-Bas ». (Annecy, 18-20 octobre 2006)
- Association Dialogues/Groupe Liaisons.** Colloque « L'assurance santé face aux réformes, les partenaires sociaux à l'heure des choix ». Intervention de Pierre Volovitch à la table ronde « Quel financement pour quelles solidarités ? ». (Paris, 19 octobre 2006)
- DARES.** Journée d'études « L'évolution des syndicats en France : 1990-2005 » :
- communication d'Adelheid Hege et Christian Dufour « La resyndicalisation des comités d'entreprises ;
  - Jean-Marie Pernot, discutant d'une série de rapports et de monographies sur la situation syndicale en France en 2006. (Paris, 20 octobre 2006).
- ASPEN/ETUI.** Colloque « Activation policies in the European Union. Rédaction de l'appel à contributions et présidence de l'atelier « Quality of activation and quality of working careers » par Florence Lefresne. (Bruxelles, 20-21 octobre 2006)
- Comité économique et social de Lorraine.** Débat autour du livre « syndicats, lendemains de crise ? ». Présentation, discussion par Jean-Marie Pernot. (Metz, 25 octobre 2006).
- Comité économique et social de Lorraine.** Débat autour du livre « syndicats, lendemains de crise ? ». Présentation, discussion par Jean-Marie Pernot. (Metz, 25 octobre 2006).
- Observatoire de la démocratie sociale.** Colloque « Démocratie sociale, quelle représentativité syndicale ? ». Intervention de Udo Rehfeldt sur « La dimension historique et comparative de la représentativité syndicale ». (Paris, 6 novembre 2006)
- Université du Québec.** Association d'Economie Politique et Télé-université. Colloque « Halte à la retraite ! ...De la culture de la retraite à la gestion des âges ! ». Communication d'Annie Jolivet « Evolution des marchés internes, valorisation de l'expérience et transfert des savoirs entre les générations ». (Montréal, 6 -7 novembre 2006)
- Conseil de l'Europe.** Commissaire pour les Droits de l'Homme. Participation d'Antoine Math à la réunion d'experts « Protection Migrant's Human Rights ». (Strasbourg, 8 novembre 2006)



**CFE-CGC.** Réunion interne « Protection sociale ». Présentation par Catherine Vincent et Pierre Volovitch des premiers résultats de l'enquête sur les « administrateurs syndicaux dans les caisses locales du Régime général ». (Paris, 9 novembre 2006)

**Institut supérieur du Travail/Université de Louvain.** Communication de Christian Dufour et Adelheid Hege sur le thème de la représentation des salariés et du modèle social européen. (Louvain, 9-10 novembre 2006)

**Association francophone de Gestion des Ressources Humaines.** XVII<sup>ème</sup> congrès « Le travail au cœur de la GRH ». Annie Jolivet, coanimatrice avec Serge Volkoff du symposium « Vieillesse démographique, fins de vie active et conditions de travail ». (Reims, 16-17 novembre 2006)

**SENAT.** Colloque « La France et ses vieux d'ici et d'ailleurs : des anciens combattants aux chibanis ». Contribution d'Antoine Math « Les droits sociaux des vieux migrants ». (Paris, 17 novembre 2006)

**Institut régional du Travail.** Rencontre entre chercheurs et syndicalistes « Parcours professionnels, mobilité, précarité, quelles nouvelles sécurités ? ».

Communication de Florence Lefresne « Quelles leçons tirer des modèles nordique et anglais ». (Aix en Provence, 20-21 novembre 2006)

**Observatoire des mouvements de la société/Espace Marx.** Séminaire « Crise et renouveau du syndicalisme ». Intervention d'Antoine Math « Immigration 'choisie' de travailleurs : un enjeu central pour le monde du travail ». (Paris, 21 novembre 2006)

**PRISME** (Professionnels de l'intérim, services et métiers de l'emploi). Conseil d'administration. Intervention de Yannick Fondeville sur le thème « Problématique du recrutement par Internet ». (Paris, 23 novembre 2006)

**Fédération des métallurgistes de la CSN.** Intervention de Christian Dufour devant le Conseil syndical sur le thème de la mondialisation. (Québec, 23 novembre 2006)

**EURES** (European Employment Services). Colloque « Les nouveaux enjeux du travail intérimaire ». Communication de François Michon avec Rachid Belkacem et Cather Kornig « Les origines du travail intérimaire et son développement en Europe ». (Luxembourg, 23-24 novembre 2006)

**Université de Nantes.** Journée d'études « Les salariés d'exécution à statut d'hier à aujourd'hui ». Odile Join-Lambert, discutante.

**Institut social des sciences du travail (IST).** Journée d'étude. Intervention de Catherine Sauviat « L'épargne retraite et l'épargne salariale dans le cadre de la mondialisation financière : état des lieux et enjeux ». (Fontenay aux Roses, 28 novembre 2006)

**HEC Montréal/Université de Montréal.** « Cours de Maîtres » tenu par Christian Dufour et Adelheid Hege sur le thème « Relations professionnelles et comparaison internationale ». (Montréal, 29 novembre 2006)

**SNES** (Syndicat national de l'enseignement secondaire). Journée d'étude « Droits et libertés ». Intervention d'Antoine Math « Les droits des migrants et la question des normes sociales ». (Paris, 29 novembre 2006)

**CSQ** (Confédération des syndicats québécois). Intervention de Christian Dufour et Adelheid Hege devant un groupe de recherche sur l'avenir du syndicalisme. (Montréal, 30 novembre 2006)

**Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS).** Séminaire de André Grelon « Sociologie des professions techniques ». Intervention d'Yves Lochard et Christèle Meilland sur « Les discriminations dans l'emploi ». (Paris, 4 décembre 2006)

**Institut régional du travail.** Séminaire de la fédération Métallurgie CGT-FO.

Communication de Marie Raveyre « Restructurations nouvelles donnes » et animation d'atelier. (Aix en Provence, 4-8 décembre 2006)

**Université de Marne la Vallée.** Colloque « Flexicurité en France ». Communication de Solveig Grimault « Flexicurité et sécurisation des parcours professionnels : analyse comparative des positions syndicales ». (Champs sur Marne, 7 décembre 2006)

**CFE-CGC.** Congrès annuel. Participation de Jean-Marie Pernot à la table ronde de clôture « le dialogue social, comment apprécier la représentativité des syndicats ? ». (Saint-Denis, 8 décembre 2006).

**CFDT Rhône Alpes.** Groupe de recherche. Intervention de Christian Dufour sur le thème des relations professionnelles au sein des pôles de compétitivité. (Grenoble, 13 décembre 2006)

**Hôpital Bichat.** Dans le cadre de la formation d'internes en médecine générale, intervention de Pierre Volovitch « Quelle place pour 'l'économie de la santé' dans la définition des politiques de soins ». (Paris, 14 décembre 2006)

**Comité pour la Sixième République.** Intervention de Christian Dufour sur le thème « Quelle démocratie sociale ? ». (Paris, 19 décembre 2006)

**CGT Rhône Alpes.** Séminaire régional. Intervention de Jean-Marie Pernot « le syndicalisme aujourd'hui, problèmes, perspectives ». (Saint Etienne, 20 décembre 2006).

**ANNEXE 3**  
**Conventions de recherche achevées ou en cours en 2006**

<b>Intitulé</b>	<b>Responsables scientifiques</b>	<b>Tiers contractant</b>	<b>début</b>	<b>fin</b>
Non recours aux prestations sociales	A.Math	CERAT	2003	2006
Discriminations raciales sur le marché du travail	Y. Lochard, C. Meilland, M. Viprey	DARES	2004	2006
Centenaire ministère du Travail	O. Join-Lambert	DARES	2004	2007
Managing VET systems	C. Vincent	Programme Leonardo Da Vinci	2004	2006
Emploi et travailleurs âgés	A. Jolivet	Fondation européenne de Dublin	2005	2006
Etudiants étrangers changeant de statut	A. Math, M. Viprey	Direction de la population et des migrations	2004	2006
Séminaire restructurations	M. Raveyre	ACI ministère de la Recherche	2004	2006
Etudes sur les relations industrielles	B. Robin, A. Jolivet	Fondation européenne de Dublin	2005	2006
Emploi et travailleurs âgés	A. Jolivet	Fondation européenne de Dublin	2005	2006
Syndicalisme et flexibilité	C. Dufour, A. Hege, J.M. Pernot	DARES	2005	2007
Politiques économiques et politiques d'emploi en Europe	J. Fayolle, A. Jolivet, M. Husson, F. Lefresne	Programme SALTSA (Suède)	2005	2006
Gouvernance de la protection sociale	P.Volovitch, C.Vincent	DREES	2005	2006
Anticipation et accompagnement des restructurations	F. Lefresne, C. Sauviat	DARES	2005	2007
Classification professionnelle dans la filière agro alimentaire	Christian Dufour ; Adelheid Hège	ANIA	2006	2007
Capright : Resources, rights and capabilities in search of social foundations for Europe	F. Lefresne ; Catherine Sauviat ; Marie Raveyre	Commission Européenne	2006	2008
Comparaisons européennes des aides aux familles	Antoine Math ; Christèle Meilland	CNAF	2006	2008
Observatoire européen : Etudes sur les relations industrielles, les Restructurations et conditions de vie et de travail	Benoît Robin ; Annie Jolivet ;Udo Rehfeldt Marie Raveyre ;Carole Tuscszirer ;Yves Lochard	Fondation européenne de Dublin	2006	2007
Suivi des congrès	Jean Marie Pernot ; Christian Dufour ;Benoit Robin	Liaisons sociales	2006	2006
Validation des acquis de l'expérience	Carole Tuscszirer	Centre d'étude et de l'emploi	2006	2007
Déclassement des jeunes ; comparaison France Suède	Yannick Fondeur Florence Lefresne	Ministère Education Nationale	2006	2007
Changements technologiques et travailleurs vieillissants	Annie Jolivet	DARES	2006	2008
Amélioration de la relation client après vente	Celine Maussion	France Télécom	2006	2007